

Appendix 2.2 – Affidavit of mailing



Ernst & Young Inc.
800, boul. René-Lévesque Ouest
Bureau 1900
Montréal (Québec) H3B 1X9

Tél./Tel: +1 514 875 6060
Télec./Fax: +1 514 879 2600
ey.com

CANADA
PROVINCE OF QUÉBEC
DISTRICT OF MONTRÉAL
COURT NO : 500-11-038474-108

S U P E R I O R C O U R T
Commercial Division
Designated court pursuant to the CCAA¹

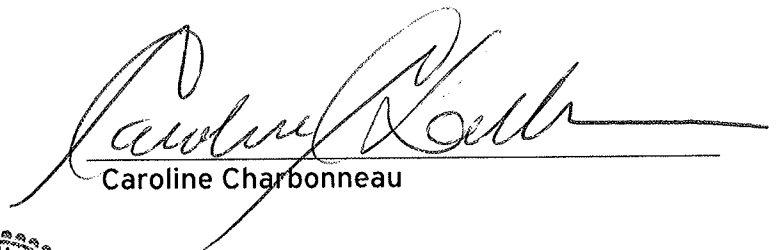
IN THE MATTER OF THE PROPOSED PLAN OF COMPROMISE AND ARRANGEMENT OF
WHITE BIRCH PAPER HOLDING COMPANY AND VARIOUS SUBSIDIARIES AND AFFILIATES.

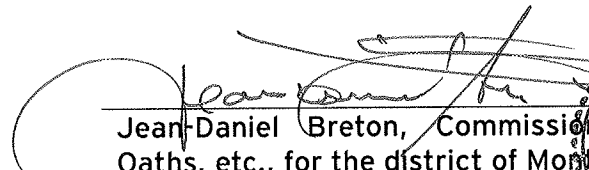
MAIL AFFIDAVIT

I, the undersigned, Caroline Charbonneau, Executive Assistant at Ernst & Young Inc., having my principal place of business at 800 René Lévesque Blvd. West, Suite 1900, in Montreal (Québec) H3B 1X9, solemnly declare as follows:

1. Under the direction of Ernst & Young Inc., I caused to be assembled and mailed, on March 20, 2015, by regular mail remitted to Canada Post, a mailing package comprised of both an English and a French version of the following document:
 - 1.1. **Exhibit A** - Notice to Creditors of the General Meeting;
 - 1.2. **Exhibit B** - White Birch Paper Company Canada's proposed plan of compromise;
 - 1.3. **Exhibit C** - Form of Proxy and Voting Letter.
2. A list of the creditors to whom the above was mailed by Canada Post is attached hereto as **Exhibit D**.
3. Under the direction of Ernst & Young Inc., I caused to be published a Notice to creditors of the General Meeting. Copies of the notice as they appeared in the March 25, 2015 edition of La Presse, Le Soleil, The National Post are attached, *en liasse*, as **Exhibit E**.

SOLEMNLY DECLARED before me at the
City of Montreal, Province of Quebec, this
27th day of March 2015.


Caroline Charbonneau


Jean-Daniel Breton, Commissioner
Oaths, etc., for the district of Montreal



¹ *Companies' Creditors Arrangement Act*, R.S.C. 1985, c. C-36, as amended



Ernst & Young Inc.
800, boul. René-Lévesque Ouest
Bureau 1900
Montréal (Québec) H3B 1X9

Tél./Tel: +1 514 875 6060
Télec./Fax: +1 514 879 2600
ey.com

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE MONTRÉAL
N° : 500-11-038474-108

C O U R S U P É R I E U R E
Chambre commerciale
*Tribunal désigné aux termes de la Loi sur les
arrangements avec les créanciers des compagnies*¹

DANS L'AFFAIRE DU PLAN DE COMPROMIS PROPOSÉ DE SUCCESSION COMPAGNIE WBPC
(AUTREFOIS COMPAGNIE DE PAPIERS WHITE BIRCH) ET DE DIVERSES FILIALES ET ENTITÉS
AFFILIÉES²

DÉBITRICES

AVIS DE CONVOCATION DES CRÉANCIERS À L'ASSEMBLÉE DES CRÉANCIERS

Avis est par les présentes donné comme suit :

1. Le 24 février 2010, sur requête présentée par Succession Compagnie WBPC (autrefois Compagnie de papiers White Birch et ci-après désignée « WB ») et certaines de ses entités affiliées (collectivement désignées les « Requérantes »), la Cour supérieure du Québec siégeant pour le district de Montréal (le « Tribunal ») à titre de tribunal désigné aux termes de la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies* (la « LACC »)¹ a rendu une ordonnance (l'« Ordonnance initiale ») déclarant que les Requérantes sont des compagnies débitrices visées par la LACC, nommant Ernst & Young Inc. (« EY » ou le « Contrôleur ») à titre de contrôleur, et accordant certaines mesures de protection aux Requérantes et à diverses sociétés de personnes dans lesquelles ces dernières ont un intérêt (les « Sociétés ») (les Requérantes et les Sociétés étant ci-après collectivement désignées « WB Canada »)².
2. Le plan de compromis proposé par WB Canada (le « Plan ») a été déposé le 17 mars 2015. Par jugement rendu le 13 mars 2015 (l'« Ordonnance visant l'Assemblée »), le Tribunal a ordonné la convocation d'une assemblée des créanciers pour considérer le Plan. Une copie de ladite Ordonnance visant l'Assemblée se trouve sur le site web du Contrôleur à l'adresse suivante : www.ey.com/ca/WhiteBirch. Si vous n'êtes pas en mesure d'accéder au document via le site web, veuillez communiquer avec Mme Tara Serve du bureau du Contrôleur, au (514) 879-6884, et nous vous en ferons parvenir une copie par la poste.
3. Vous trouverez ci-joint une copie du Plan, ainsi que les documents connexes nécessaires afin de voter, incluant un formulaire de procuration et de votation.
4. L'assemblée des créanciers pour considérer le Plan sera tenue le 22 avril 2015 à 9h30 (heure de Montréal) au Le Centre Sheraton Montréal Hôtel situé au 1201, boulevard René-Lévesque Ouest, en la ville de Montréal, province de Québec. Le but de l'assemblée est d'examiner et, si cela est jugé souhaitable, adopter une résolution visant à approuver le Plan, avec ou sans

¹ *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies*, L.R.C. (1985), ch. C-36, dans sa version modifiée.

² Les entités visées par l'Ordonnance initiale sont Estate WBPHC Company (autrefois White Birch Paper Holding Company), Succession Compagnie WBPC (autrefois Compagnie de papiers White Birch), Succession SGPI (autrefois Commandité Stadacona Inc.), Estate BSPI Inc. (autrefois La Compagnie de papier Épinette noire Inc.), Succession FFSGPI (autrefois Commandité F.F. Soucy Inc.), 3120772 Nova Scotia Company, Succession GCSI (autrefois Arrimage de Gros Cacouna Inc.), Succession PML Inc. (autrefois Papier Masson Ltée), SSEC S.E.C. (autrefois Stadacona S.E.C.), FFS S.E.C. (autrefois F.F. Soucy S.E.C.) et FFSIA S.E.C. (autrefois F.F. Soucy, Inc. et Associés, société en commandite).

modifications, et délibérer sur toute autre question dont l'Assemblée des créanciers pourra être dûment saisie.

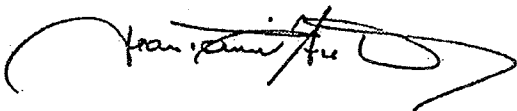
5. Les créanciers présents ou représentés à l'assemblée peuvent accepter le Plan au moyen d'une résolution approuvée par une majorité en nombre représentant 2/3 en valeur des créanciers ayant voté. Si le Plan est ainsi accepté, puis approuvé par le Tribunal, il liera tous les créanciers visés.
6. Chaque créancier doit, pour avoir le droit de voter à l'assemblée, avoir déjà déposé auprès du Contrôleur une preuve de réclamation et, au besoin, une procuration. La preuve de réclamation doit avoir été déposée avant la date limite pour produire une réclamation, soit le 21 juin 2010. Le Contrôleur publiera sur son site web une liste des réclamations déposées, ainsi que le montant de celles-ci qui a été admis pour fins de vote, au moins 7 jours avant la date de l'assemblée des créanciers. Le montant indiqué comme réclamation admissible pour fins de vote ne constitue pas une reconnaissance de la validité d'une quelconque réclamation. Le Contrôleur et WB Canada se réservent le droit de contester ou rejeter ultérieurement chacune des réclamations en tout ou en partie.
7. Tout créancier visé qui est habilité à voter à l'Assemblée des créanciers, mais qui ne peut y assister, peut exercer son droit de vote en datant et en signant le Formulaire de procuration et de vote ci-joint (« Formulaire de procuration »), et en le retournant au Contrôleur en tout temps avant 17 h (heure de Montréal) le jour ouvrable qui précède immédiatement l'Assemblée des créanciers ou tout ajournement de cette assemblée.
8. Tel que prévu à l'article 23(1) de la LACC, le Contrôleur déposera un rapport sur l'état des affaires et des finances de WB Canada, le ou avant le 14 avril 2015. Le rapport du Contrôleur sera accessible sur son site web au www.ey.com/ca/WhiteBirch et une copie du rapport du Contrôleur sera disponible lors de l'assemblée des créanciers. Le rapport ne sera pas distribué par la poste.
9. Dans l'éventualité où le Plan serait approuvé par la majorité requise des créanciers, WB Canada a l'intention de demander l'approbation du Plan par le Tribunal, dans les 6 jours suivant l'assemblée des créanciers, le tout sans autre avis.

Veuillez noter que l'énumération présentée ci-dessus ne représente qu'une description sommaire des éléments de l'Ordonnance visant l'Assemblée et ne devrait pas être considérée comme ayant une valeur probante aux fins de l'interprétation de celle-ci. Les créanciers sont invités à réviser attentivement l'Ordonnance visant l'Assemblée et d'en faire leur propre interprétation.

Si vous avez besoin de toute information additionnelle concernant l'Ordonnance visant l'Assemblée, n'hésitez pas à communiquer avec le soussigné.

DATÉ DE MONTRÉAL, ce 20^e jour de mars 2015.

ERNST & YOUNG INC.
Contrôleur nommé par le Tribunal



Par: Jean-Daniel Breton, CPA, CA, FCIRP
Premier vice-président



Ernst & Young Inc.
800, boul. René-Lévesque Ouest
Bureau 1900
Montréal (Québec) H3B 1X9

Tél./Tel: +1 514 875 6060
Télec./Fax: +1 514 879 2600
ey.com

CANADA
PROVINCE OF QUÉBEC
DISTRICT OF MONTRÉAL
NO: 500-11-038474-108

S U P E R I O R C O U R T
Commercial Division
*Designated tribunal under the
Companies' Creditors Arrangement Act¹*

IN THE MATTER OF THE PROPOSED PLAN OF COMPROMISE OF ESTATE WBPC COMPANY
(FORMERLY KNOWN AS WHITE BIRCH PAPER COMPANY) AND VARIOUS SUBSIDIARIES AND
AFFILIATES²

DEBTORS

NOTICE TO CREDITORS OF THE GENERAL MEETING

Notice is hereby given that:

1. On February 24, 2010, on a Motion made by Estate WBPC Company (formerly known as White Birch Paper Company and hereinafter referred to as "WB") and various of its affiliates (collectively referred to as the "Applicants"), the Superior Court of the Province of Québec for the District of Montréal ("Court"), sitting as the designated tribunal pursuant to the *Companies' Creditors Arrangement Act* ("CCAA")¹ issued an order (the "Initial Order") declaring that the Applicants are debtor companies to which the CCAA applies, appointing Ernst & Young Inc. as monitor ("EY" or "Monitor"), and granting certain relief to the Applicants and various partnerships in which the Applicants have an interest ("Partnerships") (the Applicants and the Partnerships are hereinafter referred to collectively as "WB Canada")².
2. WB Canada's proposed plan of compromise (the "Plan") was filed on March 17, 2015. By judgment rendered on March 13, 2015 (the "Creditors' Meeting Order"), the Court summoned a meeting of the creditors to consider the Plan. A copy of the Creditors' Meeting Order can be found on the Monitor's website at www.ey.com/ca/WhiteBirch. If you are unable to access the document on the afore-mentioned website, you may contact Mrs. Tara Serve from the office of the Monitor, at (514) 879-6884, and a copy of the Creditors' Meeting Order will be forwarded to you by mail.
3. You will find enclosed herewith a copy of the Plan, as well as related documents necessary to exercise your vote, including a proxy form and a voting letter.
4. The meeting of creditors to consider the Plan will be held on April 22, 2015, at 9:30 a.m. (Montréal time) at Le Centre Sheraton Montréal Hotel located at 1201 Boulevard René-Lévesque West, in the City of Montreal, Province of Quebec. The purpose of the meeting is to consider, and, if deemed advisable, to adopt a resolution approving the Plan, with or without modification, as well as to consider any other matter as may be properly brought before the meeting.

¹ *Companies' Creditors Arrangement Act*, R.S.C. 1985, c. C-36, as amended.

² The entities subject to the Initial Order are Estate WBPHC Company (f/k/a/ White Birch Paper Holding Company), Estate WBPC Company (f/k/a White Birch Paper Company), Estate SGPI Inc. (f/k/a Stadacona General Partner Inc.), Estate BSPi Inc (f/k/a Black Spruce Paper Inc.), Estate FFSGPI Inc. (f/k/a F.F. Soucy General Partner Inc.), 3120772 Nova Scotia Company, Estate GCSI Inc. (f/k/a Arrimage De Gros Cacouna Inc.), Estate PML Inc. (f/k/a Papier Masson Ltée.), SSEC L.P. (f/k/a Stadacona L.P.), FFS L.P. (f/k/a F.F. Soucy L.P.), and FFSIA L.P. (f/k/a F.F. Soucy, Inc. & Partners, Limited Partnership).

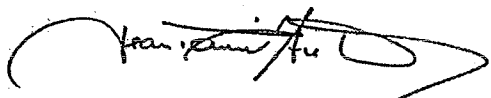
5. The creditors present or represented by proxy at the meeting can accept the Plan by resolution approved by a majority in number representing 2/3 in value of the votes cast at the meeting. If the Plan is so accepted and approved by the Court, the Plan shall be binding on all creditors affected by its terms.
6. In order to be entitled to vote, creditors must have filed with the Monitor a proof of claim and, if necessary, a proxy. The proof of claim must have been filed prior to the Claims Bar Date, being June 21, 2010. The Monitor will publish on its website a list of the claims that have been received, and the amount thereof which has been allowed for voting purposes at least 7 days before the date of the meeting of creditors. The amount indicated for voting purposes does not constitute an acknowledgement that the claim is valid, and the Monitor and WB Canada reserve the right to contest or dispute any claim or part thereof.
7. Any affected creditor who is entitled to vote at the meeting of creditors but cannot attend may exercise its right to vote by proxy, by signing, dating and returning to the Monitor the enclosed Proxy and Voting Form ("Proxy Form"), before 5:00 p.m. (Montreal time) on the business day immediately preceding the date of the creditors' meeting or adjournment thereof.
8. In accordance with the provisions of section 23(1) of the CCAA, the Monitor shall file a report on the affairs of WB Canada with the Court on or before April 14, 2015. The Monitor's report will be made available through the Monitor's website, at www.ey.com/ca/WhiteBirch, and a copy of the report will be available at the meeting of creditors. The report will not be distributed by mail.
9. In the event that the Plan is accepted by the required majority of creditors, WB Canada intends to apply to the Court for ratification of the Plan within 6 days after the meeting, the whole without further notice to the creditors.

We point out that the foregoing is merely an outline of elements of the Creditors' Meeting Order and should not be considered as authoritative in interpreting the Creditors' Meeting Order or as encompassing all the elements of the said Creditors' Meeting Order. Creditors are invited to carefully review the Creditors' Meeting Order and derive their own interpretation of the provisions thereof.

Please do not hesitate to contact the undersigned if you require additional information concerning the above.

DATED AT MONTREAL, this 20th day of March 2015.

ERNST & YOUNG INC.
Monitor appointed by the Court



Per: Jean-Daniel Breton, CPA, CA, FCIRP
Senior Vice-President

N° 500-11-038474-108

**DANS L'AFFAIRE DE LA LOI SUR LES ARRANGEMENTS AVEC
LES CRÉANCIERS DES COMPAGNIES, L.R.C., ch. C-36, DANS SA VERSION MODIFIÉE**

ET DANS L'AFFAIRE D'UN PLAN DE TRANSACTION

DE

**ESTATE WBPHC COMPANY (AUTREFOIS WHITE BIRCH PAPER HOLDING COMPANY)
SUCCESSION WBPC (AUTREFOIS COMPAGNIE DE PAPIERS WHITE BIRCH)
SUCCESSION SGPI (AUTREFOIS COMMANDITÉ STADACONA INC.)
ESTATE BSPI INC. (AUTREFOIS LA COMPAGNIE DE PAPIER ÉPINETTE NOIRE INC.)
SUCCESSION FFSGPI (AUTREFOIS COMMANDITÉ F.F. SOUCY INC.)
3120772 NOVA SCOTIA COMPAGNIE
SUCCESSION GCSI INC. (AUTREFOIS ARRIMAGE DE GROS CACOUNA INC.)
SUCCESSION PML INC. (AUTREFOIS PAPIER MASSON LTÉE)**

DÉBITRICES

ET

**SSEC S.E.C. (AUTREFOIS STADACONA S.E.C.)
FFS S.E.C. (AUTREFOIS F.F. SOUCY S.E.C.)
FFSIA S.E.C. (AUTREFOIS F.F. SOUCY, INC. & ASSOCIÉS, SOCIÉTÉ EN COMMANDITE)**

MISES EN CAUSE

PLAN DE TRANSACTION

TABLE DES MATIÈRES

ARTICLE 1	- 1 -
INTERPRÉTATION.....	- 1 -
1.1 Définitions	- 1 -
1.2 Interprétation.....	- 5 -
1.3 Date pour la prise d'une mesure	- 6 -
1.4 Renvoi à une loi	- 6 -
ARTICLE 2	- 6 -
TRANSACTION ET ARRANGEMENT.....	- 6 -
2.1 Objet du plan.....	- 6 -
2.2 Personnes visées.....	- 7 -
2.3 Catégories de Réclamations.....	- 7 -
2.4 Réclamations exclues	- 7 -
2.5 Traitement des réclamations non garanties.....	- 8 -
2.6 Paiement des honoraires professionnels.....	- 8 -
2.7 Traitement des réclamations après dépôt.....	- 8 -
2.8 Traitement des réclamations de la Couronne.....	- 8 -
2.9 Traitement des réclamations des employés	- 8 -
2.10 Traitement des réclamations au titre du régime de pension.....	- 9 -
ARTICLE 3	- 9 -
ASSEMBLÉE DES CRÉANCIERS.....	- 9 -
ET QUESTIONS ACCESSOIRES	- 9 -
3.1 Assemblée des créanciers	- 9 -
3.2 Approbation du plan.....	- 9 -
3.3 Évaluation des Réclamations	- 9 -
3.4 Date limite du dépôt des Réclamations	- 9 -
3.5 Conversion des réclamations non garanties en monnaie canadienne.....	- 9 -
ARTICLE 4	- 10 -
DISPOSITIONS RÉGISSANT LES DISTRIBUTIONS.....	- 10 -
4.1 Aucune distribution avant autorisation.....	- 10 -
4.2 Distributions à l'égard des réclamations prouvées à la date de la distribution initiale.....	- 10 -
4.3 Réserve	- 10 -
4.4 Cession des Réclamations	- 10 -
4.5 Intérêt sur les Réclamations.....	- 11 -
4.6 Remise des distributions.....	- 11 -

ARTICLE 5	- 11 -
MISE EN ŒUVRE DU PLAN	- 11 -
5.1 Mise en œuvre du plan	- 11 -
5.2 Libérations aux termes du plan	- 12 -
5.3 Injonction relative aux quittances	- 13 -
5.4 Annulation des manquements	- 14 -
ARTICLE 6	- 14 -
DISPOSITIONS DIVERSES	- 14 -
6.1 Opérations préférentielles	- 14 -
6.2 Réclamations visées par le paragraphe 19(2)	- 14 -
6.3 Confirmation du plan	- 14 -
6.4 Préséance	- 15 -
6.5 Modification du plan	- 15 -
6.6 Conditions préalables à la mise en œuvre du plan	- 15 -
6.7 Avis	- 17 -
6.8 Divisibilité des dispositions du plan	- 18 -
6.9 Révocation, retrait ou absence de réalisation	- 18 -
6.10 Lois applicables	- 18 -
6.11 Ayants droit	- 18 -

PLAN DE TRANSACTION

Plan de transaction de ESTATE WBPHC COMPANY (AUTREFOIS WHITE BIRCH PAPER HOLDING COMPANY), SUCCESSION WBPC (AUTREFOIS COMPAGNIE DE PAPIERS WHITE BIRCH), SUCCESSION SGPI (AUTREFOIS COMMANDITÉ STADACONA INC.), ESTATE BSPI INC. (AUTREFOIS LA COMPAGNIE DE PAPIER ÉPINETTE NOIRE INC.), SUCCESSION FFSGPI (AUTREFOIS COMMANDITÉ F.F. SOUCY INC.), 3120772 NOVA SCOTIA COMPAGNIE, SUCCESSION GCSI INC. (AUTREFOIS ARRIMAGE DE GROS CACOUNA INC.), SUCCESSION PML INC. (AUTREFOIS PAPIER MASSON LTÉE), SSEC S.E.C. (AUTREFOIS STADACONA S.E.C.), FFS S.E.C. (AUTREFOIS F.F. SOUCY S.E.C.) et FFSIA S.E.C. (AUTREFOIS F.F. SOUCY, INC. & ASSOCIÉS, SOCIÉTÉ EN COMMANDITE) (ci-après appelées collectivement les « débitrices ») conformément à la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies*, L.R.C. (1985), ch. C-36, dans sa version modifiée.

ARTICLE 1

INTERPRÉTATION

1.1 Définitions

Sauf indication contraire ou si le contexte exige un autre sens, les définitions suivantes s'appliquent au présent plan :

« **acheteur** » BD White Birch Investment LLC;

« **administrateur** » toute personne qui est ou a été, ou est réputé être ou avoir été, administrateur d'une débitrice ou d'un membre de son groupe;

« **assemblée des créanciers** » l'assemblée des créanciers chirographaires qui a été convoquée conformément à l'Ordonnance relative à l'assemblée des créanciers afin, entre autres, d'examiner le plan et de voter à son égard, y compris toute reprise de cette assemblée en cas d'ajournement;

« **autorité gouvernementale** »

- a) gouvernement, ministère ou service gouvernemental multinational, national, provincial, étatique, régional, municipal, local ou autre, banque centrale, cour, tribunal, organisme d'arbitrage, commission, régie, conseil, fonctionnaire, ministre, bureau ou agence, nationaux ou étrangers;
- b) subdivision, mandataire, commission, régie, conseil ou autorité qui relève d'une autorité qui précède;
- c) organisme privé ou quasi gouvernemental, notamment un tribunal, une commission, un organisme de réglementation ou d'autoréglementation, exerçant des pouvoirs de réglementation, d'expropriation ou d'imposition délégués par une autorité qui précède ou pour son compte;

« **avis de révision ou de rejet** » a le sens qui lui est attribué dans l'Ordonnance établissant le processus de réclamations;

« **contrôleur** » Ernst & Young Inc., en sa qualité de contrôleur désigné en application de l'ordonnance initiale;

Traduction non-officielle : en cas de divergence avec la version originale en anglais, la version anglaise aura préséance.

« **créancier chirographaire** » toute personne titulaire d'une réclamation non garantie, ce qui inclut, si le contexte l'exige, le cessionnaire d'une réclamation non garantie ou un fiduciaire, un séquestre intérimaire, un séquestre-gérant ou toute autre personne agissant pour le compte d'une personne, si ce cessionnaire ou cette autre personne a été reconnu par le contrôleur ou les débitrices, selon le cas;

« **CVA** » le contrat de vente d'actifs intervenu notamment entre les débitrices, le débiteur américain et l'acheteur en date du 10 août 2010, dans sa version modifiée;

« **D&A** » tout dirigeant ou administrateur d'une débitrice ou d'un membre de son groupe;

« **date de l'homologation** » la date à laquelle l'Ordonnance d'homologation est rendue;

« **date de la distribution initiale** » au plus tard le 30^e jour qui suit la date de mise en oeuvre;

« **date de mise en œuvre** » date à laquelle (i) toutes les conditions de mise en œuvre du plan, énoncées aux présentes, sont réalisées ou ont été satisfaites ou levées conformément aux dispositions des présentes et (ii) le contrôleur a déposé une attestation auprès du Tribunal confirmant qu'il a été informé, de manière satisfaisante, que toutes ces conditions ont été satisfaites ou levées conformément aux dispositions du présent plan;

« **date limite de réclamation** » a le sens qui lui est attribué dans l'Ordonnance établissant le processus de réclamation;

« **débiteur américain** » Estate Bipco LLC (autrefois Bear Island Paper Company, L.L.C.);

« **dirigeant** » toute personne qui est ou a été, ou est réputée être ou avoir été, dirigeant d'une débitrice ou d'un membre de son groupe;

« **instance régie par la LACC** » l'instance relative aux débitrices, ouverte devant le Tribunal en vertu de la LACC;

« **jour ouvrable** » jour autre qu'un samedi, un dimanche ou un jour non juridique (défini à l'article 6 du *Code de procédure civile*, L.R.Q., ch. C-25, dans sa version modifiée);

« **LACC** » la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies* (Canada), L.R.C. (1985), ch. C-36, dans sa version modifiée;

« **LFI** » la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité*, L.R.C. (1985), ch. B-3, dans sa version modifiée;

« **majorité requise** » vote affirmatif de la majorité en nombre des créanciers chirographaires qui votent (en personne ou par procuration) à l'assemblée des créanciers et qui représentent au moins 66 2/3 % en valeur des réclamations aux fins de votation;

« **Montant à distribuer** » a le sens qui lui est attribué au paragraphe 2.1 des présentes;

« **ordonnance** » toute ordonnance du Tribunal prononcée dans l'instance régie par la LACC;

« **Ordonnance d'homologation** » l'ordonnance du Tribunal devant être rendue en vertu de la LACC, éventuellement confirmée ou modifiée par le Tribunal avant la date de mise en œuvre ou, en cas d'appel,

Traduction non-officielle : en cas de divergence avec la version originale en anglais, la version anglaise aura préséance

sauf si l'appel est retiré, abandonné ou rejeté, dans sa version confirmée ou modifiée sur appel, d'une forme et d'une teneur que les débitrices sont raisonnablement fondées à considérer comme satisfaisante;

« **Ordonnance établissant le processus de réclamations** » l'ordonnance rendue par le Tribunal le 6 mai 2010, établissant, entre autres, la procédure à suivre pour prouver les réclamations;

« **ordonnance initiale** » l'ordonnance du Tribunal rendue le 24 février 2010 en vertu de la LACC, éventuellement modifiée par la suite;

« **Ordonnance relative à l'assemblée des créanciers** » l'ordonnance du Tribunal rendue dans l'instance régie par la LACC en date du 13 mars 2015, dans sa version éventuellement modifiée ou complétée par toute autre ordonnance du Tribunal, qui fixe, entre autres, la date de l'assemblée des créanciers et le déroulement de celle-ci;

« **parties libérées** » toutes les personnes libérées conformément au paragraphe 5.2 des présentes, les Prêteurs libérés y compris;

« **personne** » particulier, société, société de personnes, coentreprise, fonds de capital-risque, société à responsabilité limitée ou illimitée, association, fondation, fiducie, fiduciaire, exécuteur ou liquidateur testamentaire, administrateur successoral, représentant personnel ou successoral, succession, groupe, personne morale, société par actions, association ou organisation non constituée en personne morale, autorité gouvernementale, agence, syndicat ou autre entité, dotée ou non de la capacité juridique;

« **plan** » le présent plan de transaction consolidé conjoint des débitrices établi en vertu de la LACC, éventuellement modifié ou complété par les débitrices conformément à ses modalités;

« **prêteurs de premier rang** » les prêteurs aux termes de la deuxième convention de prêt à terme assorti de sûretés de premier rang modifiée et mise à jour, datée du 8 avril 2005, dans sa version modifiée et mise à jour le 27 janvier 2006, puis modifiée et mise à jour de nouveau le 8 mai 2007, éventuellement modifiée ou complétée, intervenue notamment entre White Birch Paper Holding Company et La Compagnie de papiers White Birch, à titre d'emprunteur, Credit Suisse Securities (USA) LLC, à titre d'unique arrangeur principal, d'unique teneur de livres, d'agent de syndication et d'agent de la documentation, et les prêteurs y étant parties, ainsi que les notes, actes, conventions et autres documents y afférents, dans leur version éventuellement modifiée ou complétée;

« **prêteurs de second rang** » les prêteurs aux termes de la deuxième convention de prêt à terme assorti de sûretés de second rang modifiée et mise à jour, datée du 8 avril 2005, dans sa version modifiée et mise à jour le 27 janvier 2006, puis modifiée et mise à jour de nouveau le 8 mai 2007, éventuellement modifiée ou complétée, intervenue notamment entre White Birch Paper Holding Company et La Compagnie de papiers White Birch, à titre d'emprunteur, Credit Suisse Securities (USA) LLC, à titre d'unique arrangeur principal, d'unique teneur de livres, d'agent de syndication et d'agent de la documentation et les prêteurs y étant parties, ainsi que les notes, actes, conventions et autres documents y afférents, dans leur version éventuellement modifiée ou complétée;

« **Prêteurs libérés** » collectivement, l'agent de premier rang, les prêteurs de premier rang, l'agent de second rang, les prêteurs de second rang et l'acheteur, ainsi que les membres de leurs groupes et leurs dirigeants, administrateurs, employés, représentants, auditeurs, conseillers financiers, conseillers juridiques, cautions, assureurs, indemnitaires, mandataires et ayants droit, actuels et anciens, selon le cas;

Traduction non-officielle : en cas de divergence avec la version originale en anglais, la version anglaise aura préséance

« **preuve de réclamation** » a le sens qui lui est attribué dans l'Ordonnance établissant le processus de réclamations;

« **Réclamation** » tout droit ou toute réclamation, y compris une réclamation liée à la restructuration, de toute personne contre une débitrice au titre d'une dette ou obligation de toute nature due à cette personne, les intérêt courus sur une telle dette et les frais payables à cet égard, que la dette soit liquide, non liquide, déterminée, éventuelle, échue, à échoir, contestée, non contestée, exigible en droit ou en *equity*, garantie, non garantie, actuelle, future, connue ou inconnue, exigible au titre d'une caution, d'une sûreté ou à un autre titre, qu'il s'agisse d'un droit exécutoire ou anticipé par nature, y compris le droit ou la faculté de toute personne de faire valoir une réclamation pour contribution ou indemnisation, ou d'un droit se rapportant autrement à une affaire, action, cause ou chose non possessoire, née ou à naître, laquelle dette ou obligation se veut fondée en totalité ou en partie sur des faits produits avant le 24 février 2010, ou qui aurait été une réclamation prouvable en cas de faillite si les débitrices avaient fait faillite le 24 février 2010, à l'exclusion de toute réclamation exclue;

« **réclamation après dépôt** » tout droit de toute personne contre une débitrice au titre d'une dette ou d'une obligation quelconque née à partir du 24 février 2010 et tout intérêt couru, y compris toute obligation des débitrices envers les créanciers ayant fourni des services, services publics, biens ou matériaux ou ayant avancé des fonds aux débitrices depuis le 24 février 2010, étant exclues de cette définition une Réclamation et une réclamation liée à la restructuration;

« **réclamation aux fins de votation** » réclamation prouvée d'un créancier chirographaire, à moins qu'elle ne soit pas encore intégralement établie au moment de l'assemblée des créanciers, auquel cas l'expression désigne la partie de la réclamation qui a été provisoirement acceptée aux fins de votation à l'assemblée des créanciers conformément à l'Ordonnance établissant le processus de réclamation.

« **réclamation contestée** » Réclamation, ou partie de celle-ci, visée par un avis de révision ou de rejet et, dans un cas comme dans l'autre, qui n'est pas devenue une réclamation prouvée ou une réclamation rejetée;

« **réclamation D&A** » tout droit ou toute réclamation de toute personne contre un ou plusieurs dirigeants et administrateurs en raison de leur position, de la surveillance ou de la gestion qu'ils exercent ou de leur rôle à titre de dirigeant ou d'administrateur, concernant des faits qui se sont produits avant, le ou après le 24 février 2010, et dont la sanction peut être demandée dans une poursuite civile, administrative ou pénale, y compris toutes les réclamations D&A que le contrôleur a rejetées en application du jugement du 10 février 2014 établissant la procédure de traitement des réclamations D&A.

« **réclamation des employés** » a le sens qui lui est attribué au sous-alinéa 2.4 1) d) des présentes;

« **réclamation liée à la restructuration** » a le sens qui lui est attribué dans l'Ordonnance établissant le processus de réclamation;

« **réclamation prouvée** » réclamation non garantie prouvée par la remise d'une preuve de réclamation au contrôleur, à condition que cette preuve soit acceptée par le contrôleur ou établie conformément à l'Ordonnance établissant le processus de réclamation;

« **réclamation rejetée** » réclamation contestée, ou partie de celle-ci, qui a été rejetée et à l'égard de laquelle tous les délais d'appel énoncés dans l'Ordonnance établissant le processus de réclamation ont expiré, ou qui a effectivement été portée en appel, mais qui a depuis fait l'objet d'une décision définitive confirmant le rejet, laquelle décision ne peut plus être déférée en appel;

Traduction non-officielle : en cas de divergence avec la version originale en anglais, la version anglaise aura préséance

« **réclamations au titre du régime de pension** » a le sens qui lui est attribué au paragraphe 2.4 des présentes;

« **réclamations de la Couronne** » a le sens qui lui est attribué au sous-alinéa 2.4 1) c) des présentes;

« **réclamations exclues** » a le sens qui lui est attribué à l'alinéa 2.4 1) des présentes;

« **réclamations non garanties** » toutes Réclamations qui ne sont pas garanties;

« **réclamations quittancées** » a le sens qui lui est attribué à l'alinéa 5.2 1) des présentes;

« **réclamations visées par le paragraphe 19(2)** » toute réclamation se rapportant aux dettes et obligations énumérées au paragraphe 19(2) de la LACC que l'on cherche explicitement à compromettre et régler dans le cadre d'une transaction aux termes du plan;

« **réserve** » a le sens qui lui est attribué au paragraphe 4.3 des présentes;

« **titulaire(s)** » en référence à la Réclamation d'une personne, personne qui a déposé cette Réclamation auprès du contrôleur, pourvu que ce dernier l'ait reconnue comme étant le titulaire de la Réclamation ou personne qui s'est vu assigner la Réclamation d'une personne ainsi reconnue, sous réserve du respect du paragraphe 6.4 des présentes;

« **tribunal américain** » la United States Bankruptcy Court for the Eastern District of Virginia;

« **Tribunal** » la Cour supérieure du Québec (Chambre commerciale) siégeant pour le district de Montréal;

1.2 Interprétation

Dans le présent plan :

- 1) tout renvoi à un contrat, un acte, une quittance, une convention ou tout autre document établi sous une forme particulière ou assorti de modalités et de conditions particulières désigne un tel document essentiellement sous cette forme ou assorti essentiellement de ces modalités et conditions;
- 2) tout renvoi à un document existant ou à une pièce ayant été ou devant être déposée désigne ce document ou cette pièce sous sa forme éventuellement modifiée ou complétée;
- 3) la monnaie employée est le dollar canadien et les symboles « \$ » ou « \$ CA » désignent le dollar canadien, sauf indication contraire;
- 4) à moins d'indication contraire, les termes « des présentes », « aux présentes » ou « dans les présentes » font référence au présent plan dans son ensemble et non à une de ses parties particulières;
- 5) la division du présent plan en articles, en paragraphes et en alinéas et l'insertion de titres et de sous-titres ne visent qu'à faciliter la consultation du présent plan et sont sans effet sur son interprétation;

Traduction non-officielle : en cas de divergence avec la version originale en anglais, la version anglaise aura préséance

- 6) si le contexte l'exige, le singulier s'entend du pluriel et inversement, et le genre masculin comprend le féminin et inversement;
- 7) les mots « comprend » et « y compris » ne sont pas limitatifs;
- 8) le mot « ou » n'est pas exclusif.

1.3 Date pour la prise d'une mesure

Si une date à laquelle une mesure doit être prise aux termes du présent plan par l'une des parties n'est pas un jour ouvrable, cette mesure doit être prise le jour ouvrable qui suit.

1.4 Renvoi à une loi

Tout renvoi dans le présent plan à une loi vise aussi ses règlements d'application et toutes les modifications apportées à cette loi ou à ces règlements, ou toute loi ou tout règlement qui complète ou remplace cette loi ou ces règlements.

ARTICLE 2

TRANSACTION ET ARRANGEMENT

2.1 Objet du plan

Le 24 février 2010, les débitrices et le débiteur américain ont ouvert simultanément une procédure d'insolvabilité au Canada en vertu de la LACC et aux États-Unis en vertu du chapitre 11 du titre 11 du Code de faillite des États-Unis (*United States Code*), 11 U.S.C., art. 101 et suivants.

Le débiteur américain et les débitrices ont cherché à vendre leurs entreprises en exploitation à l'occasion de leurs procédures respectives de restructuration et de faillite.

Le 10 août 2010, le débiteur américain et les débitrices ont conclu le CVA avec l'acheteur, qui prévoit notamment la vente de leurs actifs à ce dernier.

Le 21 septembre 2010 s'est tenue une vente aux enchères afin d'établir le prix le plus élevé et le plus avantageux pouvant être obtenu pour les actifs du débiteur américain et des débitrices.

Le 28 septembre 2010, le Tribunal a approuvé la vente des actifs des débitrices à l'acheteur ou aux acheteurs qu'il désigne (*Designated Purchasers* dans le CVA) conformément au CVA. La vente a eu lieu le 13 septembre 2012.

Aux termes du CVA, le prix d'achat (*Purchase Price* dans le CVA) comprenait, entre autres, a) une composante en espèces de 90 millions de dollars américains (*Cash Component* dans le CVA) et b) la valeur au comptant des immobilisations (*Fixed Asset Cash Amount* dans le CVA).

À la clôture de la vente, une tranche du produit de la vente a été affectée au remboursement intégral du financement temporaire de débiteur-exploitant qui avait été approuvé le Tribunal et par le tribunal américain.

Traduction non-officielle : en cas de divergence avec la version originale en anglais, la version anglaise aura préséance

Le 24 février 2015, après d'intenses négociations entre les débitrices, le débiteur américain, l'acheteur, le contrôleur et certains groupes de créanciers, la Transaction et entente de règlement sur la répartition patrimoniale a été conclue, qui établit notamment la répartition, entre les patrimoines des débitrices et le patrimoine du débiteur américain, de tous les fonds issus de la vente et détenus en fiducie ou en mains tierces par ou pour le contrôleur et le débiteur américain, y compris le reliquat du produit de la vente, entente qui est conditionnelle à son approbation et à l'approbation du présent plan par le Tribunal. La Transaction et entente de règlement sur la répartition patrimoniale est jointe au présent plan à titre de **Pièce 1**.

Conformément à la Transaction et entente de règlement sur la répartition patrimoniale et aux conditions du présent plan, le montant que les débitrices disposent aux fins de distribution à leurs créanciers chirographaires est d'environ 52 000 000 \$ CA, y compris une somme de 200 000 \$ CA qui sera versée pour le compte des actionnaires des débitrices en contrepartie des quittances visées aux alinéas 5.2 1) et 5.2 3) des présentes, moins les déductions éventuellement exigées pour satisfaire les réclamations exclues (le « **Montant à distribuer** »).

Le présent plan a les objectifs suivants :

- 1) approuver la Transaction et entente de règlement sur la répartition patrimoniale;
- 2) permettre la distribution en temps opportun du Montant à distribuer aux créanciers chirographaires en une ou plusieurs fois;
- 3) faire en sorte que toutes les Réclamations fassent l'objet d'une transaction;
- 4) libérer les parties libérées.

2.2 Personnes visées

Le présent plan prendra effet à la date de mise en œuvre conformément à ses conditions. À la date de mise en œuvre, chaque Réclamation contre une débitrice fera intégralement l'objet d'une transaction comme il est prévu dans le présent plan et chaque partie libérée sera libérée de la manière décrite au paragraphe 5.2 des présentes. Le présent plan liera les débitrices, les créanciers chirographaires, les parties libérées et toute autre personne bénéficiant d'une renonciation, d'une libération ou d'une indemnisation consentie aux termes des présentes ou qui a consenti une telle renonciation, libération ou indemnisation.

2.3 Catégories de Réclamations

Seuls les titulaires de réclamations non garanties seront autorisés à voter à l'égard du présent plan et à recevoir les distributions qu'il prévoit.

2.4 Réclamations exclues

- 1) Le présent plan n'a aucun effet sur les réclamations suivantes (les « **réclamations exclues** »), qui n'habilitent pas leurs titulaires à voter à l'assemblée des créanciers en qualité de porteurs de telles réclamations et dont le traitement est plus amplement décrit plus bas :

Traduction non-officielle : en cas de divergence avec la version originale en anglais, la version anglaise aura préséance

- a) tous les frais et débours raisonnables passés, actuels et futurs du contrôleur, des conseillers juridiques du contrôleur et des conseillers juridiques et financiers des débitrices entraînés par l'instance régie par la LACC (les « **honoraires professionnels** »);
 - b) toute réclamation après dépôt;
 - c) toute réclamation de Sa Majesté la Reine du chef du Canada ou d'une province visée au paragraphe 6(3) de la LACC (collectivement, les « **réclamations de la Couronne** »);
 - d) toute réclamation d'un ancien ou actuel employé visée au paragraphe 6(5) de la LACC (collectivement, les « **réclamations des employés** »);
 - e) toute réclamation due à un régime de pension ou de retraite visée au paragraphe 6(6) de la LACC (collectivement, les « **réclamations au titre du régime de pension** »).
- 2) Aucune disposition du présent plan n'a d'incidence sur les droits et les moyens de défense des débitrices relativement à une réclamation exclue.

2.5 Traitement des réclamations non garanties

À compter de date de la distribution initiale, chaque créancier chirographaire ayant une réclamation prouvée recevra du contrôleur, en proportion et en règlement complet et définitif de sa réclamation prouvée, à égalité de rang avec tous les autres créanciers chirographaires, une ou plusieurs distributions en espèces prélevées sur le Montant à distribuer.

2.6 Paiement des honoraires professionnels

Les honoraires professionnels seront acquittés dans leur intégralité à la date de mise en oeuvre ou après.

2.7 Traitement des réclamations après dépôt

Toutes les réclamations après dépôt, s'il en existe, seront acquittées dans leur intégralité avant la date de mise en oeuvre.

2.8 Traitement des réclamations de la Couronne

Toutes les réclamations de la Couronne, s'il en existe, seront acquittées dans leur intégralité au plus tard à la date de la distribution initiale.

2.9 Traitement des réclamations des employés

Toutes les réclamations des employés, s'il en existe, seront acquittées par les débitrices dès que le Tribunal aura homologué le présent plan.

Traduction non-officielle : en cas de divergence avec la version originale en anglais, la version anglaise aura préséance

2.10 Traitement des réclamations au titre du régime de pension

Toutes les réclamations au titre du régime de pension, s'il en existe, seront acquittées par les débitrices dès que le Tribunal aura homologué le présent plan.

ARTICLE 3

ASSEMBLÉE DES CRÉANCIERS

ET QUESTIONS ACCESSOIRES

3.1 Assemblée des créanciers

L'assemblée des créanciers sera tenue conformément à l'Ordonnance relative à l'assemblée des créanciers.

3.2 Approbation du plan

Les débitrices tenteront de faire approuver le plan par un vote affirmatif à la majorité requise. Le résultat du vote liera tous les créanciers chirographaires, même ceux qui n'étaient pas présents (en personne ou par procuration) à l'assemblée des créanciers ou qui n'ont pas voté.

3.3 Évaluation des Réclamations

La procédure d'évaluation des réclamations non garanties aux fins de votation et de distribution et le règlement des différends au sujet de cette évaluation sont décrits dans l'Ordonnance établissant le processus de réclamation, dans l'Ordonnance relative à l'assemblée des créanciers et dans le présent plan. Les débitrices et le contrôleur se réservent le droit de demander l'aide du Tribunal pour évaluer une réclamation non garantie, s'ils le jugent souhaitable, pour établir le résultat d'un vote à l'assemblée des créanciers ou pour établir le montant éventuel à distribuer à un créancier chirographaire aux termes du plan, selon le cas.

3.4 Date limite du dépôt des Réclamations

Le créancier chirographaire qui n'a pas déposé son formulaire de preuve de réclamation avant la date limite du dépôt des réclamations applicable et qui n'a pas été autorisé à déposer une réclamation tardive en vertu de l'Ordonnance établissant le processus de réclamation ou autrement sera inhabile à voter à l'assemblée des créanciers et à recevoir une distribution. Les débitrices seront alors libérées des Réclamations de ce créancier chirographaire, auxquelles le paragraphe 5.2 du présent plan s'appliquera.

3.5 Conversion des réclamations non garanties en monnaie canadienne

La valeur des réclamations non garanties libellées dans une autre monnaie que le dollar canadien sera convertie par le contrôleur, aux fins de votation et de distribution, en dollars canadiens au taux de change au comptant à midi de la Banque du Canada le 24 février 2010. Le taux de change applicable pour la monnaie américaine s'établissait à 1,00 \$ US = 1,0550 \$ CA.

Traduction non-officielle : en cas de divergence avec la version originale en anglais, la version anglaise aura préséance

ARTICLE 4

DISPOSITIONS RÉGISSANT LES DISTRIBUTIONS

4.1 Aucune distribution avant autorisation

Aucune distribution ne peut être faite au titre d'une réclamation contestée tant qu'elle n'est pas devenue une réclamation prouvée. Les réclamations contestées seront traitées de la manière prévue dans l'Ordonnance établissant le processus de réclamations et dans le présent plan.

En l'absence d'un avis de différend, la réception par un créancier chirographaire d'une distribution aux termes du présent plan sera considérée comme une preuve que sa Réclamation est considérée comme une réclamation prouvée à hauteur du montant sur lequel est basé la distribution, et aucun autre avis établissant une Réclamation ne sera donné par le contrôleur ni ne pourra lui être demandé.

4.2 Distributions à l'égard des réclamations prouvées à la date de la distribution initiale

Les distributions à faire au titre des réclamations non garanties qui sont des réclamations prouvées à la date de la distribution initiale seront faites à cette date. Par la suite, toute distribution subséquente au titre des Réclamations considérées comme des réclamations prouvées ou relativement à toute tranche non distribuée du Montant à distribuer sera faite conformément au présent plan.

4.3 Réserve

Le contrôleur constituera une réserve suffisante afin de garantir le paiement intégral des réclamations exclues et de toute distribution aux termes du présent plan au titre des réclamations contestées en attendant leur règlement conformément à l'Ordonnance établissant le processus de réclamation et au présent plan (la « réserve »). Les fonds de la réserve seront détenus en fiducie au bénéfice des titulaires de réclamations contestées et des bénéficiaires des réclamations exclues dans la mesure où ils sont déclarés (identité et montant estimé) dans un avis transmis au contrôleur conformément au paragraphe 6.7 des présentes au moins cinq jours ouvrables avant la date de mise en œuvre. Le contrôleur établira le montant de la réserve selon son bon jugement et sans engager sa responsabilité en cas d'insuffisance, sauf en cas de négligence grave de sa part. Si une réclamation contestée devient une réclamation prouvée conformément à l'Ordonnance établissant le processus de réclamation, le contrôleur prélèvera le montant requis sur la réserve et le remettra au titulaire de la Réclamation dès que possible. Après paiement a) de toutes les réclamations exclues et b) des réclamations contestées considérées comme des réclamations prouvées conformément à l'Ordonnance établissant le processus de réclamation, le contrôleur distribuera le reliquat de la réserve dès que possible conformément au présent plan.

4.4 Cession des Réclamations

Afin de déterminer le droit de recevoir une distribution conformément au présent plan, les débitrices et le contrôleur ainsi que leurs mandataires et ayants droit respectifs ne seront pas tenus de reconnaître un transfert de Réclamation tant que le contrôleur n'aura pas reçu un avis de transfert ou de cession du cédant ou du cessionnaire, accompagné d'une preuve satisfaisante démontrant que celui-ci est titulaire, en totalité ou en partie, de la Réclamation et attestant la validité en droit de ce transfert ou de cette cession, et ce, au moins dix jours ouvrables avant la date de la distribution initiale.

Traduction non-officielle : en cas de divergence avec la version originale en anglais, la version anglaise aura préséance

4.5 Intérêt sur les Réclamations

Les titulaires de réclamations non garanties n'ont pas droit à l'intérêt couru sur leurs réclamations depuis le 24 février 2010.

4.6 Remise des distributions

- 1) **Réclamations prouvées.** Sous réserve du paragraphe 6.4 des présentes, les distributions aux titulaires de réclamations prouvées seront faites par le contrôleur (i) aux adresses indiquées dans la preuve de réclamation déposée par ces titulaires (ou à leur dernière adresse connue si aucun formulaire de preuve de réclamation n'a été déposé ou si le contrôleur a été avisé par écrit d'un changement d'adresse) ou (ii) aux adresses mentionnées dans un avis écrit de changement d'adresse remis au contrôleur conformément au paragraphe 6.7 des présentes, au moins dix jours ouvrables avant une telle distribution.
- 2) **Distributions non acheminées.** Lorsqu'une distribution postée au titulaire d'une réclamation prouvée est retournée en raison d'une mauvaise adresse, aucune autre distribution ne sera envoyée à ce titulaire tant que le contrôleur n'aura pas été avisé de sa bonne adresse, auquel moment toutes les distributions manquées seront transmises au titulaire, sans intérêt. La remise des distributions non acheminées doit être demandée (i) dans l'année qui suit la date de mise en œuvre ou (ii) au plus tard six mois après que la Réclamation de ce titulaire soit devenue une réclamation prouvée, si ce délai est plus long, après quoi le contrôleur pourra distribuer tous les biens non réclamés au prorata des autres réclamations prouvées, libres de toute restriction ou réclamation sur ceux-ci, et la Réclamation de ce titulaire ou de son ayant droit au titre de ce bien deviendra caduque, malgré toute disposition contraire d'une loi fédérale ou provinciale.
- 3) **Aucune distribution de moins de 20 \$ CA.** Le contrôleur ne sera pas tenu, mais aura la liberté, à son entière appréciation, (i) de verser une distribution de moins de 20 \$ CA aux titulaires de réclamations prouvées; ou (ii) de verser une distribution au titre d'une réclamation prouvée si les frais occasionnés par le paiement sont plus élevés que la distribution.
- 4) **Aucune distribution d'une fraction de cent.** Malgré toute autre disposition du présent plan, aucune fraction de cent ne sera payée. La somme versée sera arrondie au cent entier le plus près.

ARTICLE 5

MISE EN ŒUVRE DU PLAN

5.1 Mise en œuvre du plan

À la date de mise en œuvre, les réclamations feront l'objet d'une transaction et seront réglées, quittancées ou traitées d'une autre façon conformément au présent plan, en échange de la contrepartie prévue au paragraphe 2.5.

Traduction non-officielle : en cas de divergence avec la version originale en anglais, la version anglaise aura préséance

5.2 Libérations aux termes du plan

1) Débitrices, dirigeants et administrateurs et contrôleur

À la date de mise en œuvre, les débitrices, les dirigeants et administrateurs, le contrôleur ainsi que les membres de leurs groupes, leurs filiales, membres de la direction, employés, conseillers financiers, avocats, spécialistes des services de banque d'investissement, consultants, mandataires et comptables, passés, actuels et futurs, seront libérés et déchargés de la totalité des demandes, mises en demeure, réclamations, actions, causes d'action, réclamations visées par le paragraphe 19(2), demandes reconventionnelles, poursuites, dettes, sommes d'argent, comptes, réclamations D&A, clauses restrictives, dommages-intérêts, condamnations, frais, mesures d'exécution, charges et autres mesures de recouvrement au titre d'un passif, d'une obligation, d'une demande, d'une mise en demeure ou d'une cause d'action de quelque nature que ce soit qu'une personne peut faire valoir contre l'une des parties libérées mentionnées précédemment, y compris au moyen d'un recours pour contribution ou indemnisation, qu'ils soient connus ou inconnus, échus ou à échoir, directs, indirects ou obliques, prévus ou imprévus, actuels ou à naître, fondés en totalité ou en partie sur un acte ou une omission, une opération, un paiement ou un autre fait qui existe ou qui s'est produit jusqu'à la date de mise en œuvre inclusivement, liés ou attribuables aux Réclamations, aux activités commerciales ou aux affaires internes des débitrices, au présent plan ou à l'instance régie par la LACC (les « **réclamations quittancées** »), étant toutefois entendu qu'aucune disposition du présent paragraphe 5.2 n'a pour effet :

- a) de libérer ou décharger les débitrices d'une réclamation exclue;
- b) de libérer ou décharger les dirigeants et administrateurs à l'égard des questions visées à l'alinéa 5.1(2) de la LACC;
- c) d'influer sur le droit d'une personne de faire reconnaître le caractère exécutoire et opposable du présent plan et des contrats, actes, quittances et autres conventions ou documents qui en découlent.

2) Prêteurs libérés

À la date de mise en œuvre, moyennant une contrepartie de valeur, y compris la promesse des Prêteurs libérés de soutenir la consolidation en substance des patrimoines des débitrices dans le cadre du présent plan, chaque personne, pour son compte et pour le compte des membres de son groupe et de ses dirigeants, administrateurs, employés, représentants, auditeurs, conseillers financiers, avocats et autres professionnels, cautions, assureurs, indemnitaires, mandataires, personnes à charge, héritiers, représentants et ayants droit, actuels et anciens, selon le cas (chacun, individuellement, une « **partie libératrice** » et collectivement, les « **parties libératrices** »), libère intégralement, définitivement, irrévocablement et inconditionnellement et décharge pour toujours chacun des Prêteurs libérés des réclamations, droits, intérêts, actions, droits à une indemnisation, responsabilités, demandes, mises en demeure, devoirs, préjudices, dommages-intérêts, frais, honoraires (y compris les honoraires et charges d'avocats), coûts, indemnités ou causes d'action de quelque sorte ou nature que ce soit, passés, actuels et futurs, prévus ou imprévus, connus ou inconnus, réclamés ou non, éventuels ou réels, liquidés ou non, contractuels, extracontractuels ou délictuels, prévus par la loi, la

Traduction non-officielle : en cas de divergence avec la version originale en anglais, la version anglaise aura préséance

common law ou l'*equity*, liés ou attribuables, en totalité ou en partie, directement ou indirectement, à un acte, une opération ou une omission qui s'est produit au plus tard à la date de mise en œuvre et qui concerne les activités commerciales ou les affaires internes des débitrices, l'instance régie par la LACC, l'assemblée des créanciers ou le plan, y compris au titre de la responsabilité du commettant ou selon les théories ou revendications apparentées, et chaque partie libératrice s'engage à ne pas présenter ou à terminer une réclamation ou procédure fondée, en totalité ou en partie, directement ou indirectement sur les faits à l'origine des questions dont il est donné quittance aux présentes (y compris une action, une demande entre défendeurs, une demande reconventionnelle ou une requête de tiers) contre une personne qui poursuit ou serait raisonnablement susceptible de rechercher en paiement devant quelque autorité que ce soit un ou plusieurs des Prêteurs libérés, y compris par voie de subrogation ou de compensation, au titre d'une contribution ou d'un droit d'indemnisation, en common law ou en *equity*, pour abus de confiance ou violation du devoir fiduciaire ou en vertu des dispositions d'une loi ou d'un règlement; et si un des Prêteurs libérés est rajouté à une telle réclamation ou procédure, la partie libératrice y mettra fin immédiatement. Malgré ce qui précède, aucune disposition des présentes ne libère ni ne décharge un Prêteur libéré de ses obligations éventuelles aux termes du plan.

3) Actionnaires

À la date de mise en œuvre, moyennant la contrepartie de valeur énoncée au paragraphe 2.1 des présentes, tous les anciens et actuels actionnaires des débitrices et les personnes qui leur sont liées directement ou indirectement seront à jamais libérés et déchargés de l'ensemble des réclamations quittancées.

5.3 Injonction relative aux quittances

- 1) L'Ordonnance d'homologation interdira d'intenter une poursuite, directement, de manière oblique ou autrement, au titre de toute réclamation, action en justice, demande, mise en demeure, cause d'action, condamnation et de tous dommages-intérêts, droits ou intérêts qui ont fait l'objet d'une quittance, d'une décharge ou d'une annulation aux termes du présent plan.
- 2) À compter de la date de mise en œuvre, il sera à tout jamais interdit aux parties libératrices de faire ce qui suit : (i) intenter, diriger ou continuer, directement ou indirectement (devant un tribunal judiciaire, arbitral ou administratif ou toute autre autorité) une poursuite contre une partie libérée; (ii) faire exécuter une condamnation, une sentence arbitrale ou une ordonnance prononcée contre une partie libérée ou ses biens; (iii) intenter, diriger ou continuer, directement ou indirectement (devant un tribunal judiciaire, arbitral ou administratif ou toute autre autorité), une poursuite par voie de subrogation ou de compensation, au titre d'une contribution ou d'un droit d'indemnisation ou toute autre mesure de redressement, en common law ou en *equity*, pour abus de confiance ou violation du devoir fiduciaire ou en vertu des dispositions d'une loi ou d'un règlement, contre une personne qui poursuit ou serait raisonnablement susceptible de rechercher en paiement devant quelque autorité que ce soit une partie libérée; (iv) créer, rendre opposable, faire valoir ou autrement faire exécuter, directement ou indirectement, un privilège ou une charge de quelque sorte que ce soit; ou (v) prendre

une mesure qui nuise à la mise en œuvre ou à la réalisation du présent plan. Le présent article ne s'applique pas à l'exécution d'une obligation énoncée dans le présent plan.

5.4 Annulation des manquements

À compter de la date de mise en œuvre, toutes les débitrices seront relevées, par les personnes intéressées, de tous les manquements qu'elles ont déjà commis ou occasionnés (à l'exception des manquements aux instruments de sûretés, contrats, actes, quittances et autres documents délivrés en vertu du présent plan ou intervenus en application ou aux termes du plan), directement ou indirectement, et du non-respect de toute clause restrictive ou de tout engagement de faire ou de ne pas faire, d'une garantie, d'une déclaration, d'une modalité, d'une disposition, d'une condition ou d'une obligation, exprès ou implicite, figurant dans un contrat, un document de crédit, un contrat de vente, un bail ou autre convention, écrit ou verbal, en leurs versions éventuellement modifiées ou complétées, existant entre les personnes intéressées et les débitrices du fait des procédures engagées par les débitrices en vertu de la LACC ou des opérations prévues par le présent plan ou autrement, et tout avis de défaut et mise en demeure de payer reposant sur une obligation juridique, y compris toute garantie à laquelle un tel manquement donne droit, sera réputé annulé.

ARTICLE 6

DISPOSITIONS DIVERSES

6.1 Opérations préférentielles

L'article 36.1 de la LACC, les articles 38 et 95 à 101 de la LFI et toute autre disposition législative se rapportant aux traitements préférentiels, aux cessions frauduleuses ou aux opérations sous-évaluées ne s'appliquent pas au présent plan.

6.2 Réclamations visées par le paragraphe 19(2)

Toutes les réclamations visées par le paragraphe 19(2) font l'objet d'une transaction aux termes du présent plan.

6.3 Confirmation du plan

Si le présent plan est approuvé à la majorité requise à l'assemblée des créanciers, les débitrices présenteront, dans les cinq (5) jours ouvrables qui suivent, une requête au Tribunal en vue d'obtenir l'Ordonnance d'homologation approuvant le présent plan et la Transaction et entente de règlement sur la répartition patrimoniale.

Dès que l'Ordonnance d'homologation aura été rendue par le Tribunal, sous une forme et dans une teneur qu'elles sont raisonnablement fondées à accepter, les débitrices prendront toutes les mesures raisonnables sur le plan commercial pour satisfaire les conditions de mise en œuvre du présent plan, qui sont énoncées au paragraphe 6.6 des présentes. Lorsque ces conditions auront été satisfaites, le présent plan sera considéré comme ayant été mis en œuvre par les débitrices et liera les débitrices et toutes les personnes mentionnées au paragraphe 2.2 des présentes ainsi que leurs ayants droit respectifs.

Traduction non-officielle : en cas de divergence avec la version originale en anglais, la version anglaise aura préséance

6.4 Préséance

À compter de la date de mise en œuvre, toute incompatibilité entre le présent plan et les engagements, garanties, déclarations, modalités, conditions, stipulations ou obligations, exprès ou implicites, figurant dans un contrat, une hypothèque, un contrat de sûreté, un instrument, un acte de fiducie, une convention de prêt, une lettre d'engagement, une convention de vente, les règlements administratifs des débitrices, un bail ou toute autre entente ou tout autre accord, écrits ou verbaux, éventuellement modifiés ou complétés, intervenus avec les débitrices à la date de mise en œuvre sera réputée régie par les modalités, conditions et dispositions du présent plan et de l'Ordonnance d'homologation, qui auront préséance et priorité. Ainsi il est entendu que tous les titulaires de Réclamations seront réputés, irrévocablement et à toutes fins, consentir à toutes les opérations prévues par le présent plan.

6.5 Modification du plan

Sous réserve du paragraphe 10 (2) de la Transaction et entente de règlement sur la répartition patrimoniale, les débitrices, après consultation du contrôleur, se réservent le droit de déposer une modification ou un ajout au présent plan au moyen d'un plan modifié avant la date de l'assemblée des créanciers ou au plus tard à cette assemblée. Les débitrices déposeront tout plan modifié auprès du Tribunal dès que possible. Les débitrices aviseront les créanciers chirographaires des détails de cette modification avant la tenue du vote sur le présent plan. L'avis donné par les débitrices sera considéré comme suffisant s'il est donné aux créanciers chirographaires qui assistent à l'assemblée ou qui y sont représentés par procuration. Après l'assemblée des créanciers (et avant autant qu'après l'obtention de l'Ordonnance d'homologation), les débitrices peuvent, après consultation du contrôleur, modifier ou compléter le présent plan, sauf en ce qui a trait au Montant à distribuer, sans avoir à en demander la permission au Tribunal ou à en aviser les créanciers chirographaires si les débitrices et le contrôleur jugent que cette modification ou cet ajout ne porte pas gravement atteinte aux intérêts des créanciers chirographaires aux termes du présent plan ou de l'Ordonnance d'homologation.

6.6 Conditions préalables à la mise en œuvre du plan

La mise en œuvre du présent plan par les débitrices est assujettie aux conditions préalables suivantes :

- 1) l'approbation du présent plan à la majorité requise doit avoir été obtenue à l'assemblée des créanciers;
- 2) l'Ordonnance d'homologation entérinant le présent plan doit avoir été rendue et doit, entres autres :
 - a) déclarer que : (i) le présent plan a été approuvé à la majorité requise en conformité avec la LACC; (ii) les débitrices se sont conformées aux dispositions de la LACC et aux ordonnances du Tribunal rendues dans l'instance régie par la LACC à tous égards; (iii) le Tribunal estime que les débitrices n'ont rien fait et ne sont pas présumées avoir fait quelque chose qui n'est pas autorisé par la LACC; (iv) le présent plan et les distributions qui y sont prévues sont justes et raisonnables et dans l'intérêt fondamental des débitrices, des créanciers chirographaires et des autres parties prenantes des débitrices (compte tenu

Traduction non-officielle : en cas de divergence avec la version originale en anglais, la version anglaise aura préséance

notamment de la composition du vote et de ce que les créanciers chirographaires auraient reçu en cas de faillite par rapport au présent plan);

- b) homologuer le présent plan, l'approuver intégralement conformément à l'article 6 de la LACC et déclarer qu'à la date de mise en œuvre, il prendra effet et liera les débitrices, les créanciers chirographaires et toutes les autres personnes visées dans le présent plan ou dans l'Ordonnance d'homologation;
 - c) approuver la Transation et entente de règlement sur la répartition patrimoniale;
 - d) autoriser les débitrices et le contrôleur à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en œuvre du présent plan;
 - e) approuver les quittances prévues au paragraphe 5.2 du présent plan et les déclarer exécutoires à la date de mise en œuvre;
 - f) interdire l'introduction, la présentation ou la continuation, directement, de manière oblique ou autrement, d'une mise en demeure, réclamation, action, demande reconventionnelle ou poursuite pour une dette, responsabilité, obligation ou cause d'action dont quittance est donnée aux termes du présent plan;
 - g) déclarer que le présent plan liera tout syndic de faillite ou séquestre éventuellement nommé à l'égard d'une des débitrices et que les créanciers de la débitrice ne pourront pas demander l'annulation ou l'inopposabilité du plan;
 - h) déclarer que les distributions et les paiements à faire en application du présent plan ne seront pas des règlements, des préférences frauduleuses, des cessions préférentielles ou d'autres opérations contestables ou susceptibles d'examen ni une conduite pouvant donner lieu à un recours pour abus en vertu d'une loi applicable, et qu'ils ne seront pas non plus une distribution de biens obligeant le contrôleur, les débitrices ou l'un de leurs dirigeants ou administrateurs à obtenir une attestation ou une autorisation de quelque nature que ce soit, y compris à l'égard des réclamations de la Couronne;
 - i) déclarer que la suspension des procédures prononcée dans l'Ordonnance initiale est maintenue jusqu'à la date de mise en œuvre.
- 3) Toutes les personnes concernées doivent avoir signé, livré et déposé tous les documents qui, de l'avis des débitrices et du contrôleur, sont nécessaires à la mise en œuvre des dispositions du présent plan et de l'Ordonnance d'homologation.
- 4) Le contrôleur a déposé une attestation confirmant que toutes les conditions de la mise en œuvre du présent plan ont été remplies, satisfaites ou levées.

6.7 Avis

- 1) Un avis ou une communication à donner aux termes des présentes aux débitrices ou au contrôleur doit être établi par écrit, mentionner le présent plan et peut, sous réserve des modalités prévues ci-après, être transmis en main propre, par messenger, par courrier ordinaire affranchi et, dans tous les cas, aussi par courrier électronique aux adresses suivantes :

- a) débitrices :

Stikeman Elliott S.E.N.C.R.L., s.r.l.
1155, boul. René-Lévesque Ouest, bureau 4000
Montréal (Québec) Canada H3B 3V2

À l'attention de Jean Fontaine et Joseph Reynaud
Courriels : jfontaine@stikeman.com et jreynaud@stikeman.com

- b) contrôleur :

Ernst & Young Inc.
800, boul. René-Lévesque Ouest, bureau 1900
Montréal (Québec) Canada H3B 1X9

À l'attention de Martin Rosenthal et Jean-Daniel Breton
Courriels : martin.rosenthal@ca.ey.com et jean-daniel.breton@ca.ey.com

- c) conseillers juridiques du contrôleur :

Norton Rose Fulbright Canada S.E.N.C.R.L., s.r.l.
1, Place Ville-Marie, bureau 2500
Montréal (Québec) H3B 1R1

À l'attention de Sylvain Rigaud et Chrystal Ashby
Courriels : sylvain.rigaud@nortonrosefulbright.com et
chrystal.ashby@nortonrosefulbright.com

- 2) Un avis ou une communication à donner aux termes des présentes à un créancier chirographaire par le contrôleur ou par les débitrices peut être transmis par courrier électronique, par courrier ordinaire, par courrier recommandé, par messagerie ou par télécopieur. Le créancier chirographaire est réputé avoir reçu tout document transmis aux termes du présent plan quatre jours ouvrables après son envoi par courrier ordinaire ou recommandé et le jour ouvrable suivant celui de sa livraison par messagerie ou de sa transmission par courrier électronique ou par télécopieur. Les documents ne doivent pas être envoyés par courrier ordinaire ou recommandé pendant une grève postale ou un arrêt de travail d'application générale. L'omission involontaire des débitrices de donner un avis prévu aux termes des présentes à un créancier chirographaire donné n'invalide pas le présent plan ni aucune mesure prise par une personne aux termes du présent plan.

Les avis ou communications peuvent être envoyés à un créancier chirographaire (i) à l'adresse que celui-ci a indiquée dans l'avis de révision ou de rejet qu'il a déposé, (ii) à

Traduction non-officielle : en cas de divergence avec la version originale en anglais, la version anglaise aura préséance

l'adresse mentionnée dans le formulaire de preuve de réclamation, ou (iii) à l'adresse précisée dans un avis écrit de changement d'adresse transmis au contrôleur.

6.8 Divisibilité des dispositions du plan

Si, avant la date de l'homologation, le Tribunal juge qu'une modalité ou une disposition du présent plan est invalide, nulle ou inopérante, le Tribunal, à la demande des débitrices, après consultation du contrôleur agissant raisonnablement, et sous réserve du paragraphe 10 (2) de la Transaction et entente de confidentialité sur la répartition patrimoniale, sera habilité à modifier et à interpréter cette modalité ou disposition de manière à la rendre valide et exécutoire dans toute la mesure possible, conformément à l'objet original de la modalité ou de la disposition, qui s'appliquera alors sous sa forme modifiée ou selon la façon dont elle est interprétée. La déclaration d'invalidité et la modification d'une disposition seront sans incidence sur les autres dispositions du plan, qui demeureront pleinement en vigueur sans altération.

6.9 Révocation, retrait ou absence de réalisation

Les débitrices, après consultation du contrôleur, se réservent le droit de révoquer ou de retirer le présent plan à tout moment avant la date de l'homologation et de déposer un autre plan d'arrangement. Si les débitrices révoquent ou retirent le présent plan, ou si l'Ordonnance d'homologation n'est pas rendue, (i) le présent plan sera nul à tous égards, (ii) toute Réclamation, tout règlement et toute transaction prévus dans le présent plan, ainsi que tout document et toute convention intervenu conformément au présent plan (y compris la Transaction et entente de règlement sur la répartition patrimoniale) seront réputés nuls, (iii) aucune disposition du présent plan et aucune mesure prise en vue de réaliser le présent plan : a) ne sera réputée entraîner l'abandon d'une Réclamation par ou contre les débitrices ou toute autre personne; b) ne portera préjudice aux droits des débitrices ou de toute personne dans toute autre procédure visant les débitrices; ou c) ne constituera un aveu de la part des débitrices ou de toute autre personne.

6.10 Lois applicables

Le présent plan est régi par les lois de la province de Québec et les lois fédérales du Canada s'y appliquant et est interprété conformément à ces lois. Les questions touchant l'interprétation ou l'application du présent plan et les procédures prises relativement au présent plan et à ses dispositions relèvent de la compétence exclusive du Tribunal.

6.11 Ayants droit

Le présent plan lie les héritiers, administrateurs successoraux, exécuteurs ou liquidateurs testamentaires, représentants personnels et successoraux, successeurs et ayants droit autorisés de toute personne désignée ou mentionnée dans le présent plan et s'applique à leur profit.

(signatures sur la page suivante)

Fait à ●, le ● février 2015

●
Par : ● _____

●
Par : ● _____

●
Par : ● _____

Annexe A – Transaction et entente de règlement
sur la répartition patrimoniale

TRANSACTION ET ENTENTE DE RÈGLEMENT SUR LA RÉPARTITION PATRIMONIALE

La présente entente de règlement (l'« *entente* ») datée du 24 février 2015 intervient entre : (i) Estate BIPCO, LLC (autrefois Bear Island Paper Company, L.L.C.), débiteur et débiteur-exploitant (le « *débiteur américain* ») dans l'instance régie par le chapitre 11 intitulée *In re Estate BIPCO, LLC* (n° 10-31202-DOT) (l'« *instance régie par le chapitre 11* »), actuellement pendante devant la United States Bankruptcy Court for the Eastern District of Virginia, Richmond Division (le « *tribunal de faillite américain* »); (ii) BDCM Opportunity Fund II, L.P., Black Diamond CLO 2005-1 Ltd., Black Diamond CLO 2005-2 Ltd., Black Diamond CLO 2006-1 (Cayman) Ltd., Black Diamond International Funding, Ltd. et BDC Finance Ltd. (collectivement, « *Black Diamond* »); (iii) le comité officiel des créanciers chirographaires (le « *comité* ») nommé dans le cadre de l'instance régie par le chapitre 11 aux termes de l'article 1102 du titre 11 du United States Code (le « *Bankruptcy Code* ») par le United States Trustee for the Eastern District of Virginia le 3 mars 2010 et reconstitué le 6 avril 2010; (iv) Succession WBPC (autrefois Compagnie de papiers White Birch) (« *White Birch* »), société à responsabilité illimitée de Nouvelle-Écosse et ses filiales Succession SGPI (autrefois Commandité Stadacona Inc.), SSEC L.P. (autrefois Stadacona S.E.C.), Succession FFSGPI (autrefois Commandité F.F. Soucy Inc.), FFSIA L.P. (autrefois F.F. Soucy, Inc. et Associés, société en commandite), FFS S.E.C. (autrefois F.F. Soucy S.E.C.), Succession GCSI Inc. (autrefois Arrimage de Gros Cacouna Inc.) et Succession PML Inc. (autrefois Papier Masson Ltée) (collectivement, les « *débiteurs canadiens* »), qui sont des débiteurs ou des parties dans l'instance canadienne (l'« *instance canadienne* ») introduite en vertu de la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies*, L.R.C. 1985, C-36, dans sa version modifiée, (la « *LACC* ») pendante devant la Cour supérieure, chambre commerciale, siégeant pour le district judiciaire de Montréal, Canada (le « *tribunal canadien* »); (v) Ernst & Young Inc., en qualité de contrôleur nommé par le tribunal canadien dans l'instance canadienne (le « *contrôleur* »); (vi) BD White Birch Investment LLC en sa qualité d'acheteur, aux termes du contrat de vente d'actifs daté du 10 août 2010, (l'« *acheteur* » et, collectivement, avec les débiteurs américains, Black Diamond, le comité, les débiteurs canadiens et le contrôleur, les « *parties* », ou, individuellement, une « *partie* »).

Préambule

ATTENDU QUE le 24 février 2010 (la « *date de la requête* »), le débiteur américain a déposé une requête volontaire devant le tribunal de faillite américain en vue d'obtenir des mesures d'allègement en vertu du chapitre 11 du Bankruptcy Code et que les débiteurs canadiens ont introduit l'instance canadienne en vertu de la LACC devant le tribunal canadien;

ATTENDU QUE le débiteur américain et certains débiteurs canadiens ont conclu la convention de prêt à terme au débiteur-exploitant américain assortie d'une superpriorité en date du 1^{er} mars 2010 (dans sa version modifiée ou par ailleurs approuvée par l'ordonnance LACC initiale et l'ordonnance du tribunal de faillite américain (la « *convention de crédit du débiteur-exploitant* », établissant la « *facilité de crédit du débiteur-exploitant* ») pour financer leurs procédures de faillite respectives;

Traduction non-officielle: en cas de conflit avec la version anglaise, la version originale en anglais aura préséance

ATTENDU QUE le débiteur américain et les débiteurs canadiens ont cherché à vendre leurs entreprises en exploitation à l'occasion de leurs procédures respectives de restructuration et de faillite;

ATTENDU QUE le 10 août 2010, le débiteur américain et les débiteurs canadiens ont conclu un contrat de vente d'actifs (dans sa version modifiée, le « *CVA* ») avec l'acheteur, qui prévoyait notamment la Vente (définie ci-après) à l'acheteur;

ATTENDU QUE le 10 août 2010, le débiteur américain a présenté la requête intitulée *Motion of Bear Island Paper Company, L.L.C. for Entry of Orders Approving the (A) Form of the Sale Agreement, (B) Bidding Procedures, (C) Form and Manner of Notice of the Auction and Sale Hearing, (D) Procedures for the Assumption and Assignment of Certain Executory Contracts and Unexpired Leases, (E) Sale of Assets Free and Clear of Liens, Claims, Encumbrances and Interests, and (F) Assumption and Assignment of Certain Executory Contracts and Unexpired Leases* [Requête de Bear Island Paper Company, L.L.C. en vue de faire approuver par le tribunal : A) le modèle de contrat de vente, B) la procédure d'enchères, C) le texte et le mode de publication de l'avis d'enchères et d'audience sur la vente, D) la procédure de prise en charge et de cession de certains contrats exécutoires et baux non échus, E) la vente d'actifs libres et quittes de charges, réclamations et intérêts, F) la prise en charge et la cession de certains contrats exécutoires et baux non échus] [entrée n° 403], dans laquelle il demandait entre autres l'approbation de la procédure d'enchères proposée (la « *procédure d'enchères* ») visant les actifs du débiteur américain et des débiteurs canadiens;

ATTENDU QUE le 1^{er} septembre 2010, le tribunal de faillite américain a prononcé l'ordonnance intitulée *Order Approving (A) the Form of the Sale Agreement, (B) the Bidding Procedures, (C) the Sale Notice and (D) the Assumption Procedures and Assumption Notice* [Ordonnance approuvant le contrat de vente, B) la procédure d'enchères, C) l'avis de vente, D) les procédures de prise en charge et l'avis de prise en charge] [entrée n° 469] (l'« *ordonnance sur la procédure d'enchères* »), qui a notamment autorisé la procédure d'enchères prévoyant la mise aux enchères des actifs du débiteur américain et des débiteurs canadiens;

ATTENDU QUE le 21 septembre 2010 s'est tenue une vente aux enchères (la « *vente aux enchère* ») conformément à l'ordonnance sur la procédure d'enchères afin d'établir le prix le plus élevé des actifs du débiteur américain et des débiteurs canadiens;

ATTENDU QU'à la conclusion de la vente aux enchères, l'acheteur a été réputé avoir présenté l'enchère la plus élevée et la plus avantageuse pour les actifs du débiteur américain et des débiteurs canadiens conformément à l'ordonnance sur la procédure d'enchères;

ATTENDU QUE le 28 septembre 2010, le tribunal canadien a prononcé une ordonnance approuvant la vente des actifs des débiteurs canadiens à l'acheteur en vertu du CVA dans le cadre de l'instance canadienne (la « *vente des actifs canadiens* »);

ATTENDU QUE le 3 novembre 2010, le tribunal de faillite américain a prononcé l'ordonnance intitulée *Order (A) Authorizing and Approving the Sale of Assets Free and Clear of All Liens, Claims, Encumbrances and Other Interests, (B) Approving the Assumption and Assignment of the Assigned Contracts and (C) Granting Related Relief* [Ordonnance : A)

Traduction non-officielle: en cas de conflit avec la version anglaise, la version originale en anglais aura préséance

autorisant la vente d'actifs libres et quittes de charges, réclamations et intérêts, B) approuvant la prise en charge et la cession des contrats cédés C) accordant des mesures d'allègement connexes] [entrée n° 582] relativement à la vente des actifs du débiteur américain à l'acheteur aux termes du CVA (la « *vente des actifs américains* », désignée, conjointement avec la vente des actifs canadiens, la « *Vente* »);

ATTENDU QU'aux termes du CVA, le prix d'achat (défini dans le CVA) comprend, entre autres : a) une composante en espèces de 90 millions de dollars (définie dans le CVA), b) la valeur au comptant des immobilisations (définie dans le CVA);

ATTENDU QUE le CVA ne prévoit pas le mécanisme au moyen duquel la composante en espèces, la portion non utilisée de la valeur au comptant des immobilisations ou le remboursement de la facilité de crédit du débiteur-exploitant doivent être répartis entre le patrimoine du débiteur américain (le « *patrimoine américain* ») et les patrimoines des débiteurs canadiens (les « *patrimoines canadiens* ») (collectivement, la « *répartition patrimoniale* »);

ATTENDU QUE la clôture de la Vente a eu lieu le 13 septembre 2012 (la « *date de clôture* »);

ATTENDU QU'à la date des présentes, toutes les réclamations liées à la valeur au comptant des immobilisations ont été réglées et que le solde de 1 288 182,96 \$ CA (la « *valeur au comptant des immobilisations inutilisée* ») est détenu en fiducie par le contrôleur dans un compte distinct (le « *compte caisse des immobilisations* ») en attendant la résolution des questions de répartition patrimoniale (définies ci-après);

ATTENDU QU'à la date de clôture, un compte en fidéicommiss distinct, tenu par le contrôleur (le « *compte en fidéicommiss* »), a été créé, dans lequel sont détenus les honoraires maximum dont peuvent être redevables le débiteur américain et les débiteurs canadiens par suite de leurs restructurations respectives et qui sont dus à Rothschild, Inc. (« *Rothschild* ») et Lazard Frères & Co., LLC (« *Lazard* »), soit 5 325 860,95 \$, majorés des intérêts courus depuis la date de clôture, dont 4 764 812,56 \$ ont trait à Lazard et 561 048,39 \$ à Rothschild;

ATTENDU QUE le débiteur américain et les débiteurs canadiens ne s'entendent pas, entre autres, sur la question de la responsabilité du paiement des honoraires dus à Rothschild pour les conseils rendus aux prêteurs de premier rang (définis dans le CVA), dont pourraient être redevables le débiteur américain et les débiteurs canadiens selon les conditions de la facilité de crédit du débiteur-exploitant et les ordonnances des tribunaux l'autorisant;

ATTENDU QU'à la date de clôture, les parties ne s'étaient toujours pas entendues sur : a) la répartition entre le patrimoine américain et les patrimoines canadiens de la composante en espèces et de la valeur au comptant des immobilisations inutilisée; b) les obligations de remboursement de la facilité de crédit du débiteur-exploitant incombant respectivement au patrimoine américain et aux patrimoines canadiens, y compris les droits de subrogation que prétend avoir le débiteur américain contre les débiteurs canadiens; c) l'interprétation du CVA, notamment ses articles 5.17 et 5.18; d) le traitement de la créance intersociétés (définie aux présentes); e) les droits de compensation que prétend avoir White Birch, en vertu desquels il y aurait compensation entre les droits de subrogation et la créance intersociétés; f) la répartition

Traduction non-officielle: en cas de conflit avec la version anglaise, la version originale en anglais aura préséance

des frais, y compris les honoraires, les intérêts et les autres frais entraînés par la facilité de crédit du débiteur-exploitant, entre le patrimoine américain et les patrimoines canadiens (toutes ces questions étant collectivement désignées, avec toute autre question soulevée par une partie susceptible d'avoir une incidence possible sur la répartition patrimoniale ou la distribution du produit, déjà définie ou non, les « *questions de répartition patrimoniale* »);

ATTENDU QUE, afin de conclure la vente à la date de clôture sans porter atteinte à leurs droits quant aux questions de répartition patrimoniale, les parties :

- ont convenu de prélever 31 209 000 \$ sur la somme versée à la clôture directement au patrimoine américain et aux patrimoines canadiens, dont 8 510 282 \$ ont été versés au patrimoine américain et 22 698 718 \$ aux patrimoines canadiens;
- ont convenu, aux termes de la *U.S. Estate Allocation Escrow Agreement* datée du 13 septembre 2012 (la « *convention d'entiercement américaine* »), d'établir un fonds sous entiercement aux États-Unis (le « *fonds sous entiercement américain* ») dans lequel seront détenus 19 500 000,00 \$ et, aux termes de la *Canadian Estate Allocation Escrow Agreement* datée du 13 septembre 2012 (la « *convention d'entiercement canadienne* », désignée, conjointement avec la convention d'entiercement américaine, la « *convention d'entiercement* »), un fonds sous entiercement au Canada (le « *fonds sous entiercement canadien* ») dans lequel seront détenus 25 000 000,00 \$ (collectivement, les « *fonds sous entiercement* », qui détiennent ensemble 44 500 000,00 \$) en prévision du différend concernant les questions de répartition patrimoniale;
- ont conclu la *Reservation of Rights Settlement Agreement* (entente de règlement visant la réservation de droits) datée du 13 septembre 2012;

ATTENDU QU'aux termes des *Schedules of Assets and Liabilities for Bear Island Paper Company, L.L.C.* [Annexes des actifs et passifs de Bear Island Paper Company, L.L.C.] déposées dans l'instance régie par le chapitre 11 le 31 mars 2010 [entrée n° 172], une créance intersociétés (la « *créance intersociétés* ») de 135 920 395,00 \$ de White Birch à l'encontre du débiteur américain a été déclarée;

ATTENDU QUE le 17 septembre 2012, le comité a déposé l'*Objection and Motion to Recharacterize of the Official Committee of Unsecured Creditors to the General Unsecured Claim of White Birch Paper Company* [Opposition et requête du comité officiel des créanciers chirographaires en vue du reclassement de la réclamation non garantie de White Birch Paper Company] (l'« *opposition à la créance intersociétés* ») dans l'instance régie par le chapitre 11 [entrée n° 1185], visant à faire considérer comme des capitaux propres du débiteur américain la créance intersociétés, et que certaines parties ont depuis déposé des actes de procédure concernant l'opposition à la créance intersociétés dans l'instance régie par le chapitre 11;

ATTENDU QUE le 19 novembre 2012, le tribunal de faillite américain a entendu l'opposition à la créance intersociétés et l'a approuvée provisoirement, sans se prononcer sur les

montants à reclasser, et qu'il a autorisé les parties à soumettre leurs projets de conclusions en fait et en droit;

ATTENDU QU'à la date des présentes et après des négociations intenses de bonne foi et sans lien de dépendance, les parties sont parvenues à une entente sur les questions de répartition patrimoniale et toutes les questions liées ou attribuables à la répartition patrimoniale, notamment l'opposition à la créance intersociétés, et que la présente entente fait état de l'accord intervenu entre les parties et de leur quittance mutuelle;

ATTENDU QUE le projet de transaction et de règlement énoncé aux présentes établit une juste répartition de valeur entre le patrimoine américain et les patrimoines canadiens, règle la répartition patrimoniale, l'opposition à la créance intersociétés, y compris les différends auxquelles elle donne lieu, et toutes les autres questions de répartition patrimoniale, et attendu que les parties estiment que le projet constitue un compromis juste et raisonnable dans les circonstances.

Règlement

PAR CONSÉQUENT, en contrepartie des engagements mutuels énoncés dans la présente convention, dont elles accusent réception et se déclarent satisfaites, les parties conviennent de résoudre intégralement et définitivement leurs différends connus et inconnus relativement à la répartition patrimoniale et aux questions de répartition patrimoniale de la manière suivante :

1. En règlement complet et définitif des questions de répartition patrimoniale :
 - a) sur le montant initial de 75 709 000,00 \$, majoré des intérêts courus susceptibles d'être attribués au patrimoine américain et aux patrimoines canadiens, un montant de clôture (*Wind-Down Amount*, défini dans la CVA) de 600 000,00 \$ a été attribué au débiteur américain aux termes du CVA à la date de clôture. Le premier jour ouvrable suivant le respect ou la levée des conditions de confirmation du plan américain (défini ci-après) et de mise en œuvre du plan canadien (défini ci-après) (ce jour étant la « *date d'effet* »), le solde de 75 109 000,00 \$ sera réparti entre le patrimoine américain et les patrimoines canadiens de la manière suivante :
 - (i) 30 392 867 \$ seront attribués au patrimoine américain;
 - (ii) 44 716 133 \$ seront attribués aux patrimoines canadiens;
 - b) aussitôt que possible mais au plus tard trois jours ouvrables après la date d'effet (la « *date du décaissement* »), la valeur au comptant des immobilisations inutilisée sera prélevée par le contrôleur dans le compte caisse des immobilisations pour être répartie entre le débiteur américain et les débiteurs canadiens de la manière suivante :
 - (i) 257 636,59 \$ CA (20 % de la valeur au comptant des immobilisations inutilisée) seront attribués au débiteur américain;

- (ii) 1 030 546,37 \$ CA (80 % de la valeur au comptant des immobilisations inutilisée) seront attribués aux débiteurs canadiens;
- c) le contrôleur affectera uniquement le produit du compte en fidéicommiss au paiement Rothschild (défini ci-après), au paiement Lazard (défini ci-après) et aux paiements mentionnés à l'alinéa (iii) ci-après, de la manière suivante :
 - (i) à la date du décaissement, le contrôleur prélèvera la somme de 561 048,39 \$ sur le compte en fidéicommiss pour la verser à Rothschild moyennant quittance, en paiement intégral de toutes les sommes dues par le débiteur américain et les débiteurs canadiens en remboursement de certains honoraires payés par les prêteurs de premier rang, paiement rendus nécessaires par la facilité de crédit du débiteur-exploitant (le « *paiement Rothschild* »);
 - (ii) aux termes de l'entente de règlement datée du 13 décembre 2013 intervenue entre Lazard, le débiteur américain et les débiteurs canadiens (le « *règlement Lazard* »), le contrôleur a prélevé la somme de 1 200 000 \$ sur le compte en fidéicommiss pour la verser à Lazard, en règlement complet des dettes des débiteurs canadiens envers Lazard, et le débiteur américain versera à Lazard la somme de 300 000 \$ sur approbation du règlement Lazard par le tribunal de faillite américain, à titre de règlement complet de sa dette envers Lazard (la somme de ces deux paiements étant appelée le « *paiement Lazard* »);
 - (iii) le contrôleur versera aux débiteurs canadiens le solde du compte en fidéicommiss après décaissement du paiement Rothschild, soit un capital de 3 564 812,56 \$, majoré des intérêts courus;
- d) à la date du décaissement, conformément à la présente convention et répartition de valeur entre le patrimoine américain et les patrimoines canadiens :
 - (i) un montant de 2 982 585 \$ détenu dans le fonds sous entiercement canadien sera transféré au débiteur américain; le solde du fonds sous entiercement canadien sera transféré aux débiteurs canadiens dans un compte créé par le contrôleur, pour distribution de la manière prévue au paragraphe 1j) ci-après et conformément aux lois et aux plans d'arrangement, propositions, distributions de faillite ou autres mécanismes de distribution applicables qui pourraient être utilisés par les patrimoines canadiens;
 - (ii) le solde du fonds sous entiercement américain sera transféré au débiteur américain pour être distribué conformément à la loi applicable et au plan de liquidation du débiteur américain établi en vertu du chapitre 11 (dans sa version éventuellement modifiée, le « *plan américain* »);
- e) conformément à la présente entente, les débiteurs canadiens, le débiteur américain, l'acheteur et le contrôleur fourniront des directives de décaissement

écrites conjointes (définies dans les conventions d'entiercement et reproduites aux présentes en pièce A) aux agents d'entiercement en vertu du paragraphe 3.2 des conventions d'entiercement, le jour ouvrable suivant la date d'effet;

- f) à la date d'effet, toutes les réclamations intersociétés que les débiteurs canadiens ont fait valoir contre le débiteur américain jusqu'au 24 février 2010 seront intégralement rejetées, y compris la créance intersociétés de quelque 135 920 395,00 \$ pendante devant le tribunal de faillite américain. Les parties produiront un projet d'ordonnance commun prévoyant le rejet des réclamations intersociétés et l'annulation du litige en cours, qu'elles présenteront au tribunal de faillite américain simultanément au dépôt de la présente entente devant le tribunal de faillite américain et le tribunal canadien. En attendant le date d'effet, l'audience devant le tribunal de faillite américain sera suspendue indéfiniment, pourvu que la présente entente soit produite aux greffes du tribunal de faillite américain et du tribunal canadien d'ici le 31 mai 2015, sinon la réouverture de l'audience pourra être demandée sur préavis écrit de sept jours;
- g) les réclamations solidaires des prêteurs de premier rang et toutes les réclamations au titre de swaps, de 424 897 392 \$ au total (compte tenu de la réduction de 78 000 000 \$ pour les demandes de crédit), seront intégralement accueillies contre le débiteur américain et les débiteurs canadiens, sans possibilité de s'en défendre de quelque manière que ce soit ni d'y faire opposition ou d'en demander la réduction, la compensation ou le rejet dans les deux instances pour quelque motif que ce soit, notamment en raison des versements ou distributions faits par un autre patrimoine au titre de ces réclamations;
- h)
 - (i) les réclamations solidaires des prêteurs de second rang présentées contre le débiteur américain dans l'instance régie par le chapitre 11, de 105 078 888 \$ au total, seront intégralement accueillies, sans possibilité de s'en défendre de quelque manière que ce soit ni d'y faire opposition ou d'en demander la réduction, la compensation ou le rejet dans les deux instances pour quelque motif que ce soit, notamment en raison des versements ou distributions faits par les débiteurs canadiens au titre de ces réclamations dans l'instance canadienne;
 - (ii) le contrôleur et les débiteurs canadiens ont confirmé que certains prêteurs de second rang ont omis de faire valoir dans les délais leurs réclamations dans l'instance canadienne. Sur la valeur nominale de 105 078 888 \$ des réclamations présentables par les prêteurs de second rang, le total des réclamations présentées dans les délais s'élève à 97 816 491,36 \$. Par conséquent, les réclamations solidaires des prêteurs de second rang contre les débiteurs canadiens seront intégralement accueillies jusqu'à hauteur d'au moins 97 816 491,36 \$ dans l'instance canadienne. Les prêteurs de second rang qui souhaitent faire approuver par le tribunal canadien leurs réclamations tardives de sorte à porter à 105 078 888 \$ les réclamations de second rang déposées dans l'instance canadienne auront le droit de s'adresser au tribunal canadien, sans que les parties à la présente entente

puissent faire opposition à leurs requêtes ou demander la réduction, la compensation ou le rejet de leurs réclamations pour quelque motif que ce soit, notamment en raison des versements ou distributions faits par le débiteur américain au titre de ces réclamations dans l'instance régie par le chapitre 11;

- i) chaque partie a examiné la présente entente et en a étudié les conditions à la lumière du plan américain, après quoi chaque partie a décidé d'apporter son soutien exprès au plan américain et de déposer une déclaration à cet effet dans l'instance régie par le chapitre 11;
- j) les débiteurs canadiens, en collaboration avec le contrôleur, s'engagent à faire de leur mieux sur le plan commercial, sans retard indu, pour répartir le solde du produit de la vente et tous les autres fonds détenus par le contrôleur en application du plan canadien (défini aux présentes), qui prévoit des distributions sur une base en substance consolidée et les quittances prévues au paragraphe 1(l) de la présente entente, le tout en vue de minimiser les frais professionnels et d'accélérer les distributions en faveur des titulaires des réclamations autorisées contre les débiteurs canadiens. Chaque partie a examiné la présente entente et en a étudié les conditions à la lumière du plan canadien, après quoi chaque partie a décidé d'apporter son soutien exprès au plan canadien;
- k) par les présentes chaque partie, à la date d'effet : A) libère définitivement et à tout jamais l'autre partie, son patrimoine régi par le chapitre 11 (le cas échéant), son patrimoine régi par la LACC (le cas échéant), les membres de son groupe et ses administrateurs, dirigeants, employés, apporteurs de capitaux, mandataires, conseillers financiers, fondés de pouvoir, comptables, banquiers d'investissement, consultants, représentants et autres professionnels, actuels, passés et futurs (collectivement, les « *parties libérées* ») de la totalité des réclamations (y compris les réclamations dérivées), demandes, poursuites, causes et droits d'action, recours, dettes, sommes d'argent, comptes, clauses restrictives, contrats, différends, conventions, obligations, promesses, actions pour atteinte directe, dommages-intérêts, condamnations, saisies-exécutions, pertes et passifs, de quelque sorte ou nature qu'ils soient, en droit, en *equity* ou autrement, connus ou inconnus, conditionnels ou non, soupçonnés ou non, déclarés ou non communiqués, cachés ou déguisés, contestés ou non contestés, liquidés ou non liquidés, échus ou non échus, susceptibles d'être reconnus ou non reconnus en droit, en *equity* ou autrement, découlant d'un acte, d'une omission ou de toute autre cause ou chose quelle qu'elle soit et né dans un territoire ou un État quelconque, dans le passé, à l'heure actuelle ou dans l'avenir (collectivement, les « *réclamations quittancées* »), y compris les réclamations quittancées liées ou attribuables, directement ou indirectement, à la répartition patrimoniale, aux questions de répartition patrimoniale ou aux réclamations concernant l'échange de fonds transférés, détenus ou reçus par une partie à la clôture ou en prévision de la clôture, le taux de change applicable et le moment choisi pour libérer les fonds à la clôture, et B) s'engage à ne pas faire valoir par une autre personne ou entité, et à ne pas aider une autre personne ou entité à faire valoir, une réclamation

quittancée contre une partie libérée. Malgré ce qui précède, aucune disposition du présent paragraphe n'a pour effet de libérer une partie des obligations suivantes, qui sont expressément exclues de la définition de « réclamations quittancées » : (i) les obligations découlant de la présente entente; (ii) la responsabilité liée à un recours éventuel intenté en vertu de l'article 36.1 de la LACC, ou prévu par cet article, par ou contre des personnes ou des parties autres que les prêteurs de premier rang, les prêteurs de second rang, l'acheteur ou les membres de leurs groupes, ayants cause ou cessionnaires; (iii) les clauses, ententes, obligations ou engagements, permanents ou non, stipulés aux articles 2.1.3, 2.1.5, 2.1.6, 5.11, 5.13, 5.15, 5.16, 6.5, et 7.1.2(b) du CVA; (iv) l'obligation d'indemniser les prêteurs de premier rang, les prêteurs de second rang et les titulaires de réclamations au titre des swaps en vertu de leurs conventions de crédit ou de l'ISDA, le cas échéant, les conventions et documents de garantie accessoires, les réclamations dont le montant total est indiqué aux alinéas 1g) et 1h) de la présente entente et, enfin, les droits que ces créanciers de premier rang, de second rang et de swaps peuvent avoir à titre de créanciers titulaires de créances partiellement garanties sur les patrimoines américain et canadiens, (v) les réclamations de chaque membre du comité contre le patrimoine américain. Relativement à la clause (iv) ci-dessus, il est précisé que les prêteurs de premier rang et les prêteurs de second rang déclarent par les présentes qu'ils ne sont pas au courant de l'existence d'obligations d'indemnisation envers eux ou envers les titulaires de réclamations au titre des swaps, autres que les honoraires payés par ces parties (honoraires qui, dans la mesure où ils ne sont pas inclus dans les provisions versées à ces professionnels ou payables par le débiteur américain aux termes des ordonnances du tribunal de faillite américain, s'ajouteront aux réclamations non garanties des prêteurs de premier rang ou des prêteurs de second rang) et susceptibles d'indemnisation en vertu de la convention de crédit de la partie en cause ou de l'ISDA, le cas échéant, ou de conventions ou documents de garantie accessoires;

- l) comme les prêteurs de premier rang, les prêteurs de second rang et l'acheteur s'engagent à favoriser la consolidation en substance des patrimoines des débiteurs canadiens, qui a pour effet de faire toucher par les prêteurs de premier rang et les prêteurs de second rang beaucoup moins que si les patrimoines n'étaient pas consolidés, les débiteurs canadiens et le contrôleur conviennent que le paragraphe 5.2(2) de la transaction reproduite en pièce B (le « *plan canadien* »), qui sera présentée aux créanciers des débiteurs canadiens dans l'instance canadienne, prévoit une quittance globale des réclamations réelles ou éventuelles contre les Prêteurs libérés (définis dans le plan canadien) (la « *quittance des prêteurs* ») et le contrôleur s'engage, dans ses rapports et autres communications présentés aux créanciers ou au tribunal canadien dans le cadre du plan canadien, à confirmer que la consolidation en substance des patrimoines des débiteurs canadiens et sa répercussion sur les prêteurs de premier rang, les prêteurs de second rang, l'acheteur et les membres de leur groupe représentent une contribution importante de leur part, si bien que la quittance des prêteurs est justifiée et raisonnable dans les circonstances;

- m) en ce qui concerne les droits de coupe et les frais de sylviculture des débiteurs facturés par le ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles du Québec avant le 13 septembre 2012, le contrôleur en a payé le prix intégral de 293 292,40 \$ CA, sous toutes réserves. En règlement du différend portant sur la responsabilité du paiement de ces frais, l'acheteur, les débiteurs canadiens et le contrôleur conviennent que l'acheteur et les débiteurs canadiens les assumeront chacun à 50 % et que l'acheteur versera la somme de 146 646,20 \$ CA au contrôleur au plus tard à la date d'effet;
- n) en ce qui concerne l'audit de White Birch Paper Holdings Company (« WBPHC ») entrepris par l'Internal Revenue Service des États-Unis, le cabinet PricewaterhouseCoopers (conseiller fiscal de WBPHC) s'est engagé à plafonner à 50 000 \$ ses honoraires. En règlement du différend portant sur la responsabilité du paiement de ces honoraires, les débiteurs canadiens, le débiteur américain et le contrôleur conviennent que les débiteurs canadiens et le débiteur américain les assumeront chacun à 50 % jusqu'à concurrence d'un maximum de 25 000 \$ par patrimoine.
2. Toutes les parties reconnaissent que le cabinet Ernst & Young Inc. agit aux présentes en qualité de contrôleur nommé par le tribunal canadien dans l'instance régie par la LACC et qu'il n'assume absolument aucune responsabilité personnelle aux termes de la présente entente.
 3. La présente entente représente la totalité de l'accord intervenu entre les parties quant à son objet et remplace toutes les ententes antérieures, en particulier, mais de manière non limitative, les propositions, les lettres d'intention et les déclarations, écrites ou verbales, portant sur le même objet.
 4. Toute clause de la présente entente qui est déclarée illégale, inopérante ou inexécutoire est dissociée de l'entente sans pour autant rendre l'entente invalide quant au reste. Si le tribunal compétent déclare qu'une clause de la présente entente est illégale, inopérante ou inexécutoire, les parties doivent faire de leur mieux pour la modifier rapidement dans la plus grande conformité possible avec leur intention, afin que les opérations prévues dans l'entente se réalisent le plus possible de la manière initialement prévue.
 5. La présente entente et tout différend qui en découle seront régis par les lois de l'État de New York et interprétés conformément à ces lois, sans égard aux règles de conflits de lois de l'État de New York ou d'une autre autorité législative qui auraient pour effet d'entraîner l'application des lois d'une autre autorité législative.
 6. La présente entente a été conclue à l'avantage des parties et elle lie les parties et leurs ayants cause et cessionnaires respectifs.
 7. Chaque partie convient qu'un dommage irréparable se produira en cas d'inexécution selon ses conditions ou de violation d'une disposition de la présente entente. Il est par conséquent convenu que chaque partie aux présentes pourra demander une injonction afin de prévenir la violation de la présente entente.

8. L'omission par une partie de faire appliquer une disposition de la présente entente n'emporte pas renonciation de sa part à la disposition en question.
9. Sous réserve de l'approbation du tribunal de faillite américain dans l'instance du débiteur américain régie par le chapitre 11 et de l'approbation du tribunal canadien dans l'instance canadienne, chaque partie déclare et garantit qu'elle a le pouvoir de conclure la présente entente et de réaliser les opérations prévues aux présentes et elle s'engage à en demander l'approbation par le tribunal de faillite américain et le tribunal canadien en règlement définitif de toutes les questions en litige entre les parties.
10. (1) La présente entente, qui sera annexée au plan américain et au plan canadien, prendra effet au plus tard le 31 mai 2015 uniquement si toutes les conditions suivantes sont réunies : a) le tribunal de faillite américain homologue le plan américain et approuve explicitement la présente entente dans son ordonnance d'homologation; b) le tribunal canadien homologue le plan canadien et approuve explicitement la présente entente dans son ordonnance d'homologation. L'ordonnance d'homologation du plan canadien et de la présente entente prononcée par le tribunal canadien prévoira spécifiquement : A) la distribution de l'encaisse détenue par le contrôleur sur une base en substance consolidée en vertu du plan canadien, en faveur des titulaires de réclamations valables contre les débiteurs canadiens, B) la validité et le caractère exécutoire de la consolidation en substance réalisée en vertu du plan canadien, qui sera opposable aux parties, aux créanciers des débiteurs canadiens et, en cas de faillite éventuelle d'un débiteur canadien, au syndic de faillite que ce débiteur canadien pourrait nommer, C) l'approbation de la quittance des prêteurs. Chaque partie se déclarera en faveur des ordonnances qui seront prononcées par le tribunal de faillite américain et le tribunal canadien.

(2) La présente entente est également conditionnelle à ce qui suit :
 - (a) les conditions du plan canadien et du plan américain doivent être acceptables pour les prêteurs de premier rang, les prêteurs de second rang et l'acheteur agissant raisonnablement;
 - (b) les conditions d'homologation du plan américain et de mise en œuvre du plan canadien doivent toutes être respectées ou levées;
 - (c) l'acheteur doit verser la somme de 146 646,20 \$ CA au contrôleur, comme il est prévu au paragraphe 1(m) des présentes.
11. Sauf indication contraire, les sommes d'argent figurant dans la présente entente sont exprimées en dollars américains.
12. La présente entente peut être signée en un ou plusieurs exemplaires, chacun étant considéré comme un original mais l'ensemble constituant un seul et même acte. La présente entente peut être signée par facsimilé, en PDF ou par voie électronique, une telle signature étant considérée comme une signature originale.

EN FOI DE QUOI, les parties ont fait signer la présente entente par leurs mandataires dûment autorisés à la date indiquée au début.

Convenu et accepté par :

ESTATE BIPCO, LLC (autrefois Bear Island
Paper Company, L.L.C.)

(signature)

Tim Butler

Traduction non-officielle: en cas de conflit avec la version anglaise, la version originale en anglais aura préséance

Convenu et accepté par:

BDCM Opportunity Fund II, L.P.
Par BDCM Opportunity Fund II Adviser,
son gestionnaire de placements

(signature)

Stephen H. Deckoff

Directeur gérant

Traduction sans valeur officielle

DOCSMTL: 60033012

Convenu et accepté par :

Black Diamond CLO 2005-1 Ltd.
Par Black Diamond CLO 2005-1 Adviser,
L.L.C,
son gestionnaire de garantie

(signature)

Stephen H. Deckoff

Directeur gérant

Traduction sans valeur officielle

DOCSMTL: 60033012

Convenu et accepté par :

Black Diamond CLO 2005-2 Ltd.
Par Black Diamond CLO 2005-2 Adviser,
L.L.C,
son gestionnaire de garantie

(signature)

Stephen H. Deckoff

Directeur gérant

Traduction sans valeur officielle

DOCSMTL: 6003301\2

Convenu et accepté par :

Black Diamond CLO 2006-1 (Cayman) Ltd.
Par Black Diamond CLO 2006-1 Adviser,
L.L.C,
son gestionnaire de garantie

(signature)

Stephen H. Deckoff

Directeur general

Traduction sans valeur officielle

DOCSMTL: 6003301/2

Convenu et accepté par :

Black Diamond International Funding Ltd.
Par BDCM Fund Adviser, L.L.C.,
son gestionnaire de portefeuille

(signature)

Stephen H. Deckoff

Directeur général

Traduction sans valeur officielle

DOCSMTL: 6003301\2

Convenu et accepté par :

BDC Finance Ltd.
Par BDCM Fund Adviser, L.L.C,
son gestionnaire de placements

(signature)

Stephen H. Deckoff

Directeur général

Traduction sans valeur officielle

DOCSMTL: 60033012

Convenu et accepté par :

Le comité officiel des créanciers
chirographaires d'Estate BIPCO, LLC
(autrefois Bear Island Paper Company, L.L.C.)

(signature)

Hunton & William, LLP

Tyler P. Brown, Esq. (VSB No. 28072)

Jason W. Harbour, Esq. (VSB No. 68220)

Riverfront Plaza, East Tower

951 East Byrd Street

Richmond, Virginia 23219

Tél. : 804 788-8674

Télécop. : 804 788-8218

Avocats du comité officiel des créanciers
chirographaires d'Estate BIPCO, LLC
(autrefois Bear Island Paper Company, L.L.C.)

Convenu et accepté par :

Succession WBPC

(signature)

Tim Butler

Secrétaire et trésorier

Traduction sans valeur officielle

Convenu et accepté par :

Succession SGPI

(signature)

Tim Butler

Secrétaire et trésorier

Traduction sans valeur officielle

DOCSMTL: 60033012

Convenu et accepté par :

SSEC S.E.C.,
par son commandité Succession WBPC

(signature)

Tim Butler

Secrétaire et trésorier

Traduction sans valeur officielle

DOCSMTL: 60033012

Convenu et accepté par :

Succession FFSGPI

(signature)

Tim Butler

Secrétaire et trésorier

Traduction sans valeur officielle

DOCSMTL: 6003301\2

Convenu et accepté par :

FFSIA S.E.C.,
par son commandité Succession WBPC

(signature)

Tim Butler

Secrétaire et trésorier

Traduction sans valeur officielle

Convenu et accepté par:

FFS S.E.C.,
par son commandité Succession WBPC

(signature)

Tim Butler

Secrétaire et trésorier

Traduction sans valeur officielle

DOCSMTL: 6003301\2

Convenu et accepté par :

Succession GCSI Inc.

(signature)

Tim Butler

Secrétaire et trésorier

Traduction sans valeur officielle

DOCSMTL: 6003301\2

Convenu et accepté par :

Succession PML Inc.

(signature)

Tim Butler

Secrétaire et trésorier

Traduction sans valeur officielle

DOCSMTL: 6003301\2

Convenu et accepté par :

Ernst & Young Inc.

(signature)

Jean-Daniel Breton, CPA, CA, FCIRP

Premier vice-président

*Contrôleur nommé dans l'instance régie par la
LACC, agissant ès qualités seulement et non à
titre personnel.*

Traduction sans valeur officielle

DOCSMTL: 6003301\2

Convenu et accepté par :

BD White Birch Investment LLC

(signature)

Christopher M. Brant

Président et chef de l'exploitation

Traduction sans valeur officielle

DOCSMTL: 6003301\2

PIÈCE A
Directives écrites conjointes
Convention d'entiercement relative à la répartition du patrimoine canadien

Compagnie Trust BNY Canada
a/s Madame Moran Chiu
320, Bay Street, 11th floor
Toronto (Ontario) M5H 4A6
Tél. : 416 933-8526
Télécopieur : 416 360-1711
moran.chiu@bnymellon.com

Objet : Succession WBPC

Madame,

Les présentes directives vous sont données aux termes du paragraphe 3.2 de la convention d'entiercement intervenue le 13 septembre 2012 (la **convention d'entiercement canadienne**) entre Bear Island Paper Company, L.L.C (le **vendeur américain**), Compagnie de papiers White Birch et certains membres de son groupe (les **vendeurs canadiens**), B.D. White Birch Investment LLC (l'**acheteur**), le contrôleur nommé en vertu de la LACC dans l'instance visant les vendeurs canadiens (le **contrôleur canadien**), ainsi que Compagnie Trust BNY Canada, en qualité d'agent d'entiercement.

Par la présente, le vendeur américain, les vendeurs canadiens, l'acheteur et le contrôleur canadien vous donnent la directive conjointe de verser une somme en capital de 25 000 000 \$ US, majorée des intérêts courus, que vous détenez en vertu de la convention d'entiercement canadienne, de la façon suivante :

Versement de 2 982 585 \$ US au patrimoine américain :

Dest. : Estate BIPCO, LLC (autrefois Bear Island Paper Company, L.C.C.)
Banque : ●
N° de compte : ●
Transit : ●

Versement du solde, y compris les intérêts courus, aux patrimoines canadiens :

Dest. : Ernst & Young Inc., en qualité de contrôleur de
Compagnie de papiers White Birch *et al*,
800, boul. René-Lévesque Ouest, Bureau 1900
Montréal (Québec) H3B 1X9
Banque : Banque Nationale du Canada
600, de la Gauchetière Ouest, Niveau A
Montréal (Québec) H3B 4L2
N° de compte : 20-400-22
Transit : 0001-1
Code Swift : BNDCCAMMINT

Traduction non-officielle: en cas de divergence avec la version originale en anglais, la version anglaise aura préséance

DOCSMTL: 6003313/2

Le vendeur américain :

ESTATE BIPCO, LLC (autrefois Bear Island Paper Company, L.L.C.)

Edward D. Sherrick
Président

Les vendeurs canadiens :

Succession WBPC (autrefois Compagnie de papiers White Birch); Succession SGPI (autrefois Commandité Stadacona Inc.); SSEC L.P. (autrefois Stadacona S.E.C.), par son commandité Succession WBPC; Succession FFSGPI (autrefois Commandité F.F. Soucy Inc.); FFSIA L.P. (autrefois F.F. Soucy, Inc. et Associés, société en commandite), par son commandité Succession WBPC; FFS S.E.C. (autrefois F.F. Soucy S.E.C.), par son commandité Succession WBPC; Succession GCSI Inc. (autrefois Arrimage de Gros Cacouna Inc.); et Succession PML Inc. (autrefois Papier Masson Ltée)

Edward D. Sherrick
Président

L'acheteur :

BD White Birch Investment LLC

[Nom]
[Titre]

Le contrôleur canadien :

Ernst & Young Inc.

[Nom]
[Titre]

*Contrôleur nommé en vertu de la LACC,
uniquement ès qualités et non à titre personnel*

PIÈCE A
Directives écrites conjointes
Convention d'entiercement relative à la répartition du patrimoine américain

The Bank of New York Mellon
c/o Ms. Alicia Strobe, Specialty Products – Escrow
525 William Penn Place, 38th floor
New York, NY 10286
Télécopieur : 212 815-5875
alicia.c.strobe@bnymellon.com

Objet : Succession WBPC

Madame,

Les présentes directives vous sont données aux termes du paragraphe 3.2 de la convention d'entiercement intervenue le 13 septembre 2012 (la **convention d'entiercement américaine**) entre Bear Island Paper Company, L.L.C (le **vendeur américain**), Compagnie de papiers White Birch et certains membres de son groupe (les **vendeurs canadiens**), B.D. White Birch Investment LLC (l'**acheteur**), le contrôleur nommé en vertu de la LACC dans l'instance visant les vendeurs canadiens (le **contrôleur canadien**), ainsi que Bank of New York Mellon, en qualité d'agent d'entiercement.

Par la présente, le vendeur américain, les vendeurs canadiens, l'acheteur et le contrôleur canadien vous donnent la directive conjointe de verser une somme en capital de 19 500 000 \$ US, majorée des intérêts courus, que vous détenez en vertu de la convention d'entiercement américaine, à Estate BIPCO, LLC.

Versement des fonds au patrimoine américain :

Dest. : Estate BIPCO, LLC (autrefois Bear Island Paper Company, L.C.C.)
Banque : ●
N° de compte : ●
Transit : ●

[La page de signature suit]

Le vendeur américain :

ESTATE BIPCO, LLC (autrefois Bear Island Paper Company, L.L.C.)

Edward D. Sherrick
Président

Les vendeurs canadiens :

Succession WBPC (autrefois Compagnie de papiers White Birch); Succession SGPI (autrefois Commandité Stadacona Inc.); SSEC L.P. (autrefois Stadacona S.E.C.), par son commandité Succession WBPC; Succession FFSGPI (autrefois Commandité F.F. Soucy Inc.); FFSIA L.P. (autrefois F.F. Soucy, Inc. et Associés, société en commandite), par son commandité Succession WBPC; FFS S.E.C. (autrefois F.F. Soucy S.E.C.), par son commandité Succession WBPC; Succession GCSI Inc. (autrefois Arrimage de Gros Cacouna Inc.); et Succession PML Inc. (autrefois Papier Masson Ltée)

Edward D. Sherrick
Président

L'acheteur :

BD White Birch Investment LLC

[Nom]
[Titre]

Le contrôleur canadien :

Ernst & Young Inc.

[Nom]
[Titre]

*Contrôleur nommé en vertu de la LACC,
uniquement ès qualités et non à titre personnel*

IN THE MATTER OF THE COMPANIES' CREDITORS ARRANGEMENT ACT,
R.S.C. 1985, C. C-36, AS AMENDED

AND IN THE MATTER OF A PLAN OF COMPROMISE

OF

ESTATE WBPHC COMPANY (F.K.A. WHITE BIRCH PAPER HOLDING COMPANY)
ESTATE WBPC COMPANY (F.K.A. WHITE BIRCH PAPER COMPANY)
ESTATE SGPI INC. (F.K.A. STADACONA GENERAL PARTNER INC.)
ESTATE BSPI INC. (F.K.A. BLACK SPRUCE PAPER INC.)
ESTATE FFSGPI INC. (F.K.A. F.F. SOUCY GENERAL PARTNER INC.)
3120772 NOVA SCOTIA COMPANY
ESTATE GCSI INC. (F.K.A. ARRIMAGE DE GROS CACOUNA INC.)
ESTATE PML INC. (F.K.A. PAPIER MASSON LTÉE)

DEBTORS

AND

SSEC L.P. (F.K.A. STADACONA LIMITED PARTNERSHIP)
FFS L.P. (F.K.A. F.F. SOUCY LIMITED PARTNERSHIP)
FFSIA L.P. (F.K.A. F.F. SOUCY, INC. & PARTNERS, LIMITED PARTNERSHIP)

MIS EN CAUSE

PLAN OF COMPROMISE

TABLE OF CONTENTS

ARTICLE 1 INTERPRETATION.....	1
1.1 Definitions	1
1.2 Interpretation, etc.	5
1.3 Date for any Action	6
1.4 Statutory References.....	6
ARTICLE 2 COMPROMISE AND ARRANGEMENT.....	6
2.1 Purpose of the Plan.....	6
2.2 Persons Affected	7
2.3 Classes of Claims	7
2.4 Excluded Claims	8
2.5 Treatment of Unsecured Claims.....	8
2.6 Payment of Professional Fees.....	8
2.7 Treatment of Post-Filing Claims.....	8
2.8 Treatment of Crown Claims.....	8
2.9 Treatment of Employee Claims	9
2.10 Treatment of Pension Plan Claims	9
ARTICLE 3 CREDITORS' MEETING AND RELATED MATTERS.....	9
3.1 Creditors' Meeting.....	9
3.2 Approval of the Plan	9
3.3 Valuing Claims.....	9
3.4 Claims Bar Date	9
3.5 Conversion of Unsecured Claims into Canadian Currency	9
ARTICLE 4 PROVISIONS GOVERNING DISTRIBUTIONS.....	10
4.1 No Distributions Pending Allowance.....	10
4.2 Distributions for Proven Claims as at the Initial Distribution Date	10
4.3 Reserve	10
4.4 Assignment of Claims.....	10
4.5 Interest on Claims.....	11
4.6 Delivery of Distributions	11
ARTICLE 5 IMPLEMENTATION OF THE PLAN.....	11
5.1 Plan Implementation.....	11
5.2 Plan Releases	12
5.3 Injunction Related to Releases	13
5.4 Waiver of Defaults.....	14
ARTICLE 6 MISCELLANEOUS	14
6.1 Preferential Transactions	14
6.2 19(2) Claims	14
6.3 Sanction of Plan	14
6.4 Paramountcy	15
6.5 Modification of Plan.....	15
6.6 Conditions Precedent to Implementation of Plan.....	15
6.7 Notices.....	17

6.8	Severability of Plan Provisions	18
6.9	Revocation, Withdrawal or Non-Consummation.....	18
6.10	Governing Law	18
6.11	Successors and Assigns.....	18

PLAN OF COMPROMISE

Plan of Compromise of ESTATE WBPHC COMPANY (F.K.A. WHITE BIRCH PAPER HOLDING COMPANY), ESTATE WBPC COMPANY (F.K.A. WHITE BIRCH PAPER COMPANY), ESTATE SGPI INC. (F.K.A. STADACONA GENERAL PARTNER INC.), ESTATE BSPI INC. (F.K.A. BLACK SPRUCE PAPER INC.), ESTATE FFSGPI INC. (F.K.A. F.F. SOUCY GENERAL PARTNER INC.), 3120772 NOVA SCOTIA COMPANY, ESTATE GCSI INC. (F.K.A. ARRIMAGE DE GROS CACOUNA INC.), ESTATE PML INC. (F.K.A. PAPIER MASSON LTÉE), SSEC L.P. (F.K.A. STADACONA LIMITED PARTNERSHIP), FFS L.P. (F.K.A. F.F. SOUCY LIMITED PARTNERSHIP) and FFSIA L.P. (F.K.A. F.F. SOUCY, INC. & PARTNERS, LIMITED PARTNERSHIP) (hereinafter collectively the "Debtors") pursuant to the *Companies' Creditors Arrangement Act*, R.S.C. 1985, c. C-36, as amended.

ARTICLE 1 INTERPRETATION

1.1 Definitions

In this Plan, unless otherwise stated or the context otherwise requires:

"ASA" means the Asset Sale Agreement between, *inter alia*, the Debtors, the U.S. Debtor and the Purchaser dated as of August 10th, 2010, as amended;

"BIA" means the *Bankruptcy and Insolvency Act*, R.S.C. 1985, c. B-3, as amended;

"Business Day" means a day, other than a Saturday, a Sunday or a non-judicial day (as defined in article 6 of the *Code of Civil Procedure*, R.S.Q., c C-25, as amended);

"CCAA" means the *Companies' Creditors Arrangement Act* (Canada), R.S.C. 1985, c. C-36, as amended;

"CCAA Proceedings" means the proceedings in respect of the Debtors before the Court commenced pursuant to the CCAA;

"Claim" means any right or claim, including a Restructuring Claim, of any Person against any of the Debtors in connection with any indebtedness, liability or obligation of any kind whatsoever of the Debtors owed to such Person and any interest accrued thereon or costs payable in respect thereof, whether liquidated, unliquidated, fixed, contingent, matured, unmatured, disputed, undisputed, legal, equitable, secured, unsecured, present, future, known or unknown, by guarantee, surety or otherwise, and whether or not such right is executory or anticipatory in nature, including the right or ability of any Person to advance a claim for contribution or indemnity or otherwise with respect to any matter, action, cause or chose in action, whether existing at present or commenced in the future, which indebtedness, liability or obligation is based in whole or in parts on facts existing prior to February 24th, 2010, or which would have been claims provable in bankruptcy had the Debtors become bankrupt on February 24th, 2010, provided however that in no case shall an Excluded Claim constitute a Claim;

"Claims Bar Date" has the meaning ascribed to such term in the Claims Process Order;

"Claims Process Order" means the Order of the Court dated May 6, 2010, establishing, among other things, procedures for proving Claims;

"Court" means the Superior Court of Québec (Commercial Division) for the District of Montreal;

"Creditors' Meeting" means the meeting of the Unsecured Creditors convened pursuant to the Creditors' Meeting Order for the purpose of, among other things, considering and voting on the Plan, and includes any adjournment, postponement or other rescheduling of such meeting;

"Creditors' Meeting Order" means the Order of the Court issued in the CCAA Proceedings and dated March 13, 2015 and as it may be amended or supplemented from time to time by any further Order of the Court which, among other things, sets the date of the Creditors' Meeting and establishes meeting procedures for the Meeting;

"Crown Claims" has the meaning ascribed thereto in Section 2.4(1)(c) hereof;

"Director" means any Person who is or was, or may be deemed to be or to have been, a director of the Debtors or their affiliates, or any of them;

"D&O" means the Directors and Officers, or any of them;

"D&O Claim" means any right or claim of any Person against one or more of the D&Os that arose by reason of or in relation to their position, supervision, management or involvement as D&O in connection with facts arising before, on or after February 24th, 2010, and whether enforceable in any civil, administrative or criminal proceedings, including all D&O Claims that were disallowed by the Monitor pursuant to the Order dated February 10, 2014 establishing the D&O Claims process;

"Disallowed Claim" means a Disputed Claim, or a portion of a Disputed Claim, which has been disallowed and in respect of which all appeal periods, as set out in the Claims Process Order, have expired, or which has effectively been appealed, but has since been the object of a final decision upholding the disallowance, itself no longer subject to any rights of appeal;

"Disputed Claim" means a Claim or that portion thereof that is subject to a Notice of Revision or Disallowance and in either case has become neither a Proven Claim nor a Disallowed Claim;

"Distribution Amount" has the meaning ascribed thereto in Section 2.1 hereof;

"Effective Date" means the date on which (i) all conditions to the implementation of the Plan as set out herein have occurred or been satisfied or waived in accordance with the provisions hereof and (ii) the Monitor has filed a certificate with the Court confirming that it has been informed to its satisfaction that all such conditions have been satisfied or waived in accordance with the provisions of this Plan;

"Employee Claims" has the meaning ascribed to such term in Section 2.4(1)(d) hereof;

"Excluded Claims" has the meaning ascribed to such term in Section 2.4(1) hereof;

"First Lien Lenders" means the lenders under that certain Second Amended and Restated First Lien Term Loan Credit Agreement, dated as of April 8, 2005 as amended and restated as of January 27, 2006 and as further amended and restated as of May 8, 2007, as further amended, modified, supplemented or otherwise in effect from time to time, among, *inter alia*, White Birch Paper Holding Company and White Birch Paper Company, as Borrower, Credit Suisse Securities (USA) LLC, as Sole Lead Arranger, Sole Bookrunner, Syndication Agent and Documentation Agent and the Lenders party thereto, together with all attendant notes, instruments, agreements and other documents, as the same have been amended, modified or supplemented from time to time;

"Governmental Authority" means any:

- (a) multinational, national, provincial, state, regional, municipal, local or other government, governmental or public department, ministry, central bank, court, tribunal, arbitral body, commission, board, official, minister, bureau or agency, domestic or foreign;
- (b) subdivision, agent, commission, board or authority of any of the foregoing; or
- (c) quasi-governmental or private body, including any tribunal, commission, regulatory agency of self-regulatory organization, exercising any regulatory expropriation or taxing authority under, or for the account of, any of the foregoing;

"Holder(s)" means, when used with reference to the Claim of any Person, the Person who has filed such Claim with the Monitor provided that the Monitor has recognized such Person as the Holder of such Claim or the Person who has been assigned a Claim of any Person so recognized, subject to compliance with the provisions of Section 6.4 hereof;

"Initial Distribution Date" means a date that is no later than 30 days following the Effective Date;

"Initial Order" means the Order of this Court made on February 24th, 2010 under the CCAA, and as amended thereafter;

"Monitor" means Ernst & Young Inc., in its capacity as monitor appointed pursuant to the Initial Order;

"Notice of Revision or Disallowance" has the meaning ascribed thereto in the Claims Process Order;

"Officer" means any Person who is or was, or may be deemed to be or has been, an officer of the Debtors or their affiliates, or any of them;

"Order" means any order of the Court in the CCAA Proceedings;

"Pension Plan Claims" has the meaning ascribed to such term in Section 2.4 hereof;

"Person" means any individual, firm, partnership, joint venture, venture capital fund, limited liability company, unlimited liability company, association, foundation, trust, trustee, executor,

administrator, legal personal representative, estate, group, body corporate, corporation, unincorporated association or organization, Governmental Authority, agency, syndicate or other entity, whether or not having legal status;

"Plan" means this joint consolidated plan of compromise of the Debtors pursuant to the provisions of the CCAA, as it may be amended, varied or supplemented by the Debtors from time to time in accordance with its terms;

"Post-Filing Claim" means any right of any Person against the Debtors in connection with any indebtedness, liability, or obligation of any kind which arose in respect of obligations first incurred on or after February 24th, 2010 and interest thereon, including any obligation of the Debtors toward creditors who have supplied services, utilities, goods or materials or who have advanced funds to the Debtors on or after February 24th, 2010, provided however, that a "Post-Filing Claim" shall not include any Claims or Restructuring Claims;

"Proof of Claim" has the meaning ascribed to such term in the Claims Process Order;

"Proven Claim" means an Unsecured Claim proven by delivering a Proof of Claim to the Monitor, but only after and to the extent that such Proof of Claim has been accepted by the Monitor or determined in accordance with the Claims Process Order;

"Purchaser" means BD White Birch Investment LLC;

"Released Claims" has the meaning ascribed to such term in Section 5.2(1) hereof;

"Released Lender Parties" means, collectively, the First Lien Agent, the First Lien Lenders, the Second Lien Agent, the Second Lien Lenders and the Purchaser, as well as their affiliates, and their respective present and former officers, directors, employees, representatives, auditors, financial advisors, legal counsel, sureties, insurers, indemnitees, agents and assigns, as applicable;

"Released Parties" means all Persons being released in accordance with Section 5.2 hereof, including without limitation the Released Lender Parties;

"Required Majority" means the affirmative vote of a majority in number representing not less than 66 ²/₃ % in value of the Voting Claims of the Unsecured Creditors voting (in person or by proxy) at the Creditors' Meeting;

"Reserve" has the meaning ascribed to such term in Section 4.3 hereof;

"Restructuring Claim" has the meaning ascribed to such term in the Claims Process Order;

"Sanction Date" means the date on which the Sanction Order is made;

"Sanction Order" means the order of the Court to be made under the CCAA, as such order may be affirmed, amended or modified by the Court at any time prior to the Effective Date or, if appealed, then, unless such appeal is withdrawn, abandoned or denied, as affirmed or amended on appeal, in form and content which is satisfactory to Debtors acting reasonably;

"Second Lien Lenders" means the lenders under that certain Second Amended and Restated Second Lien Term Loan Credit Agreement, dated as of April 8, 2005 as amended and restated as of January 27, 2006 and as further amended and restated as of May 8, 2007, as further amended, modified, supplemented or otherwise in effect from time to time, among, among others, White Birch Paper Holding Company and White Birch Paper Company, as Borrower, Credit Suisse Securities (USA) LLC, as Sole Lead Arranger, Sole Bookrunner, Syndication Agent and Documentation Agent and the Lenders party thereto, together with all attendant notes, instruments, agreements and other documents, as the same have been amended, modified or supplemented from time to time;

"Section 19(2) Claims" means any claims relating to debts or liabilities listed in Section 19(2) of the CCAA that are explicitly sought to be compromised pursuant to the Plan;

"Unsecured Claims" means all Claims that are unsecured;

"Unsecured Creditor" means any Person that is a Holder of an Unsecured Claim and may, if the context requires, mean an assignee of an Unsecured Claim or a trustee, interim receiver, receiver manager, or other Person acting on behalf of Person, if such assignee or other Person has been recognized by the Monitor or the Debtors, as the case may be;

"U.S. Court" means the United States Bankruptcy Court for the Eastern District of Virginia;

"U.S. Debtor" means Estate Bipco LLC (f.k.a. Bear Island Paper Company, L.L.C.);

"Voting Claim" means the Proven Claim of an Unsecured Creditor unless such Proven Claim is not finally determined at the time of the Creditors' Meeting, in which case it means the portion of the Claim which is accepted provisionally for purposes of voting at the Creditors' Meeting in accordance with the Claims Process Order.

1.2 Interpretation, etc.

For purposes of this Plan:

- (1) any reference in this Plan to a contract, instrument, release, indenture, agreement or other document being in a particular form or on particular terms and conditions means that such document shall be substantially in such form or substantially on such terms and conditions;
- (2) any reference in this Plan to an existing document or exhibit filed or to be filed means such document or exhibit as it may have been or may be amended, modified or supplemented;
- (3) all references to currency and to "\$" or "Cdn\$" are to Canadian dollars except as otherwise indicated;
- (4) unless otherwise specified, the words "hereof", "herein" and "hereto" refer to this Plan in its entirety rather than to any particular portion of this Plan;

- (5) the division of this Plan into Articles, Sections and paragraphs and the insertion of captions and headings to Articles, Sections and paragraphs are for convenience of reference only and are not intended to affect the interpretation of, or to be part of this Plan;
- (6) where the context requires, a word or words importing the singular shall include the plural and vice versa and a word or words importing one gender shall include all genders;
- (7) the words "includes" and "including" are not limiting; and
- (8) the word "or" is not exclusive.

1.3 Date for any Action

In the event that any date on which any action is required to be taken under this Plan by any of the parties is not a Business Day, that action shall be required to be taken on the next succeeding day which is a Business Day.

1.4 Statutory References

Any reference in this Plan to a statute includes all regulations made thereunder and all amendments to such statute or regulations in force, from time to time, or any statute or regulations that supplement or supersede such statute or regulations.

ARTICLE 2 COMPROMISE AND ARRANGEMENT

2.1 Purpose of the Plan

On February 24th, 2010, the Debtors and the U.S. Debtor simultaneously commenced insolvency proceedings in Canada and in the U.S.A. under the CCAA and Chapter 11 of Title 11 of the United States Code, 11 U.S.C. § 101 et seq..

The U.S. Debtor and the Debtors pursued a joint going-concern sale of their businesses as part of their respective restructurings and bankruptcy proceedings.

On August 10th, 2010, the U.S. Debtor and the Debtors entered into the ASA with the Purchaser which, among other things, contemplated the sale of their assets to the Purchaser.

On September 21st, 2010, an auction was held to determine the highest and best price for the assets of the U.S. Debtor and the Debtors.

On September 28th, 2010, the Court entered an Order approving the sale of the Debtors' assets to the Purchaser or its Designated Purchasers (as defined in the ASA) pursuant to the ASA. The sale closed on September 13th, 2012.

Pursuant to the ASA, the Purchase Price (as defined in the ASA) included, among other things, (a) a Cash Component of US\$90 million (as defined in the ASA) and (b) a Fixed Asset Cash Amount (as defined in the ASA).

On closing of the sale, certain of the proceeds of the sale were used to repay in full the Debtor-in-Possession interim financing that had been approved by both the Court and the U.S. Court.

On February 24, 2015, after extensive negotiations between the Debtors, the U.S. Debtor, the Purchaser, the Monitor and certain groups of creditors, an Estate Allocation and Settlement Agreement was reached relating to, among other matters, the allocation, among the Debtors' estates and the U.S. Debtor's estate, of all the funds held in trust or in escrow by or on behalf of the Monitor and the U.S. Debtor arising from the sale transaction, including the remaining proceeds of sale, which agreement is conditional upon Court approval of this Plan and of such agreement. The Estate Allocation and Settlement Agreement is attached to the Plan as Exhibit 1.

Pursuant to the Estate Allocation and Settlement Agreement and on the terms of this Plan, the amount available for distribution by the Debtors to its Unsecured Creditors is approximately Cdn \$52,000,000, including an amount of Cdn \$200,000 to be remitted on behalf of the shareholders of the Debtors in consideration of the releases described in Sections 5.2(1) and 5.2(3) hereof, less all deductions that may be required to satisfy the Excluded Claims (the "Distribution Amount").

The purpose of this Plan is:

- (1) To approve the Estate Allocation and Settlement Agreement;
- (2) To provide for a timely distribution of the Distribution Amount to the Unsecured Creditors in one or more distributions;
- (3) To compromise all Claims; and
- (4) To release the Released Parties.

2.2 Persons Affected

This Plan will become effective on the Effective Date in accordance with its terms. On the Effective Date, each Claim against the Debtors will be fully compromised as set forth in this Plan and each of the Released Parties shall be released in the manner set out in Section 5.2 hereof. This Plan shall be binding on and enure to the benefit of the Debtors, the Unsecured Creditors, the Released Parties and any other Persons who have received the benefit of, or are bound by any waivers, releases or indemnities hereunder.

2.3 Classes of Claims

The class of Holders of Unsecured Claims shall be the only class of Claims for the purposes of voting on and receiving distributions pursuant to this Plan.

2.4 Excluded Claims

- (1) This Plan does not affect the following claims (each, an "Excluded Claim" and, collectively, the "Excluded Claims"), the holders of which will not be entitled to vote at the Creditors' Meeting in respect of such Excluded Claim and which shall be treated as more fully described below:
 - (a) all past, present and future reasonable fees and disbursements of the Monitor, the Monitor's legal counsel and of the legal and financial advisors of the Debtors incurred in connection with the CCAA Proceedings (the "Professional Fees");
 - (b) any Post-Filing Claim;
 - (c) any Claim of Her Majesty the Queen in Right of Canada or of any Province described in Section 6(3) of the CCAA (collectively, "Crown Claims");
 - (d) any Claim of an employee or former employee described in Section 6(5) of the CCAA (collectively, "Employee Claims");
 - (e) any Claim owing to a fund or pension plan described in Section 6(6) of the CCAA (collectively, "Pension Plan Claims");
- (2) Nothing in this Plan shall affect the Debtors' rights and defenses with respect to any Excluded Claim.

2.5 Treatment of Unsecured Claims

On the Initial Distribution Date and thereafter, each Unsecured Creditor with a Proven Claim shall receive from the Monitor, on a prorated and *pari passu* basis, in full and final satisfaction of its Proven Claim, one or more *pari passu* cash distribution(s) from the Distribution Amount.

2.6 Payment of Professional Fees

The Professional Fees shall be paid in full on or after the Effective Date.

2.7 Treatment of Post-Filing Claims

All Post-Filing Claims, if any, will be paid in full before the Effective Date.

2.8 Treatment of Crown Claims

All Crown Claims, if any, will be paid in full on or before the Initial Distribution Date.

2.9 Treatment of Employee Claims

All Employee Claims, if any, will be paid by the Debtors immediately after the Court's sanction of this Plan.

2.10 Treatment of Pension Plan Claims

All Pension Plan Claims, if any, will be paid by the Debtors immediately after the Court's sanction of this Plan.

ARTICLE 3 CREDITORS' MEETING AND RELATED MATTERS

3.1 Creditors' Meeting

The Creditors' Meeting shall be held in accordance with the Creditors' Meeting Order.

3.2 Approval of the Plan

The Debtors will seek approval of the Plan by the affirmative vote of the Required Majority. The result of the vote will be binding on all Unsecured Creditors, whether or not any such Unsecured Creditor is present and voting (in person or by proxy) at the Creditors' Meeting.

3.3 Valuing Claims

The procedure for valuing Unsecured Claims for voting and distribution purposes, and resolving disputes in respect of any such valuation, is set forth in the Claims Process Order, the Creditors' Meeting Order and this Plan. The Debtors and the Monitor reserve the right to seek the assistance of the Court in valuing any Unsecured Claim, if deemed advisable, or in determining the result of any vote at the Creditors' Meeting, or the amount, if any, to be distributed to any Unsecured Creditor under the Plan, as the case may be.

3.4 Claims Bar Date

If an Unsecured Creditor has failed to file its Proof of Claim Form prior to the relevant Claims Bar Date and has not been permitted to file a late claim pursuant to the Claims Process Order or otherwise, that Unsecured Creditor shall be barred from voting at the Creditors' Meeting and receiving a distribution, and the Debtors shall be released from the Claims of such Unsecured Creditor and Section 5.2 of this Plan shall apply to all such Claims.

3.5 Conversion of Unsecured Claims into Canadian Currency

For the purposes of determination of the value of Unsecured Claims denominated in currencies other than Canadian dollars for voting and distribution purposes, such Unsecured Claims shall be converted by the Monitor to Canadian dollars at the Bank of Canada noon spot rate of exchange for exchanging currency to Canadian dollars on February 24, 2010. The exchange rate applicable for US currency is US\$1.00 = CDN\$1.0550.

ARTICLE 4 PROVISIONS GOVERNING DISTRIBUTIONS

4.1 No Distributions Pending Allowance

No distributions shall be made with respect to a Disputed Claim unless and until it has become a Proven Claim. Disputed Claims shall be dealt with in accordance with the Claims Process Order and this Plan.

In the absence of a Notice of Dispute, the receipt by an Unsecured Creditor of a distribution under this Plan shall avail as evidence that the Claim has been allowed as a Proven Claim for an amount on which the distribution is based, and no additional notice of determination of a Claim shall be given by or requested from the Monitor.

4.2 Distributions for Proven Claims as at the Initial Distribution Date

Distributions to be made on account of Unsecured Claims that are Proven Claims as at the Initial Distribution Date shall be made on such date. Thereafter, subsequent distribution(s) on account of Claims that are determined to be Proven Claims or with respect to any undistributed portion of the Distribution Amount shall be made in accordance with this Plan.

4.3 Reserve

The Monitor shall establish a sufficient reserve to secure the payment in full of Excluded Claims and any distributions under this Plan on account of Disputed Claims pending their resolution in accordance with the Claims Process Order and this Plan (the "Reserve"). The funds in the Reserve shall be held in trust for the benefit of the Holders of Disputed Claims and beneficiary of Excluded Claims to the extent disclosed (identity and estimated amount) by way of notice communicated to the Monitor in accordance with Section 6.7 hereof at least five Business Days prior to the Effective Date. The amount of the Reserve shall be determined by the Monitor acting reasonably and without incurring any liability in the event of insufficiency save as a result of its gross negligence. If and when any Disputed Claim may become a Proven Claim pursuant to the Claims Process Order, the Monitor will distribute the requisite amount to the Holder of such Disputed Claim from the Reserve as soon as practicable after such resolution. After payment of (a) all of the Excluded Claims and (b) any Disputed Claims which are determined to be a Proven Claim in accordance with the Claims Process Order, the balance of the Reserve shall be distributed as soon as practicable by the Monitor in accordance with this Plan.

4.4 Assignment of Claims

For purposes of determining entitlement to receive any distribution pursuant to this Plan, the Debtors and the Monitor and each of their respective agents, successors and assigns shall have no obligation to recognize any transfer of Claims unless and until notice of the transfer or assignment from either the transferor, assignor, transferee or assignee, together with satisfactory evidence showing ownership, in whole or in part, of such Claim and that such transfer or assignment was valid at law, has been received by the Monitor at least ten Business Days prior to the Initial Distribution Date.

4.5 Interest on Claims

Holders of Unsecured Claims shall not be entitled to interest accruing on or after February 24th, 2010.

4.6 Delivery of Distributions

- (1) **Proven Claims.** Subject to Section 6.4 hereof, distributions to Holders of Proven Claims shall be made by the Monitor (i) at the addresses set forth on the Proofs of Claim filed by such Holders (or at the last known addresses of such Holders if no Proof of Claim Form is filed or if the Monitor has been notified in writing of a change of address) or (ii) at the addresses set forth in any written notice of address change delivered to the Monitor in accordance with Section 6.7 hereof at least ten Business Days prior to any such distributions.
- (2) **Undeliverable Distributions.** If any distribution to a Holder of a Proven Claim is returned as undeliverable, no further distributions to such Holder of such Claim shall be made unless and until the Monitor is notified of the then-current address of such Holder, at which time all missed distributions shall be made to such Holder without interest. All claims for undeliverable distributions must be made on or before the later to occur of (i) the first anniversary of the Effective Date or (ii) six months after such Holder's Claim becomes a Proven Claim, after which date all unclaimed property shall become available for distribution by the Monitor *pro rata* to the other Proven Claims, free of any restrictions or claims thereon and the Claim of such Holder or successor to such Holder with respect to such property shall be discharged and forever barred, notwithstanding any federal or provincial laws to the contrary.
- (3) **No Distribution Below Cdn\$20.** The Monitor shall not be required to, but may in its sole and absolute discretion: (i) make distributions to Holders of Proven Claims in an amount less than Cdn\$20; or (ii) make any distribution on account of any Proven Claim in the event that the costs of making such payment exceed the amount of such distribution.
- (4) **No Distribution of Fractional Cents.** Notwithstanding any other provision of this Plan, no payment of fractional cents will be made. Whenever any payment of a fraction of a cent would otherwise be called for, the actual payment shall reflect a rounding down of such fraction to the nearest whole cent.

ARTICLE 5 IMPLEMENTATION OF THE PLAN

5.1 Plan Implementation

On the Effective Date, the Claims shall be settled, compromised, released or otherwise dealt with in accordance with this Plan in exchange for the consideration provided for in Section 2.5.

5.2 Plan Releases

(1) Debtors, D&O and Monitor

As at the Effective Date, the Debtors, the D&Os and the Monitor, as well as their respective former, present or future affiliates, subsidiaries, principals, employees, financial advisors, counsel, investment bankers, consultants, agents and accountants, will be released and discharged from any and all demands, claims, actions, causes of action, Section 19(2) Claims, counterclaims, suits, debts, sums of money, accounts, D&O Claims, covenants, damages, judgments, expenses, executions, liens and other recoveries on account of any indebtedness, liability, obligation, demand or cause of action of whatever nature that any Person may be entitled to assert against any of the released parties hereinabove mentioned including by way of a recourse for contribution or indemnification against or from any of them, whether known or unknown, mature or unmatured, direct, indirect or derivative, foreseen or unforeseen, existing or hereafter arising, based in whole or in part on any act or omission, transaction, payment, dealing or other occurrence existing or taking place on or prior to the Effective Date relating to, arising out of or in connection with the Claims, the business and affairs of the Debtors, this Plan or the CCAA Proceedings (the "Released Claims"), provided that nothing in this Section 5.2 will release or discharge:

- (a) the Debtors from or in respect of any Excluded Claim;
- (b) the D&Os with respect to matters set out in Section 5.1(2) of the CCAA; or
- (c) the rights of Persons to enforce this Plan and the contracts, instruments, releases, indentures and other agreements or documents delivered hereunder or pursuant hereto.

(2) Released Lender Parties

As at the Effective Date, for good and valuable consideration, including without limitation the agreement of the Released Lender Parties to support the substantive consolidation of the Debtors' estates in the context of this Plan, every Person, on their own behalf and on behalf of the Person's respective affiliates, present and former officers, directors, employees, representatives, auditors, financial advisors, legal counsel, other professionals, sureties, insurers, indemnitees, agents, dependents, heirs, representatives and assigns, as applicable, (each, individually, a "Releasing Party", and collectively, the "Releasing Parties") hereby fully, finally, irrevocably and unconditionally releases and forever discharges each of the Released Lender Parties of and from any and all past, present and future claims, rights, interests, actions, rights of indemnity, liabilities, demands, duties, injuries, damages, expenses, fees (including attorneys' fees and liens), costs, compensation, or causes of action of whatsoever kind or nature whether foreseen or unforeseen, known or unknown, asserted or unasserted, contingent or actual, liquidated or unliquidated, whether contractual, extra -contractual or in tort, whether statutory, at common law or in equity, based on, in connection with, arising out

of, or in any way related to, in whole or in part, directly or indirectly, any transaction, act, inaction or omission existing or taking place on or prior to the Effective Date relating to or otherwise in connection with the business and affairs of the Debtors, the CCAA Proceedings, the Creditors' Meeting or the Plan, including without limitation by way of successor liability or related theories or assertions (collectively, the "Released Lender Claims"); and each Releasing Party shall not make or continue any claims or proceedings whatsoever based on, in connection with, arising out of, or in any way related to, in whole or in part, directly or indirectly, the substance of the facts giving rise to any matter herein released (including, without limitation, any action, cross-claim, counter-claim, third party action or application) against any Person who claims or might reasonably be expected to claim in any manner or forum against one or more of the Released Lender Parties, including, without limitation, by way of subrogation, compensation or set-off, contribution or indemnity, in common law, or in equity, breach of trust or breach of fiduciary duty or under the provisions of any statute or regulation, and that in the event that any of the Released Lender Parties are added to such claim or proceeding, it will immediately discontinue any such claim or proceeding. Notwithstanding the foregoing, nothing herein shall release or discharge a Lender Released Party from its obligations, if any, under the Plan.

(3) Shareholders

As at the Effective Date, for good and valuable consideration as set out in Section 2.1 hereof, each of the Debtors' present and former shareholders and Persons directly or indirectly related to them will be forever released and discharged from any and all Released Claims.

5.3 Injunction Related to Releases

- (1) The Sanction Order will enjoin the prosecution, whether directly, derivatively or otherwise, of any claim, obligation, suit, judgment, damage, demand, debt, right, cause of action, liability or interest released, discharged or terminated pursuant to this Plan.
- (2) All Releasing Parties are permanently and forever barred, estopped, stayed and enjoined, on and after the Effective Date, from (i) commencing, conducting or continuing in any manner, directly or indirectly, any actions, suits, demands or other proceedings of any nature or kind whatsoever (including, without limitation, any proceeding in a judicial, arbitral, administrative or other forum) against the Released Parties; (ii) enforcing, levying, attaching, collecting or otherwise recovering or enforcing by any manner or means, directly or indirectly, any judgment, award, decree or order against the Released Parties or their property; (iii) commencing, conducting or continuing in any manner, directly or indirectly, any action, suits or demands, including without limitation, by way of subrogation, compensation or set-off, contribution or indemnity or other relief, in common law, or in equity, breach of trust or breach of fiduciary duty or under the provisions of any statute or regulation, or other proceedings of any nature or kind

whatsoever (including, without limitation, any proceeding in a judicial, arbitral, administrative or other forum) against any Person who makes such a claim or might reasonably be expected to make such a claim, in any manner or forum, against one or more of the Released Parties; (iv) creating, perfecting, asserting or otherwise enforcing, directly or indirectly, any lien or encumbrance of any kind; or (v) taking any actions to interfere with the implementation or consummation of this Plan. This Section does not apply to the enforcement of any obligations under the Plan.

5.4 Waiver of Defaults

From and after the Effective Date, all Persons shall be deemed to have waived any and all defaults of the Debtors (except for defaults under any securities, contracts, instruments, releases and other documents delivered under this Plan or entered into in connection herewith or pursuant hereto) then existing or previously committed by the Debtors or caused by the Debtors, directly or indirectly, or non-compliance with any covenant, positive or negative pledge, warranty, representation, term, provision, condition or obligation, express or implied, in any contract, credit document, agreement for sale, lease or other agreement, written or oral, and any and all amendments or supplements thereto, existing between any such Person and the Debtors arising from the filing by the Debtors under the CCAA or the transactions contemplated by this Plan or otherwise, and any and all notices of default and demands for payment under any instrument, including any guarantee arising from such default, shall be deemed to have been rescinded.

ARTICLE 6 MISCELLANEOUS

6.1 Preferential Transactions

Section 36.1 of the CCAA, sections 38 and 95 to 101 of the BIA and any other laws relating to preferences, fraudulent conveyances or transfers at undervalue shall not apply to this Plan.

6.2 Section 19(2) Claims

This Plan shall compromise any and all Section 19(2) Claims.

6.3 Sanction of Plan

Provided that this Plan is approved by the Required Majority at the Creditors' Meeting, the Debtors shall, within five (5) business days, bring a motion before the Court seeking the issuance of the Sanction Order for the approval of this Plan and the approval of the Estate Allocation and Settlement Agreement.

Upon the Sanction Order being issued by the Court, in form and substance acceptable to the Debtors, acting reasonably, the Debtors shall take all commercially reasonable steps to complete the satisfaction of the conditions to the implementation of this Plan set forth in Section 6.6 hereof. Upon satisfaction of such conditions, this Plan shall be considered to be implemented

by the Debtors and shall be binding upon the Debtors and all Persons referred to in Section 2.2 hereof and their respective successors and assigns.

6.4 Paramountcy

From and after the Effective Date, any conflict between this Plan and/or the covenants, warranties, representations, terms, conditions, provisions or obligations, express or implied, of any contract, mortgage, security agreement, and/or indenture, trust indenture, loan agreement, commitment letter, agreement for sale, the by-laws of the Debtors, lease or other agreement or undertaking written or oral and any and all amendments or supplements thereto existing with the Debtors as at the Effective Date will be deemed to be governed by the terms, conditions and provisions of this Plan and the Sanction Order, which shall take precedence and priority. For greater certainty, all Holders of Claims shall be deemed irrevocably for all purposes to consent to all transactions contemplated in and by this Plan.

6.5 Modification of Plan

Subject to Section 10(2) of the Estate Allocation Compromise and Settlement Agreement, the Debtors, in consultation with the Monitor, reserve the right to file any modification of, or amendment or supplement to, this Plan by way of an amended Plan prior to the Creditors' Meeting date or at or before the Creditors' Meeting. The Debtors shall file any amended Plan with the Court as soon as practicable. The Debtors shall give notice to Unsecured Creditors of the details of any such amendment prior to the vote being taken to approve this Plan. The Debtors may give notice of a proposed modification, amendment or supplement to this Plan at or before the Creditors' Meeting by notice which shall be sufficient if given to those Unsecured Creditors present at such meeting in person or by proxy. After the Creditors' Meeting (and both prior to and subsequent to the obtaining of the Sanction Order), the Debtors, in consultation with the Monitor may at any time and from time to time vary, amend, modify or supplement this Plan, except the Distribution Amount, without the need for obtaining an order of the Court or providing notice to the Unsecured Creditors if the Debtors and the Monitor determine that such variation, amendment, modification or supplement would not be materially prejudicial to the interests of the Unsecured Creditors under this Plan or the Sanction Order.

6.6 Conditions Precedent to Implementation of Plan

The implementation of this Plan by the Debtors is subject to the following conditions precedent:

- (1) the approval of this Plan by the Required Majority shall have been obtained at the Creditors' Meeting;
- (2) the Sanction Order sanctioning this Plan shall have been made and shall, among other things:
 - (a) declare that: (i) this Plan has been approved by the Required Majority in conformity with the CCAA; (ii) the Debtors have complied with the provisions of the CCAA and the Orders of the Court made in the CCAA Proceedings in all respect; (iii) the Court is satisfied that the Debtors have

neither done nor purported to do anything that is not authorized by the CCAA; and (iv) this Plan and the distributions contemplated thereby are fair and reasonable, and in the best interests of the Debtors, the Unsecured Creditors and the other stakeholders of the Debtors (having considered, among other things, the composition of the vote and what the Unsecured Creditors would receive in bankruptcy as compared to this Plan);

- (b) order that this Plan is sanctioned and approved entirely pursuant to Section 6 of the CCAA and, as at the Effective Date, will be effective and will enure to the benefit of and be binding upon the Debtors, the Unsecured Creditors and all other Persons stipulated in this Plan or in the Sanction Order;
 - (c) order and declare that the Estate Allocation and Settlement Agreement is approved;
 - (d) declare that the Debtors and the Monitor are authorized to take all steps and actions necessary to implement this Plan;
 - (e) declare that each of the releases contemplated by Section 5.2 of this Plan are approved and will be enforceable on the Effective Date;
 - (f) preclude the commencement or prosecution, whether directly, derivatively or otherwise, of any demands, claims, actions, causes of action, counterclaims, suits, or any indebtedness, liability, obligation or cause of action to be released or discharged pursuant to this Plan;
 - (g) declare that this Plan shall be binding upon any trustee in bankruptcy or receiver that may be appointed in respect of any of the Debtors and shall not be void or voidable by creditors thereof;
 - (h) declare that the distributions and payments to be made in accordance with this Plan do not and will not constitute settlements, fraudulent preferences, fraudulent conveyances or other challengeable or reviewable transactions, or conduct giving rise to an oppression remedy under any applicable law, nor will they constitute a distribution of property requiring the Monitor, the Debtors, or any officer or director thereof to seek and obtain a certificate or authorization of any nature whatsoever, including with respect to the Crown Claims;
 - (i) declare that the stay of proceedings under the Initial Order continues until the Effective Date;
- (3) all relevant Persons shall have executed, delivered and filed all documents that, in the opinion of the Debtors and the Monitor, are necessary to implement the provisions of this Plan and/or the Sanction Order; and

- (4) the filing by the Monitor of a certificate confirming that all the conditions to the implementation of this Plan have occurred or have been satisfied or waived.

6.7 Notices

- (1) Any notices or communication to be made or given hereunder to the Debtors or the Monitor shall be in writing and shall refer to this Plan and may, subject as hereinafter provided, be made or given by personal delivery, by courier or by prepaid mail and, in any event, by e-mail as well addressed to the respective parties as follows:

- (a) if to Debtors:

Stikeman Elliott LLP
1155 René-Lévesque Blvd. West, Suite 4000
Montreal, Québec, Canada H3B 3V2

Attention: Jean Fontaine and Joseph Reynaud
Emails: jfontaine@stikeman.com and jreynaud@stikeman.com

- (b) if to the Monitor:

Ernst & Young Inc.
800 René-Lévesque Blvd West, Suite 1900
Montreal, Québec, Canada H3B 1X9

Attention: Martin Rosenthal and Jean-Daniel Breton
Emails: martin.rosenthal@ca.ey.com and jean-daniel.breton@ca.ey.com

- (c) if to Monitor's counsel:

Norton Rose Fulbright Canada S.E.N.C.R.L., s.r.l.
1, Place Ville-Marie, Suite 2500
Montreal, Québec, Canada H3B 1R1

Attention: Sylvain Rigaud and Chrystal Ashby
Emails: sylvain.rigaud@nortonrosefulbright.com and
chrystal.ashby@nortonrosefulbright.com

- (2) Any notices or communication to be made or given hereunder by the Monitor or the Debtors to an Unsecured Creditor may be sent by e-mail, ordinary mail, registered mail, courier or facsimile transmission. An Unsecured Creditor shall be deemed to have received any document sent pursuant to this Plan four Business Days after the document is sent by ordinary or registered mail and on the Business Day immediately following the day on which the document is sent by courier, email or facsimile transmission. Documents shall not be sent by ordinary or registered mail during a postal strike or work stoppage of general application. The unintentional failure by the Debtors to give any notice contemplated

hereunder to any particular Unsecured Creditor shall not invalidate this Plan or any action taken by any Person pursuant to this Plan.

Notices or communications may be mailed to an Unsecured Creditor (i) to the address for such Unsecured Creditor specified in the Notice of Revision or Disallowance filed by an Unsecured Creditor, or (ii) to the address listed in the Proof of Claim Form or (iii) at the address set forth in any written notice of address changes delivered to the Monitor.

6.8 Severability of Plan Provisions

If, prior to the Sanction Date, any term or provision of this Plan is held by the Court to be invalid, void or unenforceable, the Court, at the request of the Debtors, in consultation with the Monitor acting reasonably, and subject to Section 10(2) of the Estate Allocation Compromise and Settlement Agreement, shall have the power to alter and interpret such term or provision to make it valid or enforceable to the maximum extent practicable, consistent with the original purpose of the term or provision held to be invalid, void or unenforceable, and such term or provision shall then be applicable as altered or interpreted. Notwithstanding any such holding, alteration or interpretation, the remainder of the terms and provisions of this Plan shall remain in full force and effect and shall in no way be affected, impaired or invalidated by such holding, alteration or interpretation.

6.9 Revocation, Withdrawal or Non-Consummation

The Debtors, upon consultation with the Monitor, reserve the right to revoke or withdraw this Plan at any time prior to the Sanction Date and to file a subsequent plan of arrangement. If the Debtors revoke or withdraw this Plan, or if the Sanction Order is not issued, (i) this Plan shall be null and void in all respects, (ii) any Claim, any settlement or compromise embodied in this Plan, and any document or agreement executed pursuant to this Plan (including without limitation the Estate Allocation Compromise and Settlement Agreement) shall be deemed null and void, and (iii) nothing contained in this Plan, and no act taken in preparation for consummation of this Plan, shall: (a) constitute a waiver or release of any Claims by or against the Debtors or any other Person; (b) prejudice in any manner the rights of the Debtors or any Person in any further proceedings involving the Debtors; or (c) constitute an admission of any sort by the Debtors or any other Person.

6.10 Governing Law

This Plan shall be governed by and construed in accordance with the law of the Province of Québec and the federal laws of Canada applicable therein. Any questions as to the interpretation or application of this Plan and all proceedings taken in connection with this Plan and its provisions shall be subject to the exclusive jurisdiction of the Court.

6.11 Successors and Assigns

This Plan shall be binding upon and shall enure to the benefit of the heirs, administrators, executors, legal personal representatives, successors and permitted assigns of any Person named or referred to in this Plan.

[Signature Page Follows]

Signed in Greenwich (Connecticut), this March 17, 2015

ESTATE WBPFC COMPANY (F.K.A. WHITE BIRCH PAPER HOLDING COMPANY)
ESTATE WBPC COMPANY (F.K.A. WHITE BIRCH PAPER COMPANY)
ESTATE SGPI INC. (F.K.A. STADACONA GENERAL PARTNER INC.)
ESTATE BSPI INC. (F.K.A. BLACK SPRUCE PAPER INC.)
ESTATE FFSGPI INC. (F.K.A. F.F. SOUCY GENERAL PARTNER INC.)
3120772 NOVA SCOTIA COMPANY
ESTATE GCSI INC. (F.K.A. ARRIMAGE DE GROS CACOUNA INC.)
ESTATE PML INC. (F.K.A. PAPIER MASSON LTÉE)
SSEC L.P. (F.K.A. STADACONA LIMITED PARTNERSHIP)
FFS L.P. (F.K.A. F.F. SOUCY LIMITED PARTNERSHIP)
FFSIA L.P. (F.K.A. F.F. SOUCY, INC. & PARTNERS, LIMITED PARTNERSHIP)

Per:

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'E. Sherrick', written over a horizontal line.

Edward Sherrick

Appendix A – Estate Allocation Compromise and Settlement Agreement

ESTATE ALLOCATION COMPROMISE AND SETTLEMENT AGREEMENT

This Settlement Agreement (this "**Agreement**") dated as of February 24, 2015 is entered into by and among: (i) Estate BIPCO, LLC (*f/k/a* Bear Island Paper Company, L.L.C.), the debtor and debtor in possession (the "**U.S. Debtor**") in the chapter 11 case captioned *In re Estate BIPCO, LLC*, Case No. 10-31202 (DOT) (the "**Chapter 11 Case**"), currently pending before the United States Bankruptcy Court for the Eastern District of Virginia, Richmond Division (the "**Bankruptcy Court**"); (ii) BDCM Opportunity Fund II, L.P., Black Diamond CLO 2005-1 Ltd., Black Diamond CLO 2005-2 Ltd., Black Diamond CLO 2006-1 (Cayman) Ltd., Black Diamond International Funding, Ltd., and BDC Finance Ltd. (collectively "**Black Diamond**"); (iii) the official committee of unsecured creditors (the "**Committee**") appointed in the Chapter 11 Case pursuant to section 1102 of title 11 of the United States Code (the "**Bankruptcy Code**") by the United States Trustee for the Eastern District of Virginia on March 3, 2010 and then reconstituted on April 6, 2010; (iv) Estate WBPC Company (*f/k/a* White Birch Paper Company) ("**White Birch**"), a Nova Scotia Unlimited Liability Company, along with its subsidiaries Estate SGPI Inc. (*f/k/a* Stadacona General Partner Inc.), Estate SSEC L.P. (*f/k/a* Stadacona L.P.), Estate FFSGPI Inc. (*f/k/a* F.F. Soucy General Partner Inc.), Estate FFSIA L.P. (*f/k/a* F.F. Soucy, Inc. & Partners, Limited Partnership), FFS L.P. (*f/k/a* F.F. Soucy L.P.), Estate GCSI Inc. (*f/k/a* Arrimage de Gros Cacouna Inc.), and Estate PML Inc. (*f/k/a* Papier Masson Ltée) (collectively, the "**Canadian Debtors**") who are debtors under or party to a proceeding (the "**Canadian Proceeding**") under Canada's *Companies' Creditors Arrangement Act*, R.S.C. 1985, c. C-36, as amended (the "**CCAA**") pending before the Superior Court, Commercial Division, for the Judicial District of Montreal, Canada (the "**Canadian Court**"); (v) Ernst & Young Inc. in its capacity as monitor appointed by the Canadian Court in the Canadian Proceeding (the "**Monitor**"); and (vi) BD White Birch Investment LLC in its capacity, pursuant to that certain *Asset Sale Agreement* dated as of August 10, 2010, as purchaser (the "**Purchaser**" and with the U.S. Debtor, Black Diamond, the Committee, the Canadian Debtors, and the Monitor, collectively the "**Parties**" each of which shall be a "**Party**").

Recitals

WHEREAS, on February 24, 2010 (the "**Petition Date**"), the U.S. Debtor filed a voluntary petition for relief under chapter 11 of the Bankruptcy Code with the Bankruptcy Court commencing the Chapter 11 Case and the Canadian Debtors commenced the Canadian Proceedings under the CCAA in the Canadian Court;

WHEREAS, the U.S. Debtor and certain of the Canadian Debtors entered into that certain *\$140,000,000 Senior Secured Priority U.S. Debtor-In-Possession Term Loan Credit Agreement*, dated as of March 1, 2010 (as amended, modified, supplemented or otherwise approved in the Initial CCAA Order and by Order of the Bankruptcy Court, the "**DIP Credit Agreement**" and the facility contemplated thereunder, the "**DIP Credit Facility**") to fund their respective bankruptcy proceedings;

WHEREAS, the U.S. Debtor and the Canadian Debtors pursued a going-concern sale of their businesses as part of their restructurings and respective bankruptcy proceedings;

WHEREAS, on August 10, 2010 the U.S. Debtor and the Canadian Debtors entered into that certain *Asset Sale Agreement* (as amended, the "*ASA*") with the Purchaser, which among other things contemplated the Sale (as defined below) to the Purchaser;

WHEREAS, on August 10, 2010 the U.S. Debtor filed the *Motion of Bear Island Paper Company, L.L.C. for Entry of Orders Approving the (A) Form of the Sale Agreement, (B) Bidding Procedures, (C) Form and Manner of Notice of the Auction and Sale Hearing, (D) Procedures for the Assumption and Assignment of Certain Executory Contracts and Unexpired Leases, (E) Sale of Assets Free and Clear of Liens, Claims, Encumbrances and Interests, and (F) Assumption and Assignment of Certain Executory Contracts and Unexpired Leases* [Docket No. 403] which, among other things, requested approval of proposed bidding procedures (the "*Bidding Procedures*") for the U.S. Debtor's and the Canadian Debtors' assets;

WHEREAS, on September 1, 2010, the Bankruptcy Court entered the *Order Approving (A) the Form of the Sale Agreement, (B) the Bidding Procedures, (C) the Sale Notice and (D) the Assumption Procedures and Assumption Notice* [Docket No. 469] (the "*Bid Procedures Order*") which, among other things, approved the Bidding Procedures which contemplated an auction for the U.S. Debtor's and the Canadian Debtors' assets;

WHEREAS, on September 21, 2010 an auction (the "*Auction*") was held in accordance with the Bid Procedures Order to determine the highest and best price for the U.S. Debtor's and the Canadian Debtors' assets;

WHEREAS, at the conclusion of the Auction, the Purchaser was deemed to have submitted the highest and best bid for the U.S. Debtor's and the Canadian Debtors' assets in accordance with the Bid Procedures Order;

WHEREAS, on September 28, 2010, the Canadian Court entered an order in the Canadian Proceeding approving the sale of the Canadian Debtors' assets to the Purchaser pursuant to the ASA (the "*Canadian Sale*") ;

WHEREAS, on November 3, 2010, the Bankruptcy Court entered the *Order (A) Authorizing and Approving the Sale of Assets Free and Clear of All Liens, Claims, Encumbrances and Other Interests, (B) Approving the Assumption and Assignment of the Assigned Contracts and (C) Granting Related Relief* [Docket No. 582] approving the sale of the U.S. Debtor's assets to the Purchaser pursuant to the ASA (the "*U.S. Sale*," and together with the Canadian Sale, the "*Sale*");

WHEREAS, pursuant to the ASA, the Purchase Price (as defined in the ASA) includes, among other things, (a) a Cash Component of \$90 million (as defined in the ASA) and (b) a Fixed Asset Cash Amount (as defined in the ASA);

WHEREAS, the ASA does not provide for the mechanism by which the Cash Component, any unused portion of the Fixed Asset Cash Amount, or the repayment of obligations under the DIP Credit Facility must be allocated among the U.S. Debtor's estate (the "*U.S. Estate*") and Canadian Debtors' estates (the "*Canadian Estates*") (collectively "*Estate Allocation*");

WHEREAS the Sale closed on September 13, 2012 (the "*Closing Date*");

WHEREAS, as of the date hereof, all claims associated with the Fixed Asset Cash Amount have been settled and paid and a balance of CDN\$1,288,182.96 remains (the "*Unused Fixed Asset Cash Amount*"), which amount is being held in a segregated account in trust by the Monitor (the "*Fixed Asset Cash Account*") pending resolution of the Estate Allocation Issues (as defined below);

WHEREAS, as of the Closing Date, a segregated account to be held in trust by the Monitor (the "*Professional Fee Escrow*") was established to hold the maximum potential amount payable on account of professional fees incurred by the U.S. Debtor and the Canadian Debtors in the course of their respective restructurings and owed to Rothschild, Inc. ("*Rothschild*") and Lazard Frères & Co., LLC ("*Lazard*") and in connection therewith, the Professional Fee Escrow currently holds \$5,325,860.95 plus accrued interest since the Closing Date, of which \$4,764,812.56 related to Lazard and \$561,048.39 related to Rothschild;

WHEREAS, the U.S. Debtor and the Canadian Debtors dispute, *inter alia*, who bears responsibility to pay the fees owed to Rothschild in connection with professional advisory services rendered to the First Lien Lenders (as defined in the ASA) for which the U.S. Debtor and the Canadian Debtors may be liable pursuant to the terms of the DIP Credit Facility and the court orders approving same;

WHEREAS, as of the Closing Date, the Parties had not consensually resolved: (a) the allocation of the Cash Component and any Unused Fixed Asset Cash Amount between the U.S. Estate and the Canadian Estates; (b) the repayment obligations between the U.S. Estate and the Canadian Estates under the DIP Credit Facility, including without limitation any alleged subrogation rights of the U.S. Debtor against the Canadian Debtors; (c) the interpretation of the ASA, including sections 5.17 and 5.18 thereof; (d) treatment of the Intercompany Claim (as defined herein); (e) any alleged setoff rights of White Birch whereby any subrogation claim could be set off against all or a part of the Intercompany Claim; and (f) the allocation of fees, expenses, and expenditures, including but not limited to professional fees, expenses and expenditures and interest and other fees under the DIP Credit Facility, between the U.S. Estate and the Canadian Estate (collectively, along with any other issues raised or to be raised by any Party which could affect Estate Allocation or a distribution of proceeds, whether previously identified or not, the "*Estate Allocation Issues*");

WHEREAS, in order to close the sale on the Closing Date without impairing any Party's rights with respect to the Estate Allocation Issues, the Parties:

- agreed to release \$31,209,000 from the cash paid on Closing directly to the U.S. Estate and the Canadian Estates, of which \$8,510,282 was paid to the U.S. Estate and \$22,698,718 was paid to the Canadian Estates;
- agreed, pursuant to that certain *U.S. Estate Allocation Escrow Agreement* dated as of September 13, 2012 (the "*U.S. Escrow Agreement*"), to establish an escrow fund in the United States (the "*U.S. Escrow Fund*") to hold \$19,500,000.00 and, pursuant to and that certain *Canadian Estate Allocation Escrow Agreement* dated

as of September 13, 2012 (the "*Canadian Escrow Agreement*" and with the U.S. Escrow Agreement, collectively the "*Escrow Agreements*"), an escrow fund in Canada (the "*Canadian Escrow Fund*") to hold \$25,000,000.00 (collectively, the "*Escrow Funds*" which together hold \$44,500,000.00) in anticipation of litigation related to the Estate Allocation Issues; and

- entered into that certain *Reservation of Rights Settlement Agreement* dated as of September 13, 2012;

WHEREAS, pursuant to the *Schedules of Assets and Liabilities for Bear Island Paper Company, L.L.C.* filed in the Chapter 11 Case on March 31, 2010 [Docket No. 172], an intercompany claim (the "*Intercompany Claim*") in the amount of \$135,920,395.00 was scheduled in favor of White Birch against the U.S. Debtor;

WHEREAS, on September 17, 2012, the Committee filed the *Objection and Motion to Recharacterize of the Official Committee of Unsecured Creditors to the General Unsecured Claim of White Birch Paper Company* (the "*Intercompany Claim Objection*") in the Chapter 11 Case [Docket No. 1185] seeking to recharacterize the Intercompany Claim as equity of the U.S. Debtor, and certain of the Parties have since filed pleadings in the Chapter 11 Case in connection with the Intercompany Claim Objection;

WHEREAS, on November 19, 2012, the Bankruptcy Court held a hearing on the Intercompany Claim Objection at which the Bankruptcy Court tentatively approved the objection, without ruling as to the specific amounts to be recharacterized, and authorized parties to submit proposed findings of fact and conclusions of law;

WHEREAS, as of the date hereof, and after extensive good-faith and arms'-length negotiations, the Parties have achieved a consensual agreement to the Estate Allocation Issues and all issues related to or arising from Estate Allocation, including the Intercompany Claim Objection, and this Agreement memorializes the Parties' consensual agreement and mutual release; and

WHEREAS, the proposed compromise and settlement described herein achieves a fair allocation of value to the U.S. Estate and the Canadian Estates, resolves Estate Allocation, the Intercompany Claim Objection, including all issues, disputes, and arguments attendant thereto, and all other Estate Allocation Issues, and the Parties believe represents a fair and reasonable compromise under the circumstances.

Settlement

NOW, THEREFORE, each of the Parties, in consideration of the mutual consideration set forth in this Agreement, the receipt and sufficiency of which are hereby acknowledged, agree to fully and finally resolve any and all known and unknown disputes with respect to Estate Allocation and the Estate Allocation Issues as follows:

1. In full and final satisfaction of all Estate Allocation Issues:

- (a) of the initial \$75,709,000.00 plus accumulated interest in cash available for allocation to the U.S. Estate and the Canadian Estates, \$600,000.00 was allocated to the U.S. Debtor on the Closing Date pursuant to the ASA as the U.S. Wind-Down Amount (as defined in the ASA), and, upon the first business day after the satisfaction or waiver of all of the conditions to both the confirmation of the U.S. Plan (as defined below) and the implementation of the Canadian Plan (as defined below) (such day being the “**Effective Date**”), the remaining \$75,109,000.00 shall be allocated to U.S. Estate and the Canadian Estates as follows:
 - (i) \$30,392,867 shall be allocated to the U.S. Estate; and
 - (ii) \$44,716,133 shall be allocated to the Canadian Estates;
- (b) as soon as practicable after the Effective Date and, in any event no more than three business days after the Effective Date (the “**Disbursement Date**”), the Unused Fixed Asset Cash Amount shall be disbursed by the Monitor from the Fixed Asset Cash Account to the U.S. Debtor and the Canadian Debtors as follows:
 - (i) CDN\$257,636.59 (20% of the Unused Fixed Asset Cash Amount) to the U.S. Debtor; and
 - (ii) CDN\$1,030,546.37 (80% of the Unused Fixed Asset Cash Amount) to the Canadian Debtors;
- (c) the Monitor shall only use the proceeds of the Professional Fee Escrow to make the Rothschild Payment (as defined below), the Lazard Payment (as defined below), and to make the payments set forth in subsection (iii) below, as follows:
 - (i) on the Disbursement Date, the Monitor will disburse to Rothschild the amount of \$561,048.39 from the Professional Fee Escrow, in exchange for a release, as payment in full of all amounts owed by the U.S. Debtor and the Canadian Debtors as reimbursement for certain professional fees incurred by the First Lien Lenders, payment of which was required as part of the DIP Credit Facility (the “**Rothschild Payment**”);
 - (ii) pursuant to a settlement agreement dated December 13, 2013 between Lazard, the U.S. Debtor and the Canadian Debtors (the “**Lazard Settlement**”), the Monitor has disbursed to Lazard from the Professional Fee Escrow the amount of \$1,200,000, in full satisfaction of the liability of the Canadian Debtors to Lazard, and the U.S. Debtor shall pay to Lazard the amount of \$300,000 upon approval of the Lazard Settlement by the Bankruptcy Court, in full satisfaction of the liability of the U.S. Debtor to Lazard (the sum of these two payments, collectively, the “**Lazard Payment**”); and
 - (iii) the funds remaining in the Professional Fee Escrow following disbursement of the Rothschild Payment, in the amount of \$3,564,812.56

in principal, plus accrued interest, shall be disbursed by the Monitor to the Canadian Debtors;

- (d) on the Disbursement Date, in accordance with the terms of this Agreement and this allocation of value between the U.S. Estate and the Canadian Estates:
 - (i) \$2,982,585 of funds in the Canadian Escrow Fund shall be transferred to the U.S. Debtor, with the balance of the Canadian Escrow Fund to be transferred to the Canadian Debtors, payable to an account set up by the Monitor for the purpose of distributing such balance as provided in section 1(j) below, and in accordance with applicable law and any plan(s) of arrangement, proposal(s), bankruptcy distribution(s) or such other scheme(s) of distribution as may be utilized by the Canadian Estates; and
 - (ii) all of the funds in the US Escrow Fund shall be transferred to the U.S. Debtor for the purpose of distributing such balance in accordance with applicable law and the U.S. Debtor's *Chapter 11 Plan of Liquidation* (as same may be amended, the "U.S. Plan").
- (e) in accordance with the terms of this Agreement, the Canadian Debtors, the U.S. Debtor, the Purchaser and the Monitor will provide Joint Written Disbursement Instructions (as defined in the Escrow Agreements and the agreed upon form of which is attached hereto as **Exhibit A**) to the escrow agents under the Escrow Agreements pursuant to sections 3.2 of the Escrow Agreements within one business day of the Effective Date;
- (f) on and subject to the occurrence of the Effective Date, all intercompany claims arising on or prior to February 24, 2010 that are asserted by the Canadian Debtors against the U.S. Debtor, including, without limitation, the Intercompany Claim asserted in the approximate amount of \$135,920,395.00 that is the subject of pending litigation in front of the Bankruptcy Court, shall be disallowed in full. The Parties shall present the Bankruptcy Court with a consensual form of order, simultaneously with the filing and submission of this Agreement to the Bankruptcy Court and Canadian Court, disallowing such intercompany claims in their entirety and dismissing the pending litigation. Pending the Effective Date, the hearing before the Bankruptcy Court shall be adjourned indefinitely; provided, however, that if this Agreement has not been filed and submitted for approval by the Bankruptcy Court and the Canadian Court on or prior to May 31, 2015, then such hearing shall be subject to rescheduling on seven days prior written notice;
- (g) the joint and several claims of the First Lien Lenders and all swap claims, in the aggregate amount of \$424,897,392 (which reflects the reduction for the credit bid of \$78,000,000), shall be allowed in their entirety in the full amount of such claim against each of the U.S. Debtor and each of the Canadian Debtors, and each such claim shall not be subject to any defenses of any kind, nor any objection, reduction, setoff or disallowance in either proceeding for any reason, including on account of any payments or distributions made on such claims by any other estate;

- (h)
 - (i) the joint and several claims of the Second Lien Lenders, in an aggregate amount of \$105,078,888 shall be allowed in their entirety in the full amount of such claim against the U.S. Debtor in the Chapter 11 Case and such claim shall not be subject to any defenses of any kind, nor any objection, reduction, setoff or disallowance for any reason, including on account of any payments or distributions made on such claims by the Canadian Debtors in the Canadian Proceeding; and
 - (ii) the Monitor and the Canadian Debtors have confirmed that, of the \$105,078,888 face amount of the claims assertable by the Second Lien Lenders, certain of the Second Lien Lenders failed to file timely claims in the Canadian Proceeding. The total amount of claims timely filed against the Canadian Debtors by Second Lien Lenders is \$97,816,491.36. Therefore, the joint and several claims of the Second Lien Lenders in the aggregate amount of not less than \$97,816,491.36, shall be allowed in their entirety in the full amount of such claim asserted against each of the Canadian Debtors in the Canadian Proceeding, provided that any Second Lien Lenders who may need the approval of the Canadian Court to file their claims late and bring the total Second Lien claims filed to \$105,078,888 in the Canadian Proceedings shall be entitled to bring motions to that effect before the Canadian Court and such motions shall not be opposed by any party to this Agreement. The claims asserted by the Second Lien Lenders against the Canadian Debtors shall not be subject to any defenses of any kind, nor any objection, reduction, setoff or disallowance for any reason, including on account of any payments or distributions made on such claims by the U.S. Debtor in the Chapter 11 Case;
- (i) each Party has reviewed this Agreement and has considered its terms in the context of the U.S. Plan, and in accordance therewith each Party has determined that it will affirmatively support the U.S. Plan and file a declaration indicating such affirmative support in the Chapter 11 Case;
- (j) the Canadian Debtors, acting in consultation with the Monitor, undertake to use all commercially reasonable efforts, without undue delay, to distribute the balance of the sale proceeds and all other funds held by the Monitor by way of the Canadian Plan (as herein defined), which shall provide for distributions on a substantively consolidated basis and for the release contemplated by paragraph 1(l) of this Agreement, the whole with a view of minimizing professional expenses and expediting distribution(s) in favour of the holders of allowed claims against the Canadian Debtors. Each Party has reviewed this Agreement and has considered its terms in the context of such a Canadian Plan, and in accordance therewith each Party has determined that it will affirmatively support such a Canadian Plan;
- (k) on the Effective Date, each Party hereby (A) finally and forever releases and discharges each other Party, its chapter 11 estate (if applicable), its estate pursuant

to the CCAA (if applicable), its current, former, and future affiliates, directors, officers, principals, employees, equity sponsors, administrators, agents, financial advisors, attorneys, accountants, investment bankers, consultants, representatives and other professionals (collectively, the **"Released Parties"**) from any and all claims (including derivative claims), demands, actions, causes and rights of action, lawsuits, debts, sums of money, accounts, covenants, contracts, controversies, agreements, obligations, promises, trespasses, damages, judgments, executions, losses and liabilities of any kind or nature whatsoever, whether at law, in equity or otherwise, whether known or unknown, contingent or absolute, suspected or unsuspected, disclosed or undisclosed, hidden or concealed, disputed or undisputed, liquidated or unliquidated, matured or unmatured, and whether or not accrued, and whether or not asserted or assertable in law, equity or otherwise, for, upon, or by reason of any act, omission or other matter, cause, or thing whatsoever, arising in any jurisdiction, state, or nation, which each Party ever had, may have had or now has (collectively, **"Released Claims"**), including, without limitation, Released Claims relating to, arising from or connected to, directly or indirectly, Estate Allocation, the Estate Allocation Issues, or any claim with respect to the exchange of funds transferred, held or received by any Party at or in contemplation of the Closing, the applicable exchange rate and the timing of clearance of such funds at Closing, and (B) agrees and covenants that it shall not support any other person or entity in asserting, or cause any other person or entity to assert, any Released Claim against any Released Party. Notwithstanding the foregoing, nothing in this Section 1(k) shall waive or release any Party from, and for the avoidance of doubt the defined term **"Released Claims"** shall exclude, any: (i) obligation arising out of this Agreement; (ii) any liability with respect to any potential recourse pursuant to, or contemplated by, section 36.1 of the CCAA from or against any persons or parties other than the First Lien Lenders, the Second Lien Lenders, the Purchaser or any of their affiliates, successors or assigns; (iii) continuing or ongoing covenants, agreements, undertakings or obligations provided for in Sections 2.1.3, 2.1.5, 2.1.6, 5.11, 5.13, 5.15, 5.16, 6.5, and 7.1.2(b) of the ASA; (iv) any indemnity obligations to the First Lien Lenders, the Second Lien Lenders or the holders of swap claims relating to each such party's credit agreement and/or ISDA, as applicable, and related agreements and security documents, and the claims in the aggregate amounts set forth in sections 1(g) and 1(h) of this Agreement and the related rights that such first lien, second lien, and swap creditors may have as an undersecured creditor of each of the U.S. and Canadian Estates and (v) claims of the individual members of the Committee as against the U.S. Estate. For the avoidance of doubt with respect to clause (iv) above, the First Lien Lenders and the Second Lien Lenders hereby state that they are unaware of any indemnity obligations owing to the First Lien Lenders, the Second Lien Lenders or the holders of swap claims other than professional fees incurred by such parties (which fee amounts, to the extent not covered by retainers held by such professionals or payable by the U.S. Debtor pursuant to orders of the Bankruptcy Court, would only be added to the unsecured claims of such First Lien Lenders or Second Lien Lenders) and subject to indemnification

under such party's credit agreement and/or ISDA, as applicable; or related agreements or security documents;

- (l) in consideration for the First Lien Lenders, the Second Lien Lenders and the Purchaser agreeing to and supporting the substantive consolidation of the Canadian Debtors' estates, which results in the First Lien Lenders and the Second Lien Lenders receiving materially less than they would if the estates were not substantively consolidated, the Canadian Debtors and the Monitor agree that the plan of compromise to be submitted by the Canadian Debtors to their creditors in the Canadian Proceeding, in the form attached hereto as Exhibit B (the "**Canadian Plan**") provides, in Section 5.2(2) thereof, for a comprehensive release of all claims or potential claims against the Released Lender Parties (as defined in the Canadian Plan) (the "**Third Party Lender Release**"), and the Monitor agrees that, in any reports or other communications to creditors or the Canadian Court in connection with such Canadian Plan, it will confirm that the substantive consolidation of the Canadian Debtors' estates and the impact thereof on the First Lien Lenders, the Second Lien Lenders, the Purchaser and their affiliates represent a significant contribution on their part, making the Third Party Lender Release reasonable and appropriate in the circumstances;
 - (m) with respect to stumpage fees and silviculture costs of the Debtors invoiced by the Quebec Ministry of Energy and Natural Resources for periods prior to September 13, 2012, the Monitor has paid the amount of CDN\$293,292.40, under reservation of its rights, to pay these in full. In settlement of the dispute over responsibility for such charges, the Purchaser, the Canadian Debtors and the Monitor agree that such amount shall be split 50% to each of the Purchaser and the Canadian Debtors, and the Purchaser shall pay the amount of CDN\$146,646.20 to the Monitor on or before the Effective Date; and
 - (n) with respect to the audit being undertaken by the United States Internal Revenue Service of White Birch Paper Holdings Company ("**WBPHC**"), PricewaterhouseCoopers (as tax advisor to WBPHC) has agreed to cap their fees at \$50,000. In settlement of the dispute over responsibility for such fees, the Canadian Debtors, the U.S. Debtors and the Monitor agree that the Canadian Debtors and the U.S. Debtors shall share such fees 50% each, up to a maximum of \$25,000 for each estate.
2. All Parties acknowledge and agree that Ernst & Young Inc. acts herein in its representative capacity as the Monitor appointed by the Canadian Court in the CCAA Proceeding, and shall assume no personal liability whatsoever under the terms of this Agreement.
 3. This Agreement contains the entire agreement between the Parties with respect to the subject matter hereof and supersedes all prior agreements, including, but not limited to, all proposals, letters of intent, or representations, written or oral, pertaining to the subject matter hereof.

4. The illegality, invalidity, or unenforceability of any provision of this Agreement shall not affect the legality, validity or enforceability of any other provisions of this Agreement, which shall continue in full force and effect. In the event that any of the provisions of this Agreement shall be held by a court or other tribunal of competent jurisdiction to be illegal, invalid, or unenforceable, the Parties shall use their best efforts to modify this Agreement in a timely manner to eliminate or change such illegal, invalid, or unenforceable provisions to conform to the Parties' intentions as closely as possible in order that the transactions contemplated hereby are consummated as originally contemplated to the greatest extent possible.
5. This Agreement, and any disputes related thereto, will be governed by and be construed in accordance with the laws of the state of New York without regard to the rule of conflict of laws of the state of New York or any other jurisdiction that would require the application of the law of another jurisdiction.
6. This Agreement shall inure to the benefit of and be binding upon the Parties and their respective heirs, successors, and assigns.
7. Each of the Parties hereto agrees that irreparable damage would occur in the event that any provision of this Agreement were not performed in accordance with its specific terms or were otherwise breached. It is accordingly agreed that any Party hereto will be entitled to an injunction to prevent a breach of this Agreement.
8. The failure of any Party to enforce a provision of this Agreement will not constitute a waiver of the Party's right to enforce that provision.
9. Subject to Bankruptcy Court approval in the U.S. Debtor's Chapter 11 Case and Canadian Court approval in the Canadian Proceeding, each of the Parties hereto represents and warrants that it has the authority to enter into this Agreement and to undertake the transactions contemplated hereunder and agrees to support the approval of this Agreement as a binding resolution of all disputed issues herein by both the Bankruptcy Court and the Canadian Court.
10. (1) This Agreement, which shall be appended as an exhibit to each of the U.S. Plan and the Canadian Plan, will be of no force and effect unless, on or before May 31, 2015: (a) the U.S. Plan is confirmed by the Bankruptcy Court and the confirmation order specifically approves this Agreement; and (b) the Canadian Plan is sanctioned by the Canadian Court and the sanction order specifically approves this Agreement. The order of the Canadian Court sanctioning the Canadian Plan and approving this Agreement will (A) specifically declare and order that the cash held by the Monitor, to be distributed in favour of holders of valid claims against the Canadian Debtors, will be distributed on a substantively consolidated basis under the Canadian Plan, (B) specifically provide that such substantive consolidation under the Canadian Plan shall be valid, enforceable and binding against the Parties, against all creditors of the Canadian Debtors and, notwithstanding any eventual bankruptcy of any or all of the Canadian Debtors, against any trustee in bankruptcy that may be appointed with respect to any of the Canadian Debtors. and (C)

specifically approve the Third Party Lender Release. Each Party will support said orders to be rendered by the Bankruptcy Court and the Canadian Court.

- (2) This Agreement shall also be conditional upon the following:
- (a) the Canadian Plan and the U.S. Plan must be on terms acceptable to the First Lien Lenders, the Second Lien Lenders and the Purchaser, acting reasonably;
 - (b) satisfaction or waiver of all of the conditions to both the confirmation of the U.S. Plan and the implementation of the Canadian Plan; and
 - (c) payment by the Purchaser of CDN\$146,646.20 in favour of the Monitor, as provided by Section 1(m) hereto.
11. Unless specifically mentioned otherwise, all amounts in this Agreement are expressed in U.S. currency.
12. This Agreement may be executed in two or more counterparts, each of which shall be deemed an original, but all of which together shall constitute one agreement. This Agreement may be executed by facsimile, PDF, or electronic signature, and such facsimile or PDF signature shall be treated as an original signature hereunder.

EXECUTION VERSION

IN WITNESS WHEREOF, the Parties hereby execute this Agreement by and through their duly authorized representatives as of the date first written above.

Agreed to and Accepted by:

ESTATE BIPCO, LLC (f/k/a Bear Island Paper
Company, L.L.C.)

Edward D. Sherrick

President

EXECUTION VERSION

Agreed to and Accepted by:

BDCM Opportunity Fund II, L.P.

[Name]

[Title]

EXECUTION VERSION

Agreed to and Accepted by:

Black Diamond CLO 2005-1 Ltd.

[Name]

[Title]

Agreed to and Accepted by:

Black Diamond CLO 2005-2 Ltd.

[Name]

[Title]

EXECUTION VERSION

Agreed to and Accepted by:

Black Diamond CLO 2006-1 (Cayman) Ltd.

[Name]

[Title]

EXECUTION VERSION

Agreed to and Accepted by:

Black Diamond International Funding Ltd.

[Name]

[Title]

EXECUTION VERSION

Agreed to and Accepted by:

BDC Finance Ltd.

[Name]

[Title]

EXECUTION VERSION

Agreed to and Accepted by:

The Official Committee of Unsecured
Creditors of Estate BIPCO, LLC (f/k/a Bear
Island Paper Company, L.L.C.)

[Name]

[Title]

EXECUTION VERSION

Agreed to and Accepted by:

Estate WBPC Company

Edward D. Sherrick
President

EXECUTION VERSION

Agreed to and Accepted by:

Estate SGPI Inc.

Edward D. Sherrick

President

EXECUTION VERSION

Agreed to and Accepted by:

SSEC L.P.,
by a general partner, Estate WBPC Company

Edward D. Sherrick
President

Agreed to and Accepted by:

FFSGPI Inc.

Edward D. Sherrick

President

EXECUTION VERSION

Agreed to and Accepted by:

FFSIA L.P.,
by a general partner, Estate WBPC Company

Edward D. Sherrick

President

EXECUTION VERSION

Agreed to and Accepted by:

FFS L.P.,
by a general partner, Estate WBPC Company

Edward D. Sherrick
President

EXECUTION VERSION

Agreed to and Accepted by:

Estate GCSI Inc.

Edward D. Sherrick

President

Agreed to and Accepted by:

Estate PML Inc.

Edward D. Sherrick

President

EXECUTION VERSION

Agreed to and Accepted by:

Ernst & Young Inc.

Jean-Daniel Breton, CPA, CA, FCIRP

Senior Vice President

*Monitor Appointed in the CCAA Proceedings,
acting solely in its capacity as the Canadian
Monitor and not acting in its personal
capacity.*

EXECUTION VERSION

Agreed to and Accepted by:

BD White Birch Investment LLC

[Name]

[Title]

EXHIBIT A
Joint Written Instructions
Canadian Estate Allocation Escrow Agreement

BNY Trust Company of Canada
c/o Ms. Moran Chiu
320, Bay Street, 11th floor
Toronto, Ontario M5H 4A6
Tel: 416-933-8526
Fax: 416-360-1711
moran.chiu@bnymellon.com

Re: Estate WBPC

Ms. Chiu,

These instructions are given to you pursuant to Section 3.2 of the Escrow Agreement dated September 13, 2012 (the **Canadian Escrow Agreement**) entered into between Bear Island Paper Company, L.L.C (the **U.S. Seller**), White Birch Paper Company and certain of its affiliates (the **Canadian Sellers**), B.D. White Birch Investment LLC (the **Purchaser**), the Monitor appointed in the CCAA proceedings of the Canadian Sellers (the **Canadian Monitor**), as well as BNY Trust Company of Canada in its capacity as escrow agent.

You are hereby jointly instructed by the U.S. Seller, the Canadian Sellers, the Purchaser, and the Canadian Monitor, to disburse the funds in the amount of US\$25,000,000 in principal, plus any accrued interest, held by you pursuant to the Canadian Escrow Agreement, in the following manner:

Disbursement of US\$2,982,585 to the U.S. Estate:

To: Estate BIPCO, LLC (f/k/a Bear Island Paper Company, L.C.C.)
Bank: ●
Account No: ●
Transit: ●

Disbursement of the balance, including any accrued interest, to the Canadian Estates:

To: Ernst & Young Inc., in its capacity as Monitor of
White Birch Paper Company *et al*,
800, Renée-Lévesque West, Suite 1900
Montreal (Québec) H3B 1X9
Bank: National Bank of Canada
600, de la Gauchetière West, Level A
Montreal (Québec) H3B 4L2
Account No: 20-400-22
Transit: 0001-1
Swift Code: BNDCCAMMINT

The U.S. Seller:

ESTATE BIPCO, LLC (f/k/a Bear Island Paper Company, L.L.C.)

Edward D. Sherrick
President

The Canadian Sellers:

Estate WBPC Company (f/k/a White Birch Paper Company); Estate SGPI Inc. (f/k/a Stadacona General Partner Inc.); SSEC L.P. (f/k/a Stadacona L.P.), by general partner Estate WBPC Company; Estate FFSGPI Inc. (f/k/a F.F. Soucy General Partner Inc.); FFSIA L.P. (f/k/a F.F. Soucy, Inc. & Partners, Limited Partnership), by general partner Estate WBPC Company; FFS L.P. (f/k/a F.F. Soucy L.P.), by general partner Estate WBPC Company; Estate GCSI Inc. (f/k/a Arrimage de Gros Cacouna Inc.); and Estate PML Inc. (f/k/a Papier Masson Ltée)

Edward D. Sherrick
President

The Purchaser:

BD White Birch Investment LLC

[Name]
[Title]

The Canadian Monitor:

Ernst & Young Inc.

[Name]
[Title]

Monitor Appointed in the CCAA Proceedings, acting solely in its capacity as the Canadian Monitor and not acting in its personal capacity.

EXHIBIT A
Joint Written Instructions
U.S. Estate Allocation Escrow Agreement

The Bank of New York Mellon
c/o Ms. Alicia Strobe, Specialty Products – Escrow
525 William Penn Place, 38th floor
New York, NY 10286
Fax: 212-815-5875
alicia.c.strobe@bnymellon.com

Re: Estate WBPC

Ms. Strobe,

These instructions are given to you pursuant to Section 3.2 of the Escrow Agreement dated September 13, 2012 (the **U.S. Escrow Agreement**) entered into between Bear Island Paper Company, L.L.C (the **U.S. Seller**), White Birch Paper Company and certain of its affiliates (the **Canadian Sellers**), B.D. White Birch Investment LLC (the **Purchaser**), the Monitor appointed in the CCAA proceedings of the Canadian Sellers (the **Canadian Monitor**), as well as Bank of New York Mellon in its capacity as escrow agent.

You are hereby jointly instructed by the U.S. Seller, the Canadian Sellers, the Purchaser, and the Canadian Monitor, to disburse the funds in the amount of US\$19,500,000 in principal, plus any accrued interest held by you pursuant to the U.S. Escrow Agreement, to the Estate BIPCO, LLC.

Disbursement of the funds to the U.S. Estate

To: Estate BIPCO, LLC (f/k/a Bear Island Paper Company, L.C.C.)
Bank: ●
Account No: ●
Transit: ●

[Signature page follows]

The U.S. Seller:

ESTATE BIPCO, LLC (f/k/a Bear Island Paper Company, L.L.C.)

Edward D. Sherrick
President

The Canadian Sellers:

Estate WBPC Company (f/k/a White Birch Paper Company); Estate SGPI Inc. (f/k/a Stadacona General Partner Inc.); SSEC L.P. (f/k/a Stadacona L.P.), by general partner Estate WBPC Company; Estate FFSGPI Inc. (f/k/a F.F. Soucy General Partner Inc.); FFSIA L.P. (f/k/a F.F. Soucy, Inc. & Partners, Limited Partnership), by general partner Estate WBPC Company; FFS L.P. (f/k/a F.F. Soucy L.P.), by general partner Estate WBPC Company; Estate GCSI Inc. (f/k/a Arrimage de Gros Cacouna Inc.); and Estate PML Inc. (f/k/a Papier Masson Ltée)

Edward D. Sherrick
President

The Purchaser:

BD White Birch Investment LLC

[Name]
[Title]

The Canadian Monitor:

Ernst & Young Inc.

[Name]
[Title]

Monitor Appointed in the CCAA Proceedings, acting solely in its capacity as the Canadian Monitor and not acting in its personal capacity.



Ernst & Young Inc.
800, boul. René-Lévesque Ouest
Bureau 1900
Montréal (Québec) H3B 1X9

Tél./Tel: +1 514 875 6060
Télec./Fax: +1 514 879 2600
ey.com

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE MONTRÉAL
N° : 500-11-038474-108

C O U R S U P É R I E U R E
Chambre commerciale
*Tribunal désigné aux termes de la Loi sur les arrangements
avec les créanciers des compagnies*

DANS L'AFFAIRE DU PLAN DE COMPROMIS PROPOSÉ DE SUCCESSION COMPAGNIE WBPC (AUTREFOIS
COMPAGNIE DE PAPIERS WHITE BIRCH) ET DE DIVERSES FILIALES ET ENTITÉS AFFILIÉES

DÉBITRICES

FORMULAIRE DE PROCURATION ET DE VOTE

Le soussigné, créancier ou représentant dûment autorisé du créancier dans l'affaire susmentionnée nomme
_____ (nom du fondé de pouvoir),
de _____ (adresse complète)
mon fondé de pouvoir à tous égards dans l'affaire susmentionnée, sauf la réception de dividendes, celui-ci étant
habilité à nommer un autre fondé de pouvoir à sa place (ou n'étant pas habilité à nommer un autre fondé de
pouvoir à sa place).

Si vous le désirez, vous pouvez donner des instructions de vote à votre fondé de pouvoir en remplissant la section ci-dessous :

Par ailleurs, le soussigné créancier donne des instructions à _____
(nom du fondé de pouvoir), de voter comme suit en ce qui concerne le plan de compromis daté du
_____ ou toute modification de celui-ci, le cas échéant:

POUR (marquez d'un "X" la case suivante si vous désirez que le Plan soit accepté)

☐

CONTRE (marquez d'une "X" la case suivante si vous désirez que le Plan soit rejeté)

☐

Fait en la ville de _____, le _____ e jour de _____ 2015.

Nom du créancier

Signature du témoin

Signature du créancier (du représentant du créancier)

Numéro de téléphone : () _____

Numéro de télécopieur : () _____

Adresse électronique : _____



Ernst & Young Inc.
800, boul. René-Lévesque Ouest
Bureau 1900
Montréal (Québec) H3B 1X9

Tél./Tel: +1 514 875 6060
Télec./Fax: +1 514 879 2600
ey.com

CANADA
PROVINCE OF QUÉBEC
DISTRICT OF MONTRÉAL
NO: 500-11-038474-108

S U P E R I O R C O U R T
Commercial Division
*Designated tribunal under the
Companies' Creditors Arrangement Act*

IN THE MATTER OF THE PROPOSED PLAN OF COMPROMISE OF ESTATE WBPC COMPANY (FORMERLY KNOWN AS WHITE BIRCH PAPER COMPANY) AND VARIOUS SUBSIDIARIES AND AFFILIATES

DEBTORS

FORM OF PROXY AND VOTING LETTER

The undersigned, a creditor or a duly authorized representative of the creditor in the above matter, hereby appoints _____ (name of proxy holder),
of _____ (complete address),
to be my (or our) proxy in the above matter except as to the receipt of dividends, with (or without) power to appoint another proxy in his or her place.

If you so wish, you can give instruction to the designated proxyholder to vote by completing the information hereinbelow:

Furthermore, the undersigned creditor hereby requests that _____
(name of the proxyholder), cast the following vote in connection with the proposed plan of compromise dated _____, or any modification thereof, as the case may be:

FOR (mark this box with an "X" if you wish the proposed plan of arrangement to be accepted)

☐

AGAINST (mark this box with an "X" if you wish the proposed plan of arrangement to be rejected)

☐

Dated in the city of _____, this _____th day of _____ 2015.

Name of Creditor

Signature of witness

Signature of creditor (or its representative)

Telephone no: () _____

Fax no: () _____

e-mail address: _____

Marc Lafleur
6549 Legault
Orléans ON K1C 2Y9
Canada

Jocelyn Pépin
SFK Pâte S.E.N.C.
1010 rue de Sérigny bureau 100
Longueuil QC J4K 5G7
Canada

Claude Boucher
Transport Gilmyr Inc
315, chemin du Coteau
Montmagny QC G5V 3R8
Canada

Bibiane Girard
Équipements Cardinal Inc.
1165, Rue Valet
L'Ancienne-Lorette QC G2E 5T5
Canada

Gilles Cloutier
Riobec Sécurité inc.
160, Edmonton
Gatineau QC J8Y 3S6
Canada

Christine Plourde
Réfrabec
925, boul. Lionel-Boulet
Varenes QC J3X 1P7
Canada

Karen Neath
KBC Tools Inc
6200, Kennedy Rd #1
Mississauga ON L5T 2Z1
Canada

Collette Sylvestre
Ryerson Canada Inc
3399, Francis-Hugues
Laval QC H7L 5A5
Canada

Jacques Gauthier
Quincaillerie R. Durand
9635, boul L'Ormière
Québec QC G2B 3K7
Canada

Candy Huang
Securo Vision Inc
2285, rue de la Métropole
Longueuil QC J4G 1E5
Canada

Ghislain Leblond
Syndicat des producteurs de bois
du Centre-du-Québec
2410, rue de l'Industrie
Trois-Rivières QC G8Z 4R5
Canada

Gina Stelluti
Services de café Van Houtte S.E.C.
8215, 17e avenue
Montréal QC H1Z 4J9
Canada

Pascale Cloutier
Pro-Métal Plus Inc
12, boulevard des Sources
Deschambault QC G0A 1S0
Canada

Frédéric Lebel
Groupe Lebel Inc
54, rue Amyot
Rivière-du-Loup QC G5R 3E9
Canada

Carol Bourbon
Dural Division of Multibond Inc
550, Marshall Ave.
Dorval QC H9P 1C9
Canada

Sandra O'Hagan
United Rentals of Canada Inc
115, Ardelt Ave.
Kitchener ON N2C 2E1
Canada

Lucie Lemire
Industries Wajax Limitée
1100, Norman
Lachine QC H8S 1A6
Canada

Karin Palmquist
Liquiteck Inc
3521 Ashby Street
Ville Saint-Laurent QC H4R 2K3
Canada

Horace Dufour
G&H Logistics Inc
189 Begin
Sainte-Claire QC G0R 2V0
Canada

Gaétan Madore
Pare-Brise Madore Inc. (Duro Vitres d'Autos)
990, rue Dollard
Gatineau QC J8L 3H3
Canada

Daniel Hachey
Kingsway Transport
6700, chemin St-François
Ville Saint-Laurent QC H4S 1B7
Canada

Daniel Hachey
Select Daily Transport
6700, chemin St-François
Ville Saint-Laurent QC H4S 1B7
Canada

Micheline Gallotta
Robin Neron Ltée
1475, rue Lunard
Laval QC H7S 2H8
Canada

Jean A Blais
Banyan Chaînes Inc
350, boul. Ford Loc 140
Châteauguay QC J6J 4Z2
Canada

Claire Roger
Conval Québec Ltée
4 - 4100B Sladeview Cr
Mississauga ON L5L 5Z3
Canada

Omer Caron
Porte Royale Inc
89, boulevard Cartier
Rivière-du-Loup QC G5R 4X4
Canada

Johanne Hébert
EMCO Corporation
380, rue Morse
Québec QC G1N 4L4
Canada

Chantal Maillet
Xerox Canada Ltée
3400, de Maisonneuve Ouest Suite 900
Montréal QC H3Z 3G1
Canada

Francesco Carrano
EMS Seimec Inc
8455, rue Champ d'Eau
Montréal QC H1P 1Y1
Canada

Denis Légaré
Quéloz & Associés Inc
4100, rue Jean-Marchand
Québec QC G2C 1Y6
Canada

Janice Lelièvre
Nuera Industriel Inc
1980, boul. Pagenais
Laval QC H7L 5W2
Canada

Luc Jean
Protection Incendie CFS Ltée
365, rue des Commandants
Trois-Rivières QC G8T 9A2
Canada

Pierre Berthiaume
USNR
1600, rue Saint-Paul
Plessisville QC G6L 2Y9
Canada

Drolet, Serge
49 rue du Liseron
Pont-Rouge QC G3H 0C4
Canada

Brigitte Vachon
Sinto Inc
3750, 14e avenue
Saint-Georges QC G5Y 8E3
Canada

Denis St-Pierre
Formation Prévention Secours Inc
230, rue Simeon-Delisle Bureau 101
Portneuf QC G0A 2Y0
Canada

Katie Blondeau
Convoyeur Continental & Usinage Ltée
470, rue St-Alphonse Sud
Thetford Mines QC G6G 3V8
Canada

Danielle Laroche
SPME Québec Inc
2800, rue St-Jean Baptiste #170
Québec QC G2E 6J5
Canada

Sophie Lavigne
CFER Outaouais
444, rue St-Rome Est Porte 700
Gatineau QC J8P 8A9
Canada

Claude Bédard
Filtration L.A.B. Inc
193, rang de l'Église
Saint-Liguori QC J0K 2X0
Canada

Chantal Lalonde
Metalium Inc
4020, rue Garand
Laval QC H7L 5C9
Canada

Dominique Gauthier
Commtech
165, rue Gamelin
Gatineau QC J84 1W1
Canada

Daniel Aubin
Tubulure Québec
5130, rue Rideau Local 160
Québec QC G2E 5S4
Canada

Manon Sabourin
CHEM Action Inc
4559, boul Métropolitain Est
Saint-Léonard QC H1R 1Z4
Canada

Claude Mallette
Bonetti Canada Inc
101, place Jourdain
Trois-Rivières QC G8W 2H3
Canada

Jean Tremblay
Tuyaux Hitech (HTP) Ltée
125, boul. Brunswick
Pointe-Claire QC H9R 5N2
Canada

Aleem Boganee
Samuel Strapping Systems
2370, Dixie road
Mississauga ON L4Y 1Z4
Canada

C. Quibell
Festo Inc
5300, Explorer drive
Mississauga ON L4W 5G4
Canada

Zamir Selimaj
Groupe Regard-Sécurité Inc
6984, Côte de Liesse
Ville Saint-Laurent QC H4T 1Y5
Canada

Serge Meilleur
9025-3444 Québec Inc
1031, boul. des Ruisseaux
Mont-Laurier QC J9L 3G6
Canada

Liliane Vezina
Pro Technique Québec Inc
1415, rue Frank-Carrel Local 105
Québec QC G1N 4N7
Canada

Christian Lemieux
Techni-Data Performance Inc
12305, boul. Métropolitain Est
Montréal QC H1B 5R3
Canada

Josée Leclerc
Location d'Outils Simplex S.E.C.
9740, Acadie
Montréal QC H4N 1L8
Canada

Harold Leblanc
Adelard Soucy (1975) Inc
217, rue Temiscouata C.P. 242
Rivière-du-Loup QC G5R 3Y8
Canada

Nancy Pace
QIP Equipment Ltd
193, Brunswick blvd.
Pointe-Claire QC H9R 5N2
Canada

Sam Liblein
Papier Blue Star Inc
2700, rue Leger
Lasalle QC H8N 1A3
Canada

Mark Lieblein
Conversion Millennium (2003) Inc
2700, rue Léger
Lasalle QC H8N 1A3
Canada

Philip Larocque
Christie & Walther
1179, rue St-Louis
Gatineau QC J8T 2L7
Canada

Dianne Fine
Laidlaw Carriers Van LP
45, Kerr Crescent, R.R. #3
Guelph ON N1H 6H9
Canada

Sébastien Lavoie
Bois Granval G.D.S Inc
207, route 295
Dégelis QC G5T 1R1
Canada

Élisabeth Vézina
Coopérative Forestière des Hautes-Laurentides
395, boul. des Ruisseaux
Mont-Laurier QC J9L 0H6
Canada

Cécile Breton
D.M. Breton Inc
431, rue Bellegarde
Saint-Honoré-de-Shenley QC G0M 1V0
Canada

Madalina Vancu
Le Groupe de Sécurité Garda Inc
1390, rue Barré
Montréal QC H3C 1N4
Canada

Kiley, Patrick
12, rue Juneau
Shannon QC G0A 4N0
Canada

Bertrand Roy
B. Roy Transport
1535, 8e rue
St-Prosper-de-Dorchester QC G0M 1Y0
Canada

Diane Bérubé
Day & Ross Inc
398, Main st.
Hartland NB E7P 1C6
Canada

Jacinthe Leduc
Vallée Inc
310, rue Principale
Saint-Alban QC G0A 3B0
Canada

Catherine Seidel
Nicholson Manufacturing Ltd
9896, Galaran Road P.O. Box 2128
Sidney BC V8L 3S6
Canada

Ducas, Michel
1388, rue Baronet
Saint-Nicolas QC G7A 4L1
Canada

Jacynthe Dickne
Dickner Inc
559, Lausanne
Rimouski QC G5L 4A7
Canada

Carol Bourbon
Dural Division of Multibond
550, Marshall Ave.
Dorval QC H9P 1C9
Canada

Patrice Meloche
Osisoft Canada VLC
1155, rue University #612
Montréal QC H3B 3A7
Canada

Robert Pageau
Equipelement Industriel Polar Inc
750, Pierre-Bertrand
Québec QC G1M 3L2
Canada

Raymond Roy
Transport Inter Beauce
181, 181e rue
Beauceville QC G5X 2S9
Canada

Jacqueline Comeau
Anachemia Science Division Anachemia Canada Inc
255, rue Norman
Lachine QC H8R 1A3
Canada

Mathieu Pellerin
Airablo Equipement Inc
1050, rue de l'Acadie
Victoriaville QC G6T 1R3
Canada

Manon Giroux
FSH Welding Canada Inc
2341, 46e avenue
Lachine QC H8T 3C9
Canada

Michel Bilodeau
M. Bil Terrassement Enr
2332, route de fossambault
Sainte-Catherine-de-la-Jacques-Cartier QC G3N 1P9
Canada

Pierrette Poulin
Les Systemes de Marquage Diagent 2004 Inc
773 Bériault
Longueuil QC J4C 1X7
Canada

Lise Vallée
Dionne, Albany
4, Mirepoix
Lévis QC G6V 4R2
Canada

Sophie Alary
Centre de Téléphone Mobile Ltée
1100, rue Bouvier Local 400
Québec QC G2K 1L9
Canada

Valérie Matte
Garage René Bertrand Inc
1114, route 138
Neuville QC G0A 2R0
Canada

Eric Wei
Yale Industrial Trucks Mtl Ltd
560, Orly
Dorval QC H9P 1E9
Canada

Aline Audet
ABGG Technologies Inc
9145, boul. Mathieu Bureau 500
Québec QC G1G 6J9
Canada

Stéphane Poiré
Mack Ste-Foy Inc
2550, Avenue Watt
Québec QC G1P 3T4
Canada

Ray Faust
Graphic Finishers
4860, Fisher
Montréal QC H4T 1Y5
Canada

Jacques Lévesque
Clinique Radiologique de la Capitale
4225, 4e Avenue Ouest Suite 1
Québec QC G1H 6P3
Canada

Alain Jolicoeur
Rematech Div. Bremo Inc
214, route 138
Saint-Augustin-de-Desmaures QC G3A 2X9
Canada

Pierre Couture
Groupe Polyalto Inc
3825, rue Jean Marchand
Québec QC G2C 2J2
Canada

Danielle Johnson
Wipeco Industries Inc
3700, St-Patrick
Montréal QC H4E 1A2
Canada

Kris Heideman
Lavern Heideman & Sons Limited
2057, Foymount Rd
Eganville ON K0J 1T0
Canada

Tommy Dussault
Léo Dussault Transport Ltée
70, rue Richard
Cap-Santé QC G0A 1L0
Canada

France Duval
Corporation du Régime de Classification des tâches de
l'industrie des produits forestiers
154, rue Radisson
Trois-Rivières QC G9A 2C3
Canada

Sonia Ouellet
Magasin Léopold Fontaine Inc
237, Hôtel-de-Ville
Rivière-du-Loup QC G5R 4E5
Canada

Kristian Martin
Furneco International Inc
9600, rue Ignace Suite J
Brossard QC J5A 1T8
Canada

Chantale Caron
Les Industries Desjardins Ltée
79, rue Principale
Saint-André-de-Kamouraska QC G0L 2H0
Canada

Frédéric Lagacé
Richard Pelletier & Fils Inc
4, rue St-Marc C.P. 160
Squatec QC G0L 4H0
Canada

Lyne Viel
Recyc-Laser
223, Lafontaine
Rivière-du-Loup QC G5R 3A6
Canada

Bob Rollwagen
Metro Waste Paper Recovery Inc
66, Shorncliffe Road
Toronto ON M8Z 5K1
Canada

Paul Meunier
Les Entreprises Duckbill Inc
90, St-Hilaire
Trois-Rivières QC G8V 2J8
Canada

Sébastien Lavoie
Bois Marsoui G.D.S. Inc
207, route 295
Dégelis QC G5T 1R1
Canada

Jo-Ann Semeteys
L.V. Lomas Ltd
1660, Hymus blvd.
Dorval QC H9P 2N6
Canada

Diane Tremblay
Transport TFI 11 (St-Lambert)
1956-B, 3^e rue
Saint-Romuald QC G6W 5M6
Canada

Carole Breux
Club Voyages Inter - Division de Transat Distribuion
Canada Inc
300, Leo Pariseau 7^e étage
Montréal QC H2X 4B3
Canada

Mario Michaud
Pompaction Inc
119, bl Hymus
Pointe-Claire QC H9R 1E5
Canada

Carole Langevin
Equipement SMS
205, Clément Gilbert
Chicoutimi QC G7H 5B1
Canada

Micheline Germain
VEOLIA ES Matières résiduelles
2222, rue Lavoisier
Québec QC G1N 4H2
Canada

Claude Lachance
Inter Cellulaire (9147-3991 Québec Inc)
2384, boul Louis XIU
Québec QC G1C 5Y8
Canada

Nancy Langlais
Industrie L.D. Inc
2370, rue Bauman
Jonquière QC G7S 4S4
Canada

René Morin
Groupe Dynaco
87, route 132 ouest
La Pocatière QC G0R 1Z0
Canada

Shabbir Ismail
Ronan Engineering. Ltd
335 Renfrew Drive. Suite Suite #202
Markham ON L3R 9S9
Canada

Joëlle Provost
Industries Robillard & Fils Ltée
10601, Ste-Gertrude
Montréal-Nord QC H1G 5N5
Canada

Connie Brown
Howard Marten Company.Ltd
902 Dillingham Rd
Pickering ON L1W 1Z6
Canada

Nancy Grant
Guillevin International Cie
7900, Taschereau C-206
Brossard QC J4X 1C2
Canada

Bouchra B.Williot
Industries Desormeau Inc.
8195 pascal gagnon
Saint-Léonard QC H1P 1Y5
Canada

René Béland
Les Entreprises René Béland Inc
221, rue Yergeau
Val-D'Or QC J9P 0B9
Canada

Johanne Murray
corporation newalta
9955 avenue de catania Suite 245
Brossard QC J4Z 3V5
Canada

Gilles Lamarche
Unisource Canada Inc
4300 Hickmore
Ville Saint-Laurent QC H4T 1K2
Canada

Dan Vyrosto
DHL Global Forwarding Cds Inc
6200 Blvd. Edwards
Mississauga ON L5T 2V7
Canada

Chantal Leclaire
M.L. Air Inc.
4058 Le Corbusier
Laval QC H7L 5R2
Canada

François Lanthier
Société de protection des forêts contre le feu
715, 7e rue de l'Aéroport
Québec QC G2C 2S7
Canada

Chantal Couture
Les Pneus Robert Bernard Inc
765 rue principale
Saint-Paul-d'Abbotsford QC J03 1A0
Canada

Gilles Durocher
Émile Charette & Fils Ltée
120, rue Joseph
Gatineau QC J8L 1E9
Canada

Nadia Rinaldi
Insight Canada
5410 décarie
Montréal QC H3X 4B2
Canada

Gilles Miville
MGM Groupe Conseil
1478 Rue Boudelaire
Québec QC G2E 4G1
Canada

François Prémont
Toitures Prémont & Fils Inc
4540, Henri Bourassa
Québec QC G1H 3A5
Canada

Carole Mace
Gazifère Inc
706, boul. Gréber
Gatineau QC J8V 3P8
Canada

Anne M. Lyonnais
micro logic sainte-foy Ltee
2786 chemin ste-foy
Québec QC G1V 1V8
Canada

Thomas Lachine
Lacombe Waste Services
5555 Power Rd
Ottawa ON K1G 3N4
Canada

Robert Di Benedetto
Motion Industries Canada Inc
1520, 55th Ave
Lachine QC H8T 3J5
Canada

Jacques Pettigrew
Produits capital inc
1165 Lomer Gouin Suite 130
Québec QC G1N 1T3
Canada

Gail Donnelley
Ganka Inc
1401 des pins ouest
Ancienne-Lorette QC G2E 1G9
Canada

Guy Carrier
Transport GSCK Inc.
4430 Bluteau
Québec QC G2B 4N1
Canada

Yanick Piuze
Poulin + Piuze Inc
2115 rue lavoisier
Québec QC G1N 4B2
Canada

Michèle Cossette
Univar Canada Limitée
2200 Chemin st-francois
Dorval QC H9P 1K2
Canada

Mike Allen
Le Groupe GLM (2005) Inc
5 avenue Narcisse-Blais
Baie-Commeau QC G4Z 1T3
Canada

France Allard
Lorentzen & Wettre Canada Inc
4709 Louis-B-Mayer
Laval QC H7P 6G5
Canada

Yves Chouinard
Hexco Stainless Div. De Le Groupe J.S.V. Inc.
8015 Marco Polo
Montréal QC H1E 5Y8
Canada

Marc-André Bédard
Transport Bernières Inc
1721, A.-R. Décary
Québec QC G1N 3Z7
Canada

Kevin Comeau
Dynamic Transport Inc
197, rue de L'Anse
Eel River Crossing NB E8E 1R2
Canada

Marco Paris
Solus Sécurité Inc
2545 Sidbec
Trois-Rivières QC G8Z 4M6
Canada

Mourad Madoui
Hercules SLR Inc
3800, Autoroute Transcanadienne
Pointe-Claire QC H9R 1B1
Canada

André Gélinas
Agence des Forêts Privées de Québec 03
3100, Av. du Bourg-Royal
Québec QC G1C 5S7
Canada

Martin Laplante
Bois D'Oeuvre Cedrico Inc
39, St-Jean-Baptiste C.P. 477
Price QC G0J 1Z0
Canada

Denis Morasse
Transport Thibodeau Inc
128, route 138
Portneuf QC G0A 2Y0
Canada

Gynette Goupil
Transport YN Gonthier Inc
2090, 3e Rue
Saint-Romuald QC G6W 5M6
Canada

Jean-Paul Céré
Sentinelle Santé
232, boul. Saint-Joseph
Gatineau QC J8Y 3X4
Canada

Michel Poirier
Carriere & Poirier Equipment Ltd
5024, route 17
Alfred ON K0B 1A0
Canada

Mario Lanthier
Syndicat des Propriétaires Forestiers du
Sud-Ouest du Québec
725, rue Vaudreuil
Mont-Laurier QC J9L 2B8
Canada

Patrick Martel
Les Services G&K Québec Inc
8400, 19e Avenue
Montréal QC H1Z 4J3
Canada

Yvan Lessard
Cecil Bilodeau Autos Ltée
9641 Boul. Ste-Anne
Sainte-Anne-de-Beaupré QC G0A 3C0
Canada

Heather Ferguson
Paprima Industries Inc
75, rue Guthrie
Dorval QC H9P 2P1
Canada

Charlie Absi
9154-2589 Québec Inc
240 ch. Montréal O
Gatineau QC J8M 1P4
Canada

Carole Lévesque
Société d'Usinage Barrière Inc.
1720 rue Effingham
Terrebonne QC J6Y 1R7
Canada

Tom L. Massé
TLM Mach. & Equipe. LTEE
191 Oneida Dr.
Pointe-Claire QC H9R 1A9
Canada

Carl Woodward
Imprimerie Papineauville Inc.
348 Papineau
Papineauville QC J0V 1R0
Canada

Vincent Allard
Merrill Allard. Inc
2309 Ave. De La Rotonde
Charny QC G6X 2M2
Canada

Patricia Iok
Bell Mobilité Inc.
3e étage Groupe d'insolvabilité
200 Blv Bouchard
Dorval QC H9S 5X
Canada

Annie Bélisle
Air Liquide Canada. Inc.
11201 boul. Ray-dawson
Anjou QC H1J 1M6
Canada

Denise Labbé
Papier-Rebuts Lévis Inc.
2885, rue Gravel
Saint-Romuald QC G6W 1W9
Canada

Gaby Dubuc
Groupe Système Forêt
255, route du Pont Bureau 200
Saint-Nicolas QC G7A 2V1
Canada

Josée Godbout
Atlantis Pompe Ste-Foy Inc.
1844 Boul. Hamel Ouest
Québec QC G1N 3Z2
Canada

Annie Pelletier
Transport Morneau Inc
40, rue Principale
Saint-Arsène QC G0L 2K0
Canada

Annie Pelletier
Groupe Reflexion Logistique Inc
40, rue Principale
Saint-Arsène QC G0L 2K0
Canada

Mary Antonini
ATLAS COPCO COMPRESSORS CANADA
30 montrose
Dollard-des-Ormeaux QC H9B 3J9
Canada

Yves Laprade
VDO 3L Inc
913 boul. Hurtubise
Gatineau QC J8P 1Z9
Canada

Jean Gaudreau
Transit Henri IV Inc
961, boulevard Champlain
Québec QC G1K 4J9
Canada

Louis Latulippe
Métal Léger L&V Inc.
485 Ave Godin
Québec QC G1M 3G7
Canada

Sylvie Chouinard
Martin Bastille Inc
227, Anse-au-Persil
Rivière-du-Loup QC G5R 5Z5
Canada

Marc Levasseur
Compagnie Motoports Inc.
1124 st-calixte
Plessisville QC G6L 1N8
Canada

Jean-Louis Lemieux
165119 Canada Inc (Transport JL Lemieux Inc)
2 rue Lemieux
Grande-Vallée QC G0E 1K0
Canada

Jean-Claude Thiffault
Moisan Portes de Garage Inc
350, avenue des Cordillères
Québec QC G1C 4N3
Canada

Suzanne Lajoie
D.M. Valve et Contrôles Inc
3460 Poirier
Ville Saint-Laurent QC J7T 2E1
Canada

Kack, Terry
Kack, Terry
136 Hemlock cres.
Cornwall ON K6H 7L7
Canada

Ginette Côté
BATTERIES EXPERT RIVIERE-DU-LOUP
114 rue joly
Rivière-du-Loup QC G5R 3H6
Canada

John Fleck
Hydro Silica Equipment Ltd
1211, New Market Street
Ottawa ON K1B 3V1
Canada

Pierre Marois
Pierre Marois - Audiologiste
800, rue Alain App #600
Québec QC G1X 4E7
Canada

Lynette Logan
WOLSELEY INDUSTRIAL PRODUCTS GROUP
880 laurentian drive
Burlington ON L7N 3V6
Canada

Darlene Shaw
International Truckload Services Inc
107 Bellevue Drive Box 1450
Belleville ON K8N 5J1
Canada

Debbie Turcotte
Walmar Ventilation Products, Div. of Randebar Ent. Inc.
24 gurdwara rd
Nepean ON K2E 8B5
Canada

Thérèse Toussaint
Transport Toussaint et Fils Inc
157, rue Principale
Saint-Camille-de-Lellis QC G0R 2S0
Canada

Martin Roussel
Martin Roussel Distribution Inc
650, Graham Bell Bureau 116
Québec QC G1N 4H5
Canada

Jacques Beauchamp
J.H. Ryder Machinerie Ltée
3430 Griffith
Ville Saint-Laurent QC H4T 1A7
Canada

Pierre Bilodeau
Gestion VIF Inc.
242 Louis Berlinguet
Varenes QC J3X 1K6
Canada

Christian Michaud
Métal 7 Inc.
C.P. 1590
Sept-Îles QC G4R 4X9
Canada

Jen Moser-Wilcox
McCordick Glove & Safety Inc
400 Jamieson Parkway
Cambridge ON N3C 4N3
Canada

Jackie Johnstone
High Line Corporation
145 Renfrew Drive Suite 210
Markham ON L3R 9R6
Canada

Carl Deschenes
Mercier Electronique Ltée
162 rue Fraser
Rivière-du-Loup QC G5R 1C8
Canada

Pageau, Hélène
92 Lavergne App #3
Princeville QC G6L 4H6
Canada

Madeleine Laliberté
Pneutech-Rousseau Inc.
1475 32e avenue
Lachine QC H8T 3J1
Canada

Jacques O. Leduc
Benson Pieces D'Auto (Auto-Pak Ltd)
700 Education Road
Cornwall ON K6H 6B8
Canada

Annie Tavares
Protection Contre L'Incendie M.L.H. Ltée
209 rue Robinson
Saint-Eustache QC J7R 5V7
Canada

Jean Daoust
Quadra Chimie Ltée
3901 F.X. Tessier
Vaudreuil-Dorion QC J7V 5V5
Canada

Raymonde Gagnon
Campor Environnement Inc
98 rue des Equipements
Rivière-du-Loup QC G5R 5W9
Canada

Claude Asselin
ASI Énergie
600 des Pins O.
Alma QC G8B 6T3
Canada

Gérald Briand
Gerald Briand Inc
1840, St-Marc C.P. 91
Shawinigan QC G9N 6T8
Canada

Steve Ferris
Ahearn & Soper Inc
100 Woodbine Downs Blvd
Rexdale ON M9W 5S6
Canada

Yvon Lèveillé
JAS Filtration Inc.
3400 Boulevard Losch, Suite 16
Saint-Hubert QC J3Y 5T6
Canada

Lisa Lacroix
IKS International Knife & Saw Inc
1153 Roberval Sud
Granby QC J2M 1L6
Canada

Lisemartineau schnobb
Le Droit Division De 3834310 Canada Inc.
47 rue clairence Pièce 222
Ottawa ON K1G 3J9
Canada

Mario Martellino
Nedco Division Of Rexel Canada Electric Inc
505 Locke St. Suite 200
Ville Saint-Laurent QC H4T 1X7
Canada

Denise Gallant
Usinage Rafinex Inc
765, ch. Carrier
Stoke QC J0B 3G0
Canada

Lorraine Lecours
Transport Papineau International
851 boul roland godard
Saint-Jérôme QC J7Y 4C2
Canada

Mario Martellino
Westburne Division de Rexel Canada Electrique Inc
505 rue Locke Suite 200
Ville Saint-Laurent QC H4T 1X7
Canada

Josée Leclerc
Location d'outils simplex S.E.C
9740 Acadie
Montrege QC H4N 1L8
Canada

Tremblay Richard
Tremblay Richard
10 cimon
Québec QC G2B 3H3
Canada

Stella Keung
Innovative Control Solutions Inc
3115 14th avenue unit 8 & 9
Markham ON L3R 0H1
Canada

Regis Bernier
RIVIERE-DU-LOUP CLAVIGRAPHE (1979) LIMITEE
C.P. 400
Rivière-du-Loup QC G5R 3Y9
Canada

Nader Rizk
Hall-Chem MFG.Inc
1270 Rue Nobel Street
Boucherville QC J4B 5H1
Canada

Tanya Daalmeyer
Petroles Petro-Canada
414 Rue Notre-Dame
Gatineau QC J8P 1L8
Canada

Gabriel Morin
Camions Freightliner Riviere du Loup
108 rue fraser C.P. 325
Rivière-du-Loup QC G5R 3Y9
Canada

Marc Pagé
Electromike Inc
1375 Frank-Carrel
Québec QC G1N 2E7
Canada

Linda Ward
CN Worldwide Distribution Services
6833 Morrison Street
Niagara Falls ON L2E 2G5
Canada

Alain Robichaud
Biogénie, une Division d'Englobe Corp
4495, boul. Wilfrid-Hamel Suite 100
Québec QC G1P 2J7
Canada

Julienne Savard
Systech Industrie Inc
18 rue Desbiens
Clermont QC G4A 1B9
Canada

Rick Gorges
Fornebu Lumber Company
345 Curtis Road
Miramichi NB E1V 3N3
Canada

Lise Fournaise
Dicom Express Inc
10315 Côte de Liesse
Dorval QC H9P 1A6
Canada

Donald Kilganon
Aldon Equipements Inc
5130 Rideau #170
Québec QC G2E 5S4
Canada

Bernard Beaulieu
Usinage B. Beaulieu Inc
62, boul. Cartier
Rivière-du-Loup QC G5R 6B2
Canada

Louis Cordeau
Litbec Inc.
150 rue Lague
Ange-Gardien QC J0E 1E0
Canada

Karl Hansen
J.D. Irving Limited
300 Union Street P.O. Box 5777
Saint John NB E2L 4M3
Canada

Christopher Gauthier
CHAINES ET ÉLINGUES ST-PIERRE LTÉE
961 boulevard champlain
Québec QC G1K 4J9
Canada

Valerie Tessier
Transport Gregoire, TFI 15, SEC
109 rang 7
Plessisville QC G6L 0A3
Canada

Ginette Raymond
Les placements Jonadagi Inc
1600 Transcanadienne Suite 202
Dorval QC H9P 1H7
Canada

Nathalie Tondreau
Elite Technologies Inc.
51 Rue du Bel-air
Lévis QC G6V 6K9
Canada

Mohamed Ould Bah
VWR International
2360 Argentia Road
Mississauga ON L5N 5Z7
Canada

Kenneth Khan
Transport TFI 3 SEC O/A Highland Transport
2815 14th Avenue
Markham ON L3R 0H9
Canada

Nathalie Tondreau
Everest Automation Inc
1076A chemin Industriel
Saint-Nicolas QC G7A 1B3
Canada

Stephanie Mayhew
Office des producteurs de Bois de Pontiac
10 rue de Centre C.P. 929
Shawville QC J0X 2Y0
Canada

Ramond Casola
Brenntag Canada Inc
43 Jutland Road
Etobicoke ON M8Z 2G6
Canada

Paul Moquin
Motech Distributeur Inc
29 Galilée
Candiac QC J5R 3T5
Canada

Jean-Pierre Faucher
Agence de mise en valeur des forêts
privées des Appalaches
201, rue Claude-Bilodeau Bureau 4
Lac-Etchemin QC G0R 1S0
Canada

Robert St-Pierre
141839 Canada Inc.
2324 ch. de l'Eglise Sud
Mont-Laurier QC J9L 0C7
Canada

Paradis, Louis
11298 boulevard Ste-Anne
Beaupré QC G0A 1E0
Canada

Lynne Lacroix
Caravan Logistics Inc.
2284 Wyecroft Rd.
Oakville ON L6L 6M1
Canada

Ken Bursey
Zac-Tranz 9109-2353 QC Inc
7420 Verite
Ville Saint-Laurent QC H4S 1C5
Canada

Nelson Olivier
Carriere Union Ltee.
1120 Cote des Erables
Québec QC G2K 1T7
Canada

France Lirzin
Protection incendie Viking Inc.
1935 boul. Lionel-Bertrand
Boisbriand QC J7H 1N8
Canada

Josiane Cherrier
Echafauds Plus Laval Inc.
2897 Francis Huges
Laval QC H7L 3S8
Canada

Douglas Codispoti
Norfalco Sales Inc
6755 Mississauga Road Suite 304
Mississauga ON L5N 7Y2
Canada

Rose Pigeon
Fisher Scientific
C.P. 9200
Ottawa ON K1G 4A9
Canada

Adam Birkin
Bell Conferencing Inc.
10 Four Seasons Place
Toronto ON M9B 6H7
Canada

Mark Petersen
ABB Inc
10300 Henri-Bourassa Blvd W
Ville Saint-Laurent QC H4S 1N6
Canada

Martin Duval
Le Beauport Ste-Anne Inc
3380 Boulevard Ste-Anne
Québec QC G1E 3L7
Canada

Yves Champagne
Emballage Smurfit Stone Canada
1000 chemin de L'Usine
La Tuque QC G9X 3P8
Canada

Francois Fournier
Outils G.B. Inc
1917 boulevard bastien
Québec QC G2B 1C3
Canada

Pierre Boucher
Atelier de Soudure Rivière-du-Loup Inc
297 Rue Temiscouata
Rivière-du-Loup QC G5R 2Y7
Canada

Gilbert Pelletier
Spécialités Electriques Rivière-du-Loup Inc
372 rue Témiscouata C.P. 684
Rivière-du-Loup QC G5R 3Z3
Canada

Jean Hamel
Hamel Machineries Inc.
132, 58 rue Est
Québec QC G1H 2E8
Canada

Poulin, Jean-Denis
Poulin, Jean-Denis
219 Rue Des Saules Ouest
Québec QC G1L 1E5
Canada

Lacroix, Marcel
2831 Ave Gaspard
Beauport QC G1E 3P4
Canada

Patrick Duchesne
Letko Brosseau & Associates, Inc.
1800 McGill College Suite 2510
Montréal QC H3A 3J6
Canada

Lisa Law
FLSmith Minerals Ltd.
174 West Street South
Orillia ON L3V 6L4
Canada

Lapointe, Réal
1160 Giono
Les Saules QC G1P 4L3
Canada

Becky Freymond
Freymond Wood Products Inc.
2287 Bay Lake Road RR#1
Bancroft ON K0L 1C0
Canada

Daniel Leclerc
GAZ MÉTROPOLITAIN INC.
1717 rue du Havre
Montréal QC H2K 2X3
Canada

Angela Doyle
SLH Transport Inc.
1585 Centennial Dr
Kingston ON K7L 4V2
Canada

Martin Jacques
OUTILS PLUS MJ INC.
295, BOUL. LOUIS-XIV
Québec QC G2K 1W6
Canada

Brigitte Parent
La Compagnie Commonwealth Plywood Ltée
C.P. 90
Sainte-Thérèse QC J7E 4H9
Canada

Mary-Anne Rytzel-Reason
Liebherr Canada Limited
1015 Sutton Drive
Burlington ON L7L 0E7
Canada

Nathalie Brulotte
Ducova Inc
433, rue des Montérégiennes
Québec QC G1C 7J7
Canada

Michel St-Amoué
9186-4082 QC Inc.
124 Rue Burke
Gatineau QC J8M 1J7
Canada

Tania Grondin
9170-3702 QC Inc.
742 Chemin Fillion
L'Ange-Gardien QC J8L 0N5
Canada

Simon Gagne
Les Equipements Differes
5, Chemin de la Furtive
Lac Beauport QC G3B 0Y2
Canada

Jacquelin Voyer
Location Sauvageau Inc
521 cote joyeuse
Saint-Raymond QC G3L 4A9
Canada

Claude Mi Innis
Produits Forestiers Temrex
521 Boulevard Perron CP 39
Nouvelle Oues QC G0C 2G0
Canada

Pierre-Luc Dufour
Metaltec Inc
2883, boul. de la Rive-Sud
Lévis QC G6W 6N9
Canada

Michael Knox
Recyclage de Papier Hanna Ltee
7500 Chemin Cote de Liesse
Ville Saint-Laurent QC H4T 1E7
Canada

Guy Desroches
PSB Chaleurs Inc
152 B, Avenue Grand-Pre
Bonaventure QC G0C 1E0
Canada

Marie Paquette
GCR Tire Centres
5770 HurON St
Mississauga ON L5R 3G5
Canada

Denis Plasse
Agence Régionale de Mise en Valeur des Forêts
Privées du Bas Ville Saint-Laurent
570 L rue St-Germain Est Bureau 103
Rimouski QC G5L 1G4
Canada

Lynda Thériault
Superieur Propane
103 de la Station
Laval QC H7M 1P2
Canada

Thierry Parisot
Controle Industriel CTH Ltee
3705 Place de Java Suite 200
Brossard QC J4Y 0E4
Canada

Gilles Lacasse
Transport G.R. Lacasse Inc
630, boulevard des Ruisseaux
Mont-Laurier QC J9L 0H6
Canada

Caron, Claude
Caron, Claude
184 Saint-Honoré #1
Beauport QC G1B 1P4
Canada

Jeremy Mierka
Malex
500, rue de Vernon
Gatineau QC J9J 3K5
Canada

Neil Unsworth
DRN Industriel Inc.
3460 avenue francis-hughes
Laval QC H7L 5A9
Canada

John Sirois
Materiaux Blanchet Inc
5055 boul. Wilfrid Hamel Bureau 225
Québec QC G2E 2G6
Canada

Nathalie Drouin
Services Techniques Claude Drouin Inc
180 Boul St-Elzear ouest
Laval QC H7L 3N3
Canada

Pierre Lemieux
Multi Service PhB
5830 Des Emilois
Québec QC G3E 1H5
Canada

Carole Jacque
Cam-Trac Berwiers Inc
830 Chemin Olivier
Saint-Nicolas QC G7A 2N1
Canada

Paul Deschenes
Recuperation Riv-du-loup
216 des cones
Rivière-du-Loup QC G5R 5V8
Canada

Matthieu Nicolas
Siemens Technologies du batiment Ltee
2800 St-Jean Baptiste Suite 190
Québec QC G2E 6J5
Canada

Claudio Caporale
P.R. Maintenance Management
1180 Rue Lévis Bureau 2
Terrebonne QC J6W 5S6
Canada

Fabien Dionne
Solutions Techniques Industrielles Inc.
368 Adanac Local 101
Québec QC G1C 8H3
Canada

Gilles Duquette
Automation GD de QC Inc
81 Des Orchibees Blanches
Québec QC G2A 1E9
Canada

Susan Roy
Dur-Pro Ltd
255 boul. Montcalm N
Candiac QC J5R 3L6
Canada

Rhind, William
44 Boullard
Québec QC G1E 6M2
Canada

Michele Rioux
Services Industriels R.C. Inc
130 B Chemin des Raymond
Rivière-du-Loup QC G5R 5X6
Canada

Mario Lalonde
Refrigeration et Gaz Centre-Ville Ltee
560 Avenue de Buckingham
Gatineau QC J8L 2H1
Canada

Diane CYR
Quatrex Environnement Inc.
2105 Monterey
Laval QC H7L 3T6
Canada

Manon Gregoire
Amada Canada Ltee/Ltd
885 georges cros
Granby QC J2J 1E8
Canada

M. Alex Consalvo
AEROFIL INC.
30 boul hymus
Pointe-Claire QC H9H 1J7
Canada

Nicole McLean
JOHN CRANE CANADA INC.
423 Green road
Stoney creek ON L8E 3A1
Canada

Jeremy Goodfellow
SYLVITE INDUSTRIAL CHEMICALS
3221 north service road ste 200
Burlington ON L7N 3G2
Canada

harold Doyon
GESTION ISO-PRO INC.
312 du beaumont
Adstock QC G0N 1S0
Canada

Nicole Bernier
Andre Thibault
3476 des sureaux
Québec QC G1N 1Z6
Canada

Veronique Pilon
EVALUATION PERSONNEL SELECTION
INTERNATIONAL INC.
6 rue sainte-marie
Gatineau QC J8Y 2A3
Canada

Jean Lachaume
SPOC ÉQUIPEMENTS INC.
1480 boul rene gaultier
Varenes QC J3X 1L9
Canada

Claude Laroche
Jean Riopel Inc
8227 route 125
Chertsey QC J0K 3K0
Canada

Andre Maltais
Societe de protection des forets contre
les insectes et maladies
1780 rue simple
Québec QC G1N 4B0
Canada

Regis Bélanger
La Boutique du Travailleur (1999) Inc.
254 Lafontaine
Rivière-du-Loup QC G5R 3A8
Canada

Louise Belanger
Les Papeteries Olympiques
2175 rue Coté
Québec QC G1N 4J1
Canada

Maryse Poiré
Abzac Canada Inc.
2945 Boul. Lemire
Drummondville QC G9A 5E1
Canada

Johanne Doucet
Soudure St-Michel Inc.
1570 rue Lancelot
Repentigny QC J5Y 4E1
Canada

Johanne Landry
Technologies de Procédé Warco
1904 St-Régis
Dorval QC H9P 1H6
Canada

Marc Desrosiers
Services en transport STCH inc
248 industriel
Châteauguay QC J6J 4Z2
Canada

Nancy Gagnon
Mallette Syndics et Gestionnaires Inc.
188 rue des gouverneurs
Rimouski QC G5L 8G1
Canada

Danielle Durand
Laboratoire Mat Inc
610 Rue Adanac
Québec QC G1C 7B7
Canada

Sophie Baillargeon
Equipements E.M.U. Ltée
3975 Rue Jean Marchand
Québec QC G2C 2J2
Canada

Vicky Bourgault
Équipement de Sécurité du Québec
850 rue Fernand-Dufour
Québec QC G1M 3B1
Canada

Richard Laplante
Acier Rive-Nord Inc.
480 Boul. Industriel
Saint-Eustache QC J7R 5V3
Canada

Denise St-Pierre
Papillon & Fils Ltée
2300 Jules Vachon
Trois-Rivieres QC G9A 5E1
Canada

Denise St-Pierre
Service d'Impartition Industriel Inc.
2300 Jules Vachon
Trois-Rivieres QC G9A 5E1
Canada

Eric Chapdelaine
BPR-Bechtel Inc.
5100 Rue Sherbrooke est Bureau 400
Montréal QC H1V 3R9
Canada

Christopher Frazer
Corrosion Service Company Limited
2-498 Markland Street
Markham ON L6C 1Z6
Canada

Ross Contant
Industrial Installations Inc
3396 Descotes Circle
Rockland ON K4K 1A8
Canada

Claudette Blouin
Carbone D'Amerique (LCL)
225 Harwood
Vaudreuil-Dorion QC J7V 1Y3
Canada

Sonya Bradette
Transports Chabar Inc.
1491 rue Verrault
Saint-Félicien QC G8K 1W2
Canada

Lachance, Yvon
20 Rue Lachance
Saint-Michel-de-Bellechasse QC G0R 3S0
Canada

Raymonde C. Brochu
Brochu, Jean-Marc
361 RG. De la Montagne
Saint-Anselme QC G0R 2N0
Canada

Lucille Tremblay
146814 Canada Ltée (Transport VTL)
136 Rue de la VTL C.P. 99
Saint-Louis-du-Ha-Ha QC G0L 3S0
Canada

Yves Jacques
Magneto QC Inc.
2520 Watt
Québec QC G1P 3T4
Canada

Marie-Claude Royer
Pinacle Acier Inoxydable Inc.
4665 Cousens
Ville Saint-Laurent QC H4S 1X5
Canada

Labbé, Jocelyn
4378 Des Martinets
Québec QC G1G 6P8
Canada

Bouchard, Albert
525 41E Rue Ouest #6
Québec QC G1H 5M6
Canada

Gilles Guay
Métallurgi Sogesco
22 Greenlay Nord
Windsor QC J1S 2K1
Canada

Lyne Rossignol
Centre de moteur J.S. Levesque Inc.
175 Rue Fraser C.P. 368
Rivière-du-Loup QC G5R 3Y9
Canada

Sophie Longtin
C.A.T. Inc
4 du Transport
Coteau du Lac QC J0P 1B0
Canada

Nancy Marquis
Taxi Beaulieu 9154 2167 QC Inc.
23 A chemin des Raymond
Rivière-du-Loup QC G5R 2H9
Canada

Jocelyn Rossignol
Tamisage Riviere-du-Loup
1166 Rang 1
Saint-Antonin QC G0L 2J0
Canada

Christian Pelletier
Propane Sélect Inc.
685 Boul. Armand-Therault
Rivière-du-Loup QC G5R 6B9
Canada

Harold Carrier
Machinage Usitech Inc.
310 Rue Métivier Local 150
Québec QC G1M 2T7
Canada

Jean-Luc Chevalier
235 Rue du Couvent
Château-Richer QC G0A 1N0
Canada

Michel Gaudet
Cowan Dynamics Inc.
6194 Notre-Dame Ouest
Montréal QC H4C 1V4
Canada

Natalie LeBlanc
Imperial Oil
12 Millennium Blvd
Moncton NB E1C 0M3
Canada

Carmin Hamel
Clermond Hamel Ltée
25 Rang 7 Sud
Saint-Éphrem-de-Beauce QC G0M 1R0
Canada

Dean Whitelaw
Côntroles Laurentide Limitée
18000 Route Transcanadienne
Kirkland QC H9J 4A1
Canada

Suzie Beaudet
VANNES ET RACCORDS LAURENTIAN LTÉE
2425 Halpern
Ville Saint-Laurent QC H4S 1S3
Canada

Ivy Cullen
Levitt-Safety Limited
2872 bristol circle
Oakville ON L6H 5T5
Canada

Poonam Bilkhu
Capital Truck Bodies Inc.
1461 Star Top Road
Ottawa ON K1B 3W5
Canada

Me. Simon Rainville
Transport L. Rodrigue Inc.
580 Grande-Allée Est bureau 440
Québec QC G1R 2K2
Canada

Raymond Turk
Services Matrec Inc.
4 chemin du tremblay
Boucherville QC J4B 6Z5
Canada

André Voizard
Vision Instrumentation Inc.
358 McArthur
Ville Saint-Laurent QC H4T 1X8
Canada

Marla Benderoff
Laurentian Shaving Products (1986) Inc.
109 RYAN
Dollard des Ormeaux QC H9A 3C6
Canada

Diane Laferriere
Manic Sanitation (1987) Inc.
66rue Fraser
Rivière-du-Loup QC G5R 1C2
Canada

Germain Thibault
Environnement E.S.A. Inc
205 Rue Léger
Sherbrooke QC J1L 2H4
Canada

Bilodeau, Paul
1460 Boul. de L'entente
Québec QC G1S 4V2
Canada

Linda Castonguay
Albert Castonguay & Fils Inc
261 Rang 1
Saint-Modeste QC G0L 3W0
Canada

Jacques Lepage
Lepage International Inc.
1250 Boul. René-Lévesque Ouest Bureau 2200
Montréal QC H3B 4W8
Canada

Yves Perron
Hotel Universel Riviere-Du-Loup
311 Boul. Hotel-De-Ville
Rivière-du-Loup QC G5R 5S4
Canada

Pierre Germain
Cartonnerie Pierre Germain Inc
431 Des Cabriolets
Trois Rivières QC G9B 7L7
Canada

Pierre Lacharité
UAP Inc.
7025 ON Street
Montréal QC H1N 2B3
Canada

Boucher, Daniel
Tuppert, Harry
802 avenue des braves #A
Québec QC G1S 3L4
Canada

Bourget, Serge
1535 avenue Vitre
Québec QC G1J 3Z7
Canada

Melanie Pitre
Entreprises Larry Inc.
4200 rue st-patrick
Montréal QC H4E 1A5
Canada

Bédard, Daniel
Bédard, Daniel
315 de Navarré
Québec QC G1G 2M9
Canada

Diane Desnoyers
G. GAGNÉ TRANSPORT
7627 avenue Dumesnil
Québec QC G1H 3H2
Canada

Denis Syluain
Outiltech-Orealns Inc.
4975, rue Rideau Local 180
Québec QC G2E 5H5
Canada

Pierre Tremblay
V.T.L. Express Inc
5225 rue Rideau
Québec QC G2E 5H5
Canada

Pierre Boutet
Hewitt Equipement Ltée
100 Rue de Rotterdam
Saint-Augustin-de-Desmaures QC G3A 1T2
Canada

Monique Bourgeois
J. R. Perreault & fils Ltée
340 Lucien Thibodeau
Portneuf QC G0A 2Y0
Canada

Terri M. Kaulback
Great Northern Recycling Inc.
41 Gurholt Drive
Dartmouth NS B3B 1J8
Canada

Cynthia Wells
Graphic Controls Canada Company
23 Mill St. #201, Box 460
Gananoque QC K7G 2T9
Canada

Louis Morin
SERVICES SUBAQUATIQUES BLM INC.
2356 avenue de la Rotonde
Charny QC G6X 2M1
Canada

Leclerc, Raynald
43 rue de la migration
Québec QC G1E 6M6
Canada

John Paczkowski
Link + Corporation
10-4380 Wellington Rd. S
London ON N6E 2Z6
Canada

Mme Sylvie Croteau
Les Produits Forestiers D.G. Ltée
2600 Boul. Laurier Suite 960 Tour de la Cité
Québec QC G1V 4W2
Canada

Bart Sellitto
The Canadian Salt Company
755 boul St-Jean suite 700
Pointe-Claire QC H9R 5M9
Canada

Annie Plante
Maibec Inc.
250-1990 5ieme rue
Saint-Romuald QC G6W 5M6
Canada

Rejean Hardy
Hardy Filtration Inc.
2405 jules-vachon
Trois-Rivieres QC G9A 5E1
Canada

Guay, François
90 des Erables
Lévis QC G6V 2G6
Canada

Yves Tanguay
Distribution Francis Inc.
1025 Rang 1
Saint-Antonin QC G0L 2J0
Canada

Marie-France Caron
Multi Techniques (RDL) Inc.
8 rue du domaine
Rivière-du-Loup QC G5R 2P5
Canada

Robert Landry
J.N. Landry
467 avenue de buckingham
Gatineau QC J8L 2G8
Canada

Jacinthe Levesque
Le Centre Routier (1994) Inc.
375 rue Témiscouata
Rivière-du-Loup QC G5R 3Z5
Canada

Edith Deschenes
IRM QC
1900 ave Mailloux bur 225
Québec QC G1J 5B9
Canada

Vézina, Roger
149 Rue de L'eglise
Château-Richer QC G0A 1N0
Canada

Yvan Perreault
Les Entreprises Perreault Gagné Inc.
195 Rte De La Montagne
Notre-Dame-du-Portage QC G0L 1Y0
Canada

Jacques Ouellet
Jacques B. Ouellet Inc.
249 des Cones
Rivière-du-Loup QC G5R 5V7
Canada

Ron Moore
Baldwin Paper
820 Gana Court
Mississauga ON L5S 1N9
Canada

Cheryl Black
Bison Transport Inc.
1001 Sherwin Road
Winnipeg MB R3H 0T8
Canada

Rick Curry
Sherbrooke Tech & Service Inc.
537 rue du Parc Industriel
Sherbrooke QC J1C 0J2
Canada

Mary Tosoni
Complete Pakcaging Systems Inc.
1375 Hopkins Street
Whitby ON L1N 2C2
Canada

Katherine Toffan
Nordson Canada Limited
1211 Denison Street
Markham ON L3R 4B3
Canada

Michel Trudel
Logiciels LMS Inc.
2010 rue Gerard-Bergeron
Québec QC G1P 2W5
Canada

Cudney, Michael
875 Ave Holland
Québec QC G15 4W2
Canada

Linda Pleasakce
A.W. Chesterton Company Ltd.
889 Fraser Drive Unit 105
Burlington ON L7L 4X8
Canada

Serge Lagace
Veolia Environment
2800 de L'Etchemin
Lévis QC G6W 7X6
Canada

Susan Thompson
Produits Pneumatiques PPC
Bag Service 6000, 1415 California Avenue
Brockville ON K6V 7H7
Canada

Vlasta Reeves
COH Larco Material Handling Inc.
53 G Cowansview Road
Cambridge ON N1R 7L2
Canada

Lambert, Peter
1567 2e Rang
Val-Alain QC G0S 3H0
Canada

Richard Turner
RHI Canada Inc.
4355 Fairview Street
Burlington ON L7L 2A4
Canada

Devin Aherne
Carbon Products of Canada Inc.
3-45 Dalkeith Drive
Brantford ON N3P 1M1
Canada

Claude Dupont
Cordonnerie C Minute
2596 Boul. Louis XIV
Québec QC G1C 1C2
Canada

Luc Laflamme
Cormier + Freres. Inc
16 De Bécancour
Gatineau QC J8P 8A4
Canada

Malcolm Matthew
Edelstein Diversified Company Ltd
9001 Avon Suite 100
Montréal QC H4X 2G8
Canada

Michel Chartier
QUINCAILLERIE CHARTIER ENR.
600 Rue Lafontaine
Rivière-du-Loup QC G5R 3C6
Canada

Gino Bois
9023-2075 QC Inc.
128 rue Bérubé C.P. 157
Price QC G0J 1Z0
Canada

Bethe Blanchard
227 14e Avenue
Deux-Montagnes QC J7R 3W1
Canada

Gino Bois
9023-2075 QC Inc.
128 rue Bérubé C.P. 157
Price QC G0J 1Z0
Canada

Jean Cardinal
Transport R.P.R inc.
555 st-jean baptiste
Sainte-Martine QC J0S 1V0
Canada

Blouin, Jules
33 Montee des Chenes
Château-Richer QC G0A 1N0
Canada

Larochelle, Carol
131 Rue Garneau
Boischatel QC G0A 1H0
Canada

André Poitras
La societe vie integration
1200 Des Riveurs
Lévis QC G6V 9G2
Canada

Ronny Nadeau
Transport Ronado Inc.
159 Chemin des Raymond
Rivière-du-Loup QC G5R 5X9
Canada

Richard Gauthier
Toltéque International Inc
519 Boul Curé-Boivin Suite 104-105
Boisbriand QC J7G 2A8
Canada

Hydro Technologies (Canada) Inc.
2324 rue Einstein
Québec QC G1P 3S2
Canada

Marie-Claude Bussières
Cascades Conversion Inc
457 Bl. Marie-Victorin C.P. 249
Kingsey Falls QC J0A 1B0
Canada

Turcotte, Richard
4922-B Rue du Sourcin
Saint-Augustin-de-Desmaures QC G3A 1E2
Canada

Stephane Bastien
Kildair Service Ltee
92 Chemin Delangis
Saint-Paul-de-Joliette QC J0K 3E0
Canada

Rollande Samson
St-Pierre, Jacques
600 Rue Bourdages App. 306
Québec QC G1M 3X3
Canada

Marie Lapointe
Ville de Riviere-Du-Loup
65 Rue de l'hotel-de ville C.P. 37
Rivière-du-Loup QC G5R 3Y7
Canada

Sophie Normandin
Hydro Technologies (Canada) Inc.
(c/o Euler Hermes ACI)
C.I.B.C. Tower 1155, Boul. René-Lévesque Ouest,
Suite #1702
Montréal QC H3B 3Z7
Canada

Dominic Paquet
Solifor Lotbinière S.E.C.
5700 Rue J.-B.-Michaud Bureau 440
Lévis QC G6V 01B
Canada

Bédard, Marielle
Bédard, Marielle
1175 Av Brown # 404
Québec QC G1S 3A1
Canada

Manon Boulanger
Hydralogie Inc.
4005 Lavoisier
Boisbriand QC J7H 1N1
Canada

Lizotte, Jean-Guy
1353 st-georges est
L'Ancienne-Lorette QC G2E 1H8
Canada

Edith Lapointe
Parmetal Inc.
395 Boul. des Cedres
Québec QC G1L 1N1
Canada

Leslee Patrick
Kriska Holdings Ltd.
P.O. Box 879 300 Churchill Road
Prescott ON K0E 1T0
Canada

Claude Chartrand
Construction Chartrand
375 Rue Galipeau C.P. 3446
Thurso QC J0X 3B0
Canada

Chantal Huard
Clinique D'Outillage M.P. Inc
3075 boul Wildrid-Hamel Local 107
Québec QC G1P 5C6
Canada

Marc Lamontagne
Rexfôret Inc.
1195 avenue Lavigerie bureau 420
Québec QC G1V 4N3
Canada

Daniel Lemieux
Hydro-QC
140 Crémazie Ouest 1er Étage
Montréal QC H2P 1C3
Canada

Annick Checrette
Converdis Inc.
601 Rue Melchers
Berthierville QC J0K 1A0
Canada

Don McGaraughty
Kadant Canada Corp
6305 Midway Road RR1
Summerstown ON K0C 2E0
Canada

Nancy Race
Douglas Barwick Inc Division Boisbriand
599 Cure Boivin
Boisbriand QC J7G 2A8
Canada

Martine Drolet
Transport Ideal Inc.
277 St-Paul
Québec QC G1K 3W6
Canada

Martine Drolet
Entrepot Ideal Inc.
277 St-Paul
Québec QC G1K 3W6
Canada

Louise Beaulieu
GL&V Canada Inc.
215 Boul.St-Maurice
Trois-Rivières QC G9A 6M6
Canada

Rivard, Michel B.
8475 de Chambéry
Québec QC G1G 2X5
Canada

André Leroux
XTL Transport Inc.
75 rexdale Blvd.
Etobicoke ON M9W 1P1
Canada

Morency, Richard
3150 St-Samuel
Beauport QC G1C 3T2
Canada

Louis Couture
CCI Projection Thermique/ Fabrication/ Ingenierie
2925 Tebbutt
Trois-Rivières QC G9A 5E1
Canada

McCormack, John Michael
3374 Jean Cabot
Québec QC G1W 2R5
Canada

Gravelle, Thérèse
148 Rue des Jonquilles
Lévis QC G6V 7K2
Canada

Grant Gulick
A.E. Quade Limited
6216 Palmer Road P.O. Box 78
Palmer Rapids ON K0J 2E0
Canada

Kallis, Dany
521 Rue Montpellier
Québec QC G1C 6S1
Canada

Denis Bedard
Les Automobiles Baurore 2000 Ltée.
975 chemin de masson
Gatineau QC J8M 1R4
Canada

André Leroux
XTL Distribution Inc
75 Rexdale Blvd
Etobicoke ON M9W 1P1
Canada

Jean Pierre Vachon
Tecmar International Inc.
593 Av Notre Dame
Saint-Lambert QC J4P 2K8
Canada

Chantal Cossette
Fiducie Desjardins Inc
1 Complexe Desjardins Case Postale
34 succ desjardins
Montréal QC H5B 1E4
Canada

Grant Gulick
Gulick Forest Products Limited
6216 Palmer Road B.O. Box 78
Palmer Rapids ON K0J 2E0
Canada

Jean-Guy Thériault
Ray Refrigeration Inc.
194 du Carrefour
Saint-Antonin QC G0L 2J0
Canada

Gosselin, Clément
5 Rue Verlaine
Lévis QC G6V 7K6
Canada

Jeanne Blouin
Ondel Inc
415 Rue Adanac
Québec QC G1C 6B9
Canada

Sylvianne Szabo
Canac Railway Services Inc.
3950 Hickmore Street
Ville Saint-Laurent QC H4T 1K2
Canada

Lapointe, Guy
71 Lamartine
Lévis QC G6V 7H9
Canada

Mary Lunn
Chloride Canada Limited/Limitee
100 Delta Park Blvd. Unit #3
Brampton ON L6T 5E7
Canada

Paquet, Pierre
1233 Carre du Jaspe
Québec QC G2L 3H4
Canada

Mike Wheaton
Simonex Inc.
1116 boul Industriel
Granby QC J2J 2B8
Canada

Jocelyne Pichette
Barrettewood Inc.
583 grand bernier nord
Saint-Jean-sur-Richelieu QC J3B 8K1
Canada

Claudine Rivest
Trinome Conseils
100 De la Couronne Suite 200
La Gardeur QC J5Z 5E9
Canada

René Ouellette
Reboitech Inc.
112 de la Pinede
Laterriere QC G7N 1B8
Canada

Georges Fortier
Syndicat des producteurs de bois de la Cote-du-sud
1120 6e Av Bureau 400
La Pocatière QC G0R 1Z0
Canada

M. Dany Dallaire
Canmec La Baie Inc.
3453 chemin des chûtes CP 36
La Baie QC G7B 3P9
Canada

Binette, Roger
15 Homewood Ave.
North York ON M2M 1K1
Canada

White, Lise
216-3455 Albert-Chretien
Québec QC G1C 8B9
Canada

Chicoine, Marthe
1676 Rue De L'Hébertisme
Québec QC G3E 1B6
Canada

Bernard, Denis
107 MGR Dumas
Québec QC G2B 4A3
Canada

Blouin, Michel
9028 Ave Royale
Sainte-Anne-de-Baupré QC G0A 3C0
Canada

Judith Langlois
Groupe Robert Inc
500 Route 112
Rougemont QC J0L 1M0
Canada

Renaud, Émilienne
329 du Faubourg
Saint-Ferréol-les-Neiges QC G0A 3R0
Canada

Drouin, Rémy
3212 Duc-de-Milan
Québec QC G1E 6S5
Canada

Méthot, Michel
154 Des Roses
Saint-Rédempteur de Lévis QC G6K 1J1
Canada

Line Lacroix
Air Tech Solutions Inc.
1640 rue du Ravissement
L'Ancienne-Lorrette QC G2E 6K9
Canada

Jacques Laberge
Colaber Diesel Inc.
1450 BI Industriel
Saint-Félicien QC G8K 1W2
Canada

Mélanie Amessé
Fematics Canada Inc
1100 St-Amour
Ville Saint-Laurent QC H4S 1J2
Canada

Larose, Jacques
1875 rue du beau-ste
Québec QC G3G 2P6
Canada

Line Savoie
Transport Guilbault Inc
435 Faraday
Québec QC G1N 4G6
Canada

Josée Fafard
Purolator Courier
7075 Place Rover Joncas #110
Ville Saint-Laurent QC H4M 2Z3
Canada

Nathalie Cauvier
Cristini Amérique du Nord Inc.
700 Boulevard Cristini
Lachute QC J8H 4N3
Canada

Cochran, Tom
165 Shanley Terrace
Oakville ON L6K 2H7
Canada

Gauthier, Gilles
80 Grande-Allee Est app # 801
Québec QC G1R 5N1
Canada

Larocque, Raynald
127 St-Raphael
La Malbaie QC G5A 2N6
Canada

Jotkus, Peter John
3 La Costa Court
Alliston ON L9R 1Z4
Canada

Blouin, André
124 Rang Bois Jolie
Saint-Apollinaire QC G0S 2E0
Canada

Saillant, Raymond
120 de l'Église
Saint-Joachim QC G0A 3X0
Canada

Lyette Chartrand
LUMEN Division de Sonepar Canada Inc.
117 Boul. Hymus
Pointe-Claire QC H9R 1E5
Canada

Bridget Lord
Mercer (Canada) Limited
161 Bay Street P.O. Box 501
Toronto ON M5J 2S5
Canada

Antonio Vieira
Canado Nacan Secur-T Inc.
2391 rue Guénette
Ville Saint-Laurent QC H4R 2E9
Canada

Maurice Charest
Transport Jean Charest
80 Principale
Saint-Modeste QC G0L 3W0
Canada

Antonio Vieira
Canado Nacan Équipements Inc.
2391 rue Guénette
Ville Saint-Laurent QC H4R 2E9
Canada

Line Savoie
Transport guilbault atlantique inc
435 Faraday
Québec QC G1N 4G6
Canada

Annie Gaudreault
Barrette-Chapais Ltee
KM 346 Route 113 C.P. 248
Chapais QC G0W 1H0
Canada

Maral Torossian
Buckman Laboratoires of Canada Ltd
351 Joseph-Carrier Street
Vaudreuil-Dorion QC J7V 5V5
Canada

Ryan, Peter
1000 Verreault
Québec QC G1G 5K5
Canada

Nadia Ouellet
Clinique Plexo/Robert et Lizotte
4205 4e Avenue Ouest
Québec QC G1H 7A6
Canada

Bonnie Macpherson
Alaron Instruments Inc
1111 David Drive Unit #1 Suite #402
Newmarket ON L3Y 9E5
Canada

Martin Cyrenne
Comité de retraite des employés
syndiqués de Stadacona
630, boul. René-Lévesque Ouest, 30e étage
Montréal QC H3B 1S6
Canada

Dion, Bruce
Dion, Bruce
C.P. 53061 CP CSP LA CANARDIERE
Québec QC G1J 5K3
Canada

Martin Cyrenne
Comité de retraite des employés syndiqués
de F.F. Soucy S.E.C.
630, boul. René-Lévesque Ouest, 30e étage
Montréal QC H3B 1S6
Canada

Legresley, Jacques
1047 Rue de L'Arméthyste
Québec QC G2L 2Z5
Canada

Blondeau, Benoit
183 Cliche
Québec QC G2M 1P5
Canada

Dominique Jobin
Ministère du Revenu Québec
1265 Boul. Charest Ouest
Québec QC G1N 4V5
Canada

Gravel, Michel
Gravel, Michel
5 rue beaurivage
Boischatel QC G0A 1H0
Canada

Rouleau, Marc
364 11e avenue
Québec QC G1L 2M1
Canada

Louise Belanger
Centre Hydraulique LB
190 rue du Carrefour
Saint-Antonin QC G0L 2J0
Canada

Les Chariots Elevateurs du QC Inc.
915 Ave Godin
Québec QC G1M 2X5
Canada

Hugues Sansregret
Université Laval
2345 Allée des Bibliothèques Local 2183
Québec QC G1V 0A6
Canada

Josée Desrosiers
Surplus Général Tardif (1911) Inc.
10 Rue Lévesque
Saint-Antonin QC G0L 2J0
Canada

Robert Morisset
Agence regionale de mise en valeur des forêts privées
chaudières
3830 Boul.Frontenac Ouest
Thetford Mines QC G6H 2L8
Canada

Carole Mace
Gazifière Inc
706 Boul Gréber
Gatineau QC J8V 3P8
Canada

Manon Deslongchamps
Delom Services Inc.
13065 Rue Jean Grou
Montréal QC H1A 3N6
Canada

Manon Longchamps
Tosbec Inc.
13065 Rue Jean Grou
Montréal QC H1A 3N6
Canada

Martin Cyrenne
Comité de retraite des employés syndiqués
de Papier Masson
630, boul. René-Lévesque Ouest, 30e étage
Montréal QC H3B 1S6
Canada

Catherine Gilfillan
Technologies Avancées de Fibres (AFT)
72 Queen
Sherbrooke QC J1M 2C3
Canada

Frank Colubriale
Forest Fibers Inc
5000 Archand-Fraffier
Saint-Hubert QC J3Z 1G5
Canada

Magher, Susan
Magher, Susan
175 Clarence Gagnon
Laval QC H7L 1Z1
Canada

Nicole Kiernan
Gratec Limited
30 Ritin Lane Unit #1
Concord ON L4K 4C5
Canada

Andy Myszakowski
Filtramax Inc.
5789 Coopers Ave.
Mississauga ON L4Z 3S6
Canada

Andy Myszakowski
Wainbee Ltd.
5789 Coopers Ave.
Mississauga ON L4Z 3S6
Canada

Line Savoie
Transport Guilbault Canada Inc.
435 Faraday
Québec QC G1N 4G6
Canada

Line Savoie
Transport Guilbault International Inc.
435 Faraday
Québec QC G1N 4G6
Canada

Frédéric Groleau
La commission de la santé et de la sécurité du travail du
québec
524 rue Bourdages Bureau 240 C.P.
1200 Succ Terminus
Québec QC G1K 7E2
Canada

Constantine Marinis
CIBA Canada Inc.
100 Milverton Drive 5th Floor
Mississauga ON L5R 4H1
Canada

Constantine Marinis
BASF Canada
100 Milverton Drive 5th Floor
Mississauga ON L5R 4H1
Canada

Bluteau, Jean
Bluteau, Jean
10021-Carre de Provence
Québec QC G2B 3R7
Canada

Fréchette, Pierre
2840 Emile-Bouchard apt 109
Québec QC G1L 4T2
Canada

Gadoury, Robert
6625 3 avenue Ouest
Charlesbourg QC G1H 6H3
Canada

Daniel Lepage
Transport Daniel Lepage Inc.
34 Boul. Sainte-Anne Est
Sainte-Anne-des-Monts QC G4V 1M6
Canada

Crawford, William
5 des Freres-Capucins
Québec QC G2A 2Z6
Canada

Cadoret, Claude
152 rue Alphonse-Lacoursiere
Québec QC G1M 3N2
Canada

Landry, Jean-Pierre
1406 Av de Lantagnac
Québec QC G1T 2E6
Canada

Serge Rosa
F.F. Soucy Sec Employees Vacances Conges
191 Delage
Rivière-du-Loup QC G5R 6E2
Canada

Émond, Michel
422 Jean-Froissard
Québec QC G1C 7J4
Canada

Cyr, Patrick
1949 Boul. Pie-XI Nord
Québec QC G3J 1P8
Canada

Claude Benoit
Les Ateliers Actibed 2000 Inc.
441 Boulevard Rene-Levesque C.P. 940
Chandler QC G0C 1K0
Canada

Gallant, Tony
111 Dresden Ave
Mont Royal QC H3P 3K1
Canada

Mélanie Hains
Maheux et fils Ltée
107 Avenue des Sablonnières
Québec QC G1B 1A9
Canada

Antoine Langlois
Forex Langlois Inc.
455 rand des Moreau
Saint-Pamphile QC G0R 3X0
Canada

Chouinard, Denis
874 De La Prairie Est St-Jean Chrysostome
Lévis QC G6Z 1C8
Canada

Drolet, Reynald
2753 Chemin Ste-Foy Appt 408
Québec QC G1V 4S3
Canada

Côté, Pierre
1883 Laflèche
L'Ancienne-Lorette QC G2E 4C4
Canada

Farah Dowlut
Maxxam Analytics
7070 Mississauga Rd Suite 240
Mississauga ON L5N 7G2
Canada

Yves St-Cyr
Recyclage St-Cyr & Fils Ltée
85 Des Grands Hacs
Saint-Augustin-de-Desmaures QC G3A 1T5
Canada

Jean-Pierre Gay
JPG Conseil Inc
14, DE NEUFCHATEL
Montcalm QC J0T 2V0
Canada

Parent, Yves
6088 ave des belles-amours
Charny QC G6X 1P6
Canada

Thibodeau, Carole
6200 de la Giotte #301
Québec QC G2J 1R1
Canada

Marc Rowan
KSH Solutions Inc
Tour Xerox Place Alexis Nihon, 3400 Boulevard de
Maisonneuve Ouest Bureau 1600
Montréal QC H3Z 3B8
Canada

Garceau, Claude
3081 Dubord
Québec QC G1E 1R7
Canada

Allingham, Paul
329 Shoreacres Road
Burlington ON L7L 5P3
Canada

Neville, David
13 Birch Avenue
Shannon QC G0A 4N1
Canada

Michel Massé
Employés de Papier Masson Ltée.
2 Chemin de Montréal ouest
Gatineau QC J8M 2E1
Canada

Lahsen, Brahim
1529 Bd. Rene Levesque Ouest
Québec QC G1S 1X4
Canada

Roger Tessier
Roger Tessier Environnement Inc.
824 rue Hillside
Val-Morin QC J0T 2R0
Canada

Gagnon, Pierrette
Gagnon, Gilles
1 Rue Lorenzo
Québec QC G1B 1N9
Canada

Rhona Stewart
Andrew Merrilees Ltd.
189 Old Weston Road
Toronto ON M6N 3A5
Canada

McCoubrey, Wesley
15135 Boul. Valcartier
Québec QC G2A 0B1
Canada

Kitagawa, Koichi
#106-3088 West 41st Ave.
Vancouver BC V6N 3C9
Canada

Denis Masse
Groupement Forestier de Québec-Montmorency Inc.
7118 Boul. Ste-Anne
Château-Richer QC G0A 1N0
Canada

Marc Drouin
Exact Modus
400 Blv Jean Lesage Hall Ouest Bureau #21
Québec QC G1K 8W1
Canada

Lisette Dion
FilterFab Company
2305 Rue Jules Vachon
Trois-Rivières QC G9A 5E1
Canada

M. Nick Gagon
Enseignes Bélanger Division de Gagnon Image
70 F Montée Industrielle
Rimouski QC G5M 1B1
Canada

Patrice Chartrand
Consultant PAT Inc
202 Route 148 Est
Thurso QC J0X 3B0
Canada

Soeur Lise Noel
Noël, Louise
218 Des Peupliers Ouest
Québec QC S1L 1H7
Canada

Suzie Lanthier
Rebuts Solides Canadiens Inc.
1635 rue Sherbrooke Ouest Bureau 300
Montréal QC H3H 1E2
Canada

Sarasin, André
203-2201, Chemin St-Louis
Québec QC G1T 1P9
Canada

Asselin, Gaétan
396 Montpeller
Québec QC G1C 6A8
Canada

Frederic Couturier
Caisses et Palettes Certifiées du Québec Inc
121 Rue Tibo
Sainte-Catherine-de-la-Jacques-Cartier QC G3N 2K8
Canada

Robert Rose
Hoskin Scientific Limited
239 east 6th ave
Vancouver BC V5T 1J7
Canada

Jim Dubay
Atlantic Coated Papers Ltd
780 Tapscott Road
Scarborough ON M1X 1A3
Canada

Cyr, Gaétan
137 Du Foin
Saint-Augustin-de-Desmaures QC G3A 2S2
Canada

Daniel Parenteau
Filtration Fibrewall Inc.
689 rue de la Sabliere
Bois-des-Filion QC J6Z 4T2
Canada

Baker, David Lee
1265 Av. Jean-De Quen
Québec QC G1W 3H5
Canada

Fabien Ménard
Transport Lauri Inc.
795 Chemin Industriel
Saint-Nicolas QC G7A 1B4
Canada

Gilles Gauthier
T.N.G. Isolation LTEE
2884 Rue St-Dominique
Jonquière QC G7Y 1A1
Canada

McKinnon, Dan
McKinnon, Daniel R.
1259 Roseberry cr.
Oakville ON L6M 1W2
Canada

Manon Legault
Machinerie Tanguay Une Division d'Equipement
Quadco Inc
30 Boul. Industriel
Saint-Eustache QC J7R 5C1
Canada

Martin Chouinard
Syndicat des propriétaires forestiers de la région de
Québec
5185 rue Rideau
Québec QC G2E 5S2
Canada

René Duchesne
Chemins de Fer QC-Gatineau Inc.
6700 Avenue Du Parc, Bureau 110
Montréal QC H2V 4H9
Canada

Francyne Lange
NBC National Business Centers
7575 transcanada highway suite 500
Ville Saint-Laurent QC H4T 1V6
Canada

Avanelle Punel
Pitney Bowes
PO Box 190
Orangeville ON L9W 2Z6
Canada

Renaud Gagné
SCEP - QC et ses sections locales
545 Boul Crémazie est
Montréal QC H2M 2V1
Canada

Maheux, Denis
350 DES CEDRES #7
Québec QC G1L 1N2
Canada

Kazuta, Richard T.
4398 Buchanan St. #2402
Burnaby BC V5C 6R7
Canada

Fiset, Robert
216-1045 Avenue Belvedere
Québec QC G1S 3G4
Canada

Leboeuf, Jacques
1299 Domaine-Du-Moulin
L'Ancienne-Lorette QC G2E 4J8
Canada

Philippe Villiard
GE Canada Equipment Financing G.P.
1250 Rene-Levesque West Suite 1100
Montréal QC H3B 4W8
Canada

Rosaire Tremblay
Transport R.J. Tremblay
33, chemin Ville Saint-Laurent
Baie Saint-Paul Qc G3Z 2L2
Canada

Odette Pichette
Racine, Richard
2205 Av. Larue
Québec QC G1C 4W6
Canada

Michel Rouleau
Optique Rivière-Du Loup Inc.
30, Frontenac #102
Rivière-du-Loup QC G5R 1S5
Canada

John Mignacca
Sodexo Québec Ltée
930 Rue Wellington Suite 100
Montréal QC H3C 1T8
Canada

Stéphanie Robichaud
Le Groupe Créatech 6362222 Canada Inc
1 Alexander Graham Bell Edifice E4
Verdun QC H3E 3B3
Canada

Daniel Boucher
Groupe D'employés de White Birch Paper Co
10 Boul des Capucins C.P. 1487
Québec QC G1R 7A9
Canada

France Ménard
Médias Transcontinental Senc
400 avenue Ste-Croix #300
Ville Saint-Laurent QC H4L 5P3
Canada

Gravel, Richard
30, rue Gauthier
Dollard Des Ormeaux QC H9G 1Z7
Canada

Chassé, Réal
3305 Gedeon-ouimet
Québec QC G2B 4X7
Canada

Igor Bernaz
Cascades Transport
2, Rue Parenteau
Kingsey Falls QC J0A 1B0
Canada

Pascal Painchaud
Cascades Groupe Papiers Fins Inc
739 , avenue St-Augustin
Québec QC G0S 1E2
Canada

Anne Marie Cajavant
Tri-Tex Co. Inc
1001 Boul. Industriel
Saint-Eustache QC J7R 6C3
Canada

Dianne Destounis
Matheson Valves + Fitting
4060 Poirier
Ville Saint-Laurent QC H4R 2A5
Canada

Dino Pedicelli
Soupape V.I.P. Inc
7765 Rue Denise
Lasalle QC H8N 2A5
Canada

Francis Longpré
Axsun Logistics Inc.
4900 Armand Frapper
Saint-Hubert QC J3Z 1G5
Canada

Benoit Martel
Goyette Transport Inc.
2825 Boul Cusaunt Ouest
Saint-Hyacinthe QC J2S 7Y4
Canada

Johanne Blouin
Les Entreprises Forestieres Serge Bureau Inc.
2749 Boul. Talbot
Stoneham QC G3C 1K2
Canada

D'Hollingsworth, Mark
257 Simon Drive
Burlington ON L7N 1X8
Canada

Chevalier, Jean-Luc
235 Rue Du Couvent
Château-Richer QC G0A 1N0
Canada

Isobel Fraser
CIT Financial LTD
5035 South Service Road
Burlington ON L7R 4C8
Canada

Gaetan Dumas
Recycle City Inc.
175 Damas Breton
Saint-Lambert-de-Lauzon QC G6S 2W0
Canada

Francoise Boily
Ville de QC - Division des revenus
2, Rue Pierre-Olivier Chauveau, 1er étage
Québec QC G1R 4J3
Canada

Bujold, Jean
3530 Chemin St-Louis #202
Québec QC G1W 1S7
Canada

Benoit Martel
Goyette Logistiques Inc
2825 Boul Cusaunt Ouest
Saint-Hyacinthe QC J2S 7Y4
Canada

Kennedy, Patrick
5 Abbey Dawn Drive
Bath ON K0H 1G0
Canada

Edith Savard
Groupe Savard Scierie PSE Inc
491 Boul Chabot
Saint-Ubalde QC G0A 4L0
Canada

Claudia Boutin
Transport Couture
99 Route 271 South
Saint-Ephrem QC G0M 1R0
Canada

Noel Renaud
Metso Paper Ltd.
4900 Boul. Thimens
Ville Saint-Laurent QC H4R 2B2
Canada

Diane Anderson
Travelers Transportation Services Inc.
195 Heart Lake Road South
Brampton ON L6W 3N6
Canada

Steeve Paquet
Wilfrid Paquet & Fils Ltee
403 Rte 173
Saint-Théophile QC G0M 2A0
Canada

Claudette Normand
Les Entreprises E. Normand Inc.
115 Route 132
Sainte-Angèle-de-Merici QC G0J 2H0
Canada

Cadoret, Claude
Morissette, Claude
677 Rue Champlain
Québec QC G1K 4J6
Canada

Donnelly, Robert
301 Chemin du Club Marin #401
Verdun QC H3E 1Z2
Canada

Karl Arsenault
Réparations Ferroviaires K.L.N. Inc
C.P. 1258 Succ Lévis
Lévis QC G6V 6R8
Canada

Ruel, Robert
120 Charles-Couillard
Beaumont QC G0R 1C0
Canada

Boucher, Barry Lloyd
84 Bideford Ave.
Toronto ON M3H 1K4
Canada

Miville, Julie
Vallée, Yves
367 Ader
Beauport QC G1C 5N6
Canada

Francis Carl Rivard
Jean Blais
40 Ch de la rive du golf
Grand-Mère QC G9T 5K4
Canada

Bérubé, Ghislain
311 Ozias-Le Duc
Québec QC G1C 4H5
Canada

Mario Furtin
Restaurant Letournesol
292 Temiscouata
Rivière-du-Loup QC G5R 2Y5
Canada

Bélanger, Fernand
1617 rue de Villemoisson
Québec QC G3E 1J7
Canada

Beaudoin, Jacques
4365 Des Martinets
Québec QC G1G 5T6
Canada

Camelia Iliesou
Exova Canada Inc
2395 Speakman DC
Mississauga ON L5K 1B3
Canada

Nathalie Belval
FP Innovation
570, BOUL. ST-JEAN
Pointe-Claire QC H9R 3J4
Canada

Ferland, Carol
1399 Avenue Du Golf-De-Belair
Québec QC G3J 1L4
Canada

Savard, Pierre
164 Garneau
Boischatel QC G0A 1H0
Canada

Bisson, Denis
293 Laferte
Beauport QC G1C 5G1
Canada

Drouin, Gaétan
27 Chemin de la Corniche
Lac Beauport QC G3B 0L5
Canada

Chantale Lacoste
F.I.S.Q. Inc
1875 Avenue de la Normandie
Québec QC G1L 3Y8
Canada

Boucher, Gérard
149 Ave Des Vents
Beauport QC G1E 6R5
Canada

Toussaint, Yves
140 Rue Cloutier
Saint-Augustin-de-Desmaures QC G3A 1N8
Canada

Jean-Guy Landry
Philippe Day Inc.
226, Boul. Perron
Nouvelle QC G0C 2E0
Canada

Pelletier, Majoric
2020 Rue De Canadel
Québec QC G1C 5H9
Canada

Paquet, Gilles
38 Bon-Accueil
Saint-Etienne-de-Lauzon QC G6J 1B2
Canada

Gauvin, Luc
1043 Boul. Du Loiret
Québec QC G2L 0B1
Canada

Christopher Gauthier
Terminaux Portuaires Du QC Inc.
961, Boul. Champlain
Québec QC G1K 4J9
Canada

Julien Milot
Ener21
160 rue st-paul Bureau 200
Québec QC G1K 3W1
Canada

Gauthier, Christopher
Boileau, Ivan
2064, Rue Dickson
Québec QC G1T 1C5
Canada

Michel Clemur
Chouinard, Pierre
1167 De L'aigue Marine
Charlesbourg QC G2L 2W3
Canada

Me Marc-André Gravel
Biogénie Division EnGlobe Corp.
Place Iberville Trois,
2960, boulevard Laurier, bureau 500
Québec QC G1V 4S1
Canada

Sugi Amilhalingam
Tst Overland Express
5200 Maingate Drive
Mississauga ON L4W 1G5
Canada

Christian Pelletier
Propane Sélect inc
685 Boul.Armand Thériault
Rivière-du-Loup QC G5R 6B9
Canada

Bernier, Michel
4, Rue St. Jacques
Sainte-Brigitte-de-Laval QC G0A 3K0
Canada

Jocelyn Garant
Bolduc & Bolduc Inc.
3000 Rue Watt, Local 12
Sainte-Foy QC G1X 3Y8
Canada

Laberge, Claude
10 Rue Richard
L'Ange-Gardien QC G0A 2K0
Canada

Bussières, Laurent
646 Rue Bernier
Valcourt QC J0E 2L0
Canada

Cloutier, Victor
13 Rodrigue
Sainte-Hélène-de-Breakeyville QC G0S 1E1
Canada

Dany Tremblay
Distributions RMG / RMG Prévention
324-2 Temiscouata
Rivière-du-Loup QC G5R 2Y8
Canada

Poirier, Michel
180, 26E Rue, #2
Québec QC G1L 1V2
Canada

Martin Pelletier
Laboratoire d'Expertises de Riviere-du-Loup Inc.
145, Rue Beaubien
Rivière-du-Loup QC G5R 1H9
Canada

Sylvie Veilleux
Beauce Auto Accessoires
325 - 107E Rue
Saint-Georges-de-Beauce QC G5R 3Z1
Canada

Marc Bacon
BCG Inc vente et service
5120 Blain
Trois-Rivières QC G8Y 7K4
Canada

Haberlin, Frank
141 St. Laurent
Québec QC G1R 1V1
Canada

Racine, Serge
20 Charles-Eugène Marquis
Sainte-Anne-de-Beaupré QC G0A 3C0
Canada

Anne Fahey
Membres du SERP (Papier Masson)
2 Chemin de Montréal Ouest
Gatineau QC J8M 2E1
Canada

Jocelyn Proulx
Employés Syndiqués et Employés Cadres de
Stadacona S.E.C. et Scierie Leduc
10 Boulevard des Capucins C.P. 1487
Québec QC G1K 7H9
Canada

Nicholas Lam
Credit Suisse AG, Toronto Branch
One First Canadian Place,
Suite 2900 P.O. Box 301
Toronto ON M5X 1C9
Canada

Tracy Myers
Lawson Products Inc.
7315 Rapistan Court
Mississauga ON L5N 5Z4
Canada

Daigle, Denis
132 Boul. Trudelle
Boischatel QC G0A 1H0
Canada

McNeil, Yves
McNeil, Andrée
1980 Des Armoiries
L'Ancienne-Lorette QC G2E 5V8
Canada

Gaston Fortin
Filtech Inc.
533, Bellevue
Saint-Lambert-de-Lauzon QC H0S 2W0
Canada

Jisan-Louis Provencher
SGT 2000 Inc
354 Chemin Yamaska
Saint-Germain-de-Grantham QC J0C 1K0
Canada

Papillon, Jean-Marc
960 Rang St. Angelique
Saint-Basile QC G0A 3G0
Canada

Wayne Power
Hewitt, Howard
519 Rue Champlain
Québec QC G1K 4J4
Canada

James Chavarie
Canadian Pacific Railway
1100 de la gauchetiere St. West, Suite 450
Montréal QC M5W 5S5
Canada

Michel Roussel
IMPRIMERIE L'IMPRESSION INC.
445, RUE LAFONTAINE
Rivière-du-Loup QC G5R 3C1
Canada

Denys Hawey
Cantin & Fils LTEE
175 Rue St-Vallier East
Québec QC G1K 3N9
Canada

Claude Regnier
RMH Industries Inc.
130 De Rotterdam
Saint-Augustin-de-Desmaures QC G3A 1T3
Canada

Martin Sirois
Location MYR Inc.
720 de l'église
Saint-Romuald QC G6W 5M6
Canada

Mainguy, Robert
310-5320 Boul. Henri-Bourassa
Québec QC G1H 6Y9
Canada

Pierre Painchaud
Agence Du Revenu Du Canada
165, Pointe-Aux-Lievres
Québec QC G1K 7L3
Canada

Jean-Francois Carrier
Engrenage Provincial Inc.
960 Rue Raoul-Jobin
Québec QC G1N 1S9
Canada

Desgagnés, André
7023 Avenue Royale
Château Richer QC G0A 1N0
Canada

Benjamin Reyer
Canada Mayer
2180 Michelin St.
Laval QC H7L 5C3
Canada

Jeff Lowe
BDI Canada Inc
6235 Tomken Road
Mississauga ON L5T 1K2
Canada

Martin Cyrenne
Comité de retraite du Régime de retraite des employés
non syndiqués de Stadacona
630, boul. René-Lévesque Ouest, 30e étage
Montréal QC H3B 1S6
Canada

Martin Cyrenne
Comité de retraite du Régime de retraite des employés
non syndiqués de F.F. Soucy
630, boul. René-Lévesque Ouest, 30e étage
Montréal QC H3B 1S6
Canada

Martin Cyrenne
Comité de retraite du Régime de retraite des employés
non syndiqués de PML
630, boul. René-Lévesque Ouest, 30e étage
Montréal QC H3B 1S6
Canada

Maxime Dion
MS Solutions Inc.
5275 Boul. Wilfrid Harnel #120
Québec QC G2E 5M7
Canada

Pennington, Alan
575 Pierre Atironta
Wendake QC G0A 4V0
Canada

Fortier, Alain
5190 Royale
Saint-Ferréol-les-Neiges QC G0A 3R0
Canada

Penny Capiendo
Yrc Reimer
1400 Inkster Blvd
Winnipeg MB R2X 1R1
Canada

Jean claud Zakpiombu
Birks & Mayors Inc
1240 Phillips Square
Montréal QC H3B 3H4
Canada

Rachel Trottier
Canbec Courier ABR
2617 Edinburgh Place
Ottawa ON K1B 5M1
Canada

Yvan Ouellet
J.M. Bastille Acier Inc.
396, rue Témiscouata C.P. 744
Rivière-du-Loup QC G5R 3Z3
Canada

Dominique Gauthier
6047050 Canada inc.
165, rue Gamelin
Gatineau QC J8Y 1W1
Canada

Steve Ferris
Ahearn & Soper Inc.
100, Woodbine Downs Blvd
Rexdale ON M9W 5S6
Canada

Alain Masse
Société en commandite Servitech Énergie
12020, Rue Albert-Hudon
Montréal QC H1G 3K7
Canada

Wayne Stemmler
Bruce R Smith
RR 2
Simcoe ON N3Y 4K1
Canada

Richard Huard
Félix Huard inc
121, St-Alphonse
Sainte-Luce QC G0K 1P0
Canada

Christian Matte
S. Huot inc
1000, Raoul-Jobin
Québec QC G1N 4N3
Canada

Michel Marin
Talbot équipement Ltee
450, rue Michel-Fragasso
Québec QC G2E 5P3
Canada

Louise Lepage-Goreau
Comtés-Unis Prescott-Russell
59, rue Court Street C.P. 304
L'Orignal ON K0B 1K0
Canada

Dominic Paquet
Solifor Perthuis S.E.C.
5700 Rue J.-B.-Michaud Bureau 440
Lévis QC G6V 01B
Canada

SCEP - QC, section 250 (Fermeture Stadacona)
545, boul. Crémazie Est
Montréal QC H2M 2V1
Canada

SCEP - QC, Section 137 (Fermeture Stadacona)
545, boul. Crémazie Est
Montréal QC H2M 2V1
Canada

SCEP - QC, Section 299 (Fermeture Stadacona)
545, boul. Crémazie Est
Montréal QC H2M 2V1
Canada

SCEP - QC, Section 200 (Fermeture Stadacona)
545, boul. Crémazie Est
Montréal QC H2M 2V1
Canada

Sophie Normandin
Promobois G.d.s. Inc. (c/o Euler Hermes ACI)
C.I.B.C. Tower 1155, Boul. René-Lévesque Ouest,
Suite #1702
Montréal QC H3B 3Z7
Canada

Madame Diane Maloney
Le Soleil
410 Boul. Charest Est. C.P 1547, Succ. Terminus
Québec QC G1K 7J6
Canada

Linda Biron
Telus
C.P. 2070 Dept. R0712
Rimouski QC G5L 7E4
Canada

Karen Peregrine
Liftow Limited
3150 American Drive
Mississauga ON L4V 1B4
Canada

Jean M. Gagné
Fasken Martineau Dumoulin
140, Grande-Allée Est
Québec QC G1R 5M8
Canada

Carl Bouchard
Kinecor LP
1250 Bersimis
Chicoutimi QC G7K 1A5
Canada

Ralg Heitz
Kone Inc.
80 Homer Avenue
Etobicoke ON M8Z 4X8
Canada

Francine Perreault
Bell Canada
1 Carrefour Alexandre-Graham-Bell Aile E3
Verdun QC H3E 3B3
Canada

Bill Senra
Suncor Energy Products Partnership
2489 North Sheridan Way
Mississauga ON L5K 1A8
Canada

Stéphane Rodrigue
Ministère des Ressources Naturelles et de la Faune
5700 4e Avenue Ouest, Local D-405
Québec QC G1H 6R1
Canada

Leah Levy
Cognex Corporation
2060 Challenger Drive
Alameda California 94501
USA

Erin Pinter
Honeywell Limited
1140 w warner road 1233-M
Tempe AZ 86284
USA

Susan & Korn
Vulcan Electric Co
28 Endfield Street
Porter ME 4068
USA

Robyn Zeller
The Toronto-Dominion Bank
31 West 52nd Street
New York New York 10019
USA

Gary Mulherin
Clariant (Canada) Inc.
c/o: 4000 Monroc Rd
Charlotte North Carolina 28205
USA

Wendy Finnegan
Praxair Distribution Inc. (c/o Bankruptcy Recovery
Services)
P.O. Box 5126
Timonium Maryland 21094
USA

Tara E. Nauful
Sonoco Canada Corporation (c/o Tara E. Nauful Esq.)
Haynsworth Sinkler Boyd P.A. P.O. Box 11889
Columbia South Carolina 28211
USA

Ellen Moran
Fuller Brush Company
One Fuller Way P.O. Box #729
Great Bend Kansas 67530
USA

Danielle Manning
EII Consulting Services Inc.
5901 Kingstowne Village Parkway Suite #304
Alexandria VA 22180
USA

Walter August
Automated Material Handling
15 Mullen Road
Enfield CT 6082
USA

Richard Piger
Staiman Brothers Inc
201 Hepburn St
Williamsport Pennsylvania 17701
USA

Sean P Duffy
FCR INC BIRD'S EYE VIEW
999 west hill street
Charlotte NC 28208
USA

Gary Mulherin
Clariant Canada Inc
4000 monroc rd
Charlotte NC 28205
USA

Joseph Gaug
Albany International Canada Corp.
c/o Albany International Corp PO Box 1907
Albany NY 12201
USA

Tsutomu Kajisaki
Ichikawa North America Corporation
11097 Houze Road Suite 200
Rosewell GA 30076
USA

Glenn M Reisman
General Electric International Inc
c/o Glenn M Reisman two corporate drive suite 234
Shelton CT 6484
USA

Sherri Tennant
McMaster-Carr Supply
200 Aurora Industrial Parkway
Aurora OH 44202
USA

Mike Raber
Atlantic Coast Fibers LLC
101 7th Street
Passaic NJ 7055
USA

Susan Lancaster
Mariner Opportunities Fund LP
500 MAMARONECK avenue Suite 101
Harrison New York 10528
USA

Susan Lancaster
Caspian Select Credit Master Fund Ltd
500 MAMARONECK avenue Suite 101
Harrison New York 10528
USA

Susan Lancaster
Mariner LDC
500 MAMARONECK avenue Suite 101
Harrison New York 10528
USA

Susan Lancaster
Caspian Capital Partners L.P
500 MAMARONECK avenue Suite 101
Harrison New York 10528
USA

Richard D. Holahan Jr.
Caspian (Dune Capital International Ltd.)
767 5th Avenue, 45th Floor
New York New York 10153
USA

Richard D. Holahan Jr.
Caspian (Dune Capital LP)
767 Fifth Avenue, 45th Floor
New York New York 10153
USA

Richard D. Holahan Jr.
Caspian (WTA Dune Limited)
767 Fifth Avenue, 45th Floor
New York New York 10153
USA

Mark Jackson
Dow Jones & Company
1211 Avenue of the Americas 28th floor
New York New York 10036
USA

Andrew J. Nyquist
Wells Fargo Bank N.A
P.O. Box 29482
Phoenix AZ 85038-8650
USA

Chad Pechman
Nalco Canada Co
1601 west Diehl Rd
Naperville IL 60563-1198
USA

Despina A Costa
Northstar Recycling Group
89 Gulon Street
Springfield MA 1104
USA

Kim Lopac
Schneider National Inc
3102 S packerland dr
Green Bay WI 54313
USA

Katherine Madill
Nationwide Magazine Recycling Inc
3000 East Grauwylar Road
Irving TX 75061
USA

Lisa Rymot
Fidelity Advisory Series
I: Fidelity Advisor High Income Advantage
C/O Fidelity management and research company 82
Devonshire Street V13H
Boston MA 2109
USA

Lisa Rymot
Commonwealth of Massachusetts Pension Reserves
Investment Management Board
C/O Fidelity Investments 82 Devonshire Street V13H
Boston MA 2109
USA

Lisa Rymot
Pension Investment Committee of General Motors for
General Motors Employees Domestic Group Pension
C/O Fidelity Investments 82 Devonshire Street V13H
Boston MA 2109
USA

Stephanie Vincent
Voith Paper Fabric & Roll Systems Canada Inc.
2200 N. Roemer Rd.
Appleton WI 54911
USA

Richard Schott
Weavexx LLC
51, Flexway
Youngsville NC 27596
USA

Mary K. Paner
River Valley Paper Company
120, East Mill Street #337
Akron OH 44308-1745
USA

Chris Lorson
CL Trading LLC
2206, Pine Woods Road
Jersey Shore PA 17740
USA

David Clemons
Ryder Truck Rental Canada Ltd
600, Windward Parkway
Alpharetta GA 30005
USA

Joanna Velez
Luzenac America Inc
8051 East Maplewood Avenue, #4-Ste 3W
Greenwood Village CO 80111
USA

Ryan Ericksen
Kemira Chemicals Canada Inc.
1950 Vaughn Road
Kennesaw Georgia 30144
USA

Doris Sorrelos
Ryeco Inc
810, Pickens Drive ext
Marietta Georgia 30062
USA

Jacquolyn Mills
Waste Management Recycle America
1001 Fannin Street Ste 4000
Houston Texas 77002
USA

Pam Borden
Olin Chlor Alkali Products
1186 Lower River Rd P.O. Box 248
Charleston Tennessee 37310
USA

Don Fletcher
Johnson Foils Inc
40 progress Avenue
Springfield Massachusetts 1104
USA

Victor Horton
Maine Ressource Recovery Association
P.O. Box 1838
Bangor Maine 4402
USA

Lloyd S. Stirmer
Flom Corporation
1433 Laurel Bowie Road Suite 308
Laurel Maryland 20708
USA

Laura Plude
Rock of Ages Corporation
P.O. ox 482
Barre Vermont 5641
USA

Timothy J. DeVivo
Willimantic Waste Paper Company Inc.
1590 West Main Street P.O. Box 239
Willimantic Connecticut 6226
USA

Robert Larsen
Moore Canada
3075 Highland Parkway
Downers Grove Illinois 60515
USA

Wanda P. Berry
Technical Associates of Charlotte, P.C.
347 North Caswell Road
Charlotte North Carolina 28204
USA

Brian Wilderman
Johnson Controls Inc.
507 E. Michigan St.
Milwaukee Wisconsin 53202
USA

Nancy Whedbee
BTG Ameriques Inc.
5085 Avalon Ridge Parkway Suite 100
Norcross GA 30071
USA

Daniel Snyder
Accurate Recycling Corporation
508 Baltimore Ave
Lansdowne PA 19050
USA

Karen Scheibe, Esq.
QCor World (USA) et. al.
c/o Ask Financial, LLP 2600 Eagan Woods Drive, Suite
400
St. Paul MN 55121
USA

Pieter VanSchaick
Kingsland IV, Ltd
Kingsland Capital Management, as Manager 485
Madison Avenue, 24th Floor
New York New York 10022
USA

Yumi Torimaru
Filcon America Inc.
4900 SW Griffith Dr. Suite 271
Beaverton OR 97005
USA

Richard Brown
Brown Distributing Company
51 Swans
Newark OH 43055
USA

Sandy Stasi
Deublin Co.
2050 Norman Dr.
Waukegan IL 60085
USA

Deborah B. Zink
Andritz Ltd.
1115 Northmeadow Parkway
Roswell GA 30076
USA

Chris Van Laar
Metso Automation Canada Ltd.
2900 Courtyards Dr.
Norcross GA 30071
USA

Marisa Holtzclaw
Gulf Stream - Sextant CLO 2007-1, Ltd.
4201 Congress Street, Suite #475
Charlotte North Carolina 28209
USA

Marisa Holtzclaw
Gulf Stream - Compass CLO 2005-11, Ltd.
4201 Congress Street, Suite #475
Charlotte North Carolina 28209
USA

Marisa Holtzclaw
Gulf Stream-Compass CLO 2002-1, Ltd.
4201 Congress Street, Suite #475
Charlotte North Carolina 28209
USA

Chris DiBiase
Merrill Lynch Capital Services, Inc.
Bank of America, N.A. 335 Madison Avenue, 5th Floor
New York NY 10017
USA

Mary Haile
Credit Suisse International
11 Madison Avenue, 10th Floor
New York NY 10010
USA

James Eggeman
Pension Benefit Guaranty Corporation
1200 K Street, N.W.
Washington D.C. 20005
USA

Michaud, Ian A.
6402 Brava Way
Boca Raton Florida 33433
USA

Bureau du surintendant des faillites Canada
l'Édifice Sun Life, 1155 rue Metcalfe, bureau 950,
Montréal Québec H3B 2V6

Palais de justice de Montréal
Greffes de la Chambre commerciale et des faillites
1, rue Notre-Dame Est, local 1.146
Montréal Québec H2Y 1B6

Agence des douanes et du revenu du Canada
2250, St-Olivier
Trois-Rivières, Québec
G9Z 4E9

CitiFinancial Canada Inc.
C/O BankruptcyHighway.com
P.O. Box 57100
Etobicoke, Ontario M8Y 3Y2

Bell Canada
Groupe insolvabilité
1 Carrefour Alexandre Graham Bell, Aile E3
Verdun, Québec
H3E 3B3

C.S.S.T.
1, Complexe Desjardins
Tour Sud, 34e étage, Succ. Desjardins
Montréal, Québec
H5B 1H1

Coface North America Credit Insurance
Attn: Terry Cowen
1375 Trans-Canada, Bureau 430
Dorval, Québec
H9P 2W8

Commission des normes du travail
500, boul. René-Lévesque ouest
25e étage,
Montréal, Québec H2Z 2A5

Ressources Humaines et Développement
des Compétences Canada RHDCC
Québec - Remises DRHC
C.P. 4444,
Matane, Québec G4W 4S1

Creditfax
a/s Nathalie Carpanzano
555, Chabanel ouest, Suite 1009
Montréal, Québec H2N 2H8

Développement des
ressources humaines Canada
1001, de Maisonneuve est, Bureau S490
Montréal, Québec
H2L 5A1

TransUnion
1 Place Laval
Suite 370
Laval, Québec H7N 1A1

Equifax Canada Inc.
7100, rue Jean-Talon est, 8e étage
Montréal, Québec
H1M 0A3

Equifax Canada Inc.
5650 Yonge St.
Toronto, Ontario M2M 4G3

Loans, Mosaik Mastercard, Mortgage
ASSET Inc. /Bankruptcy Highway.com
1551 The Queensway Avenue,
Toronto, Ontario M8Z 1T8

Gaz Métropolitain
1717, rue du Havre
Montréal, Québec
H2K 2X3

Hydro-Québec
Direction - Service de recouvrement
140, Crémazie ouest, 1er étage
Montréal, Québec H2P 1C3

GROUPecho CANADA INC.
1, Place Laval
Bureau 400,
Laval, Québec H7N 1A1

Ministère du Revenu du Québec
Secteur des faillites R23CPF
1600, boul. René-Lévesque ouest, 3e étage
Montréal, Québec H3H 2V2

Bell Mobilité
a/s Mme Patricia Iok
Groupe insolvabilité, 200, boul. Bouchard
Dorval, Québec H9S 5X5

Service Canada
A/S Madame Johanne Gosselin
200, boul. René-Lévesque Ouest
Complexe Guy Favreau, 3^e étage
Montréal, Québec H3C 4H6

Statistique Canada
a/s Mme Marie Grimard
Bureau des registres d'entreprises
Édifice Jean-Talon, 8e étage
Ottawa, Ontario K1A 0T6

Office of the Superintendent of Bankruptcy
CCAA Program
25 St. Clair Avenue E, 6th Floor
Toronto, Ontario M4T 1M2

DÉPART MASSIF À LA RETRAITE

L'Ordre des infirmières invite le gouvernement à la prudence

PIERRE PELCHAT
ppelchat@lesoleil.com

L'Ordre des infirmières invite le gouvernement Couillard à la prudence afin d'éviter un départ massif à la retraite d'infirmières en

diminuant les conditions de leur régime de retraite.

«Il faut faire preuve de grande prudence et ne pas jeter le bébé et l'eau du bain. Quand on regarde les chiffres qu'on a à l'Ordre, il y a quand même un nombre important d'infirmières qui ont

55 ans et plus. Le gouvernement doit s'assurer qu'il n'y ait pas des départs massifs à la retraite», a affirmé, hier, la présidente de l'Ordre, Lucie Tremblay, au cours d'un entretien téléphonique avec *Le Soleil*.

M^{me} Tremblay a souligné que le gouvernement ne devait pas limiter sa réflexion sur le nombre

d'infirmières qui pourraient quitter le réseau de la santé. «Il faut tenir compte aussi de toute l'expertise qu'une infirmière qui a de l'expérience peut amener au sein de l'équipe de soins», a-t-elle dit.

Selon les données de la Fédération interprofessionnelle de la santé (FIQ), plus de 10 000 infirmières et infirmières auxiliaires pourraient prendre leur retraite au cours des prochains mois et ne pas être pénalisées par le report de l'âge de la retraite de 60 à 62 ans et l'augmentation des pénalités actuarielles en cas de préretraite. Du côté syndical, on craint qu'un tel départ massif force les employeurs à recourir aux heures supplémentaires

obligatoires et à l'embauche à fort prix d'infirmières provenant d'agences privées.

PAS COMME LES ANNÉES 90

Au Conseil du trésor, qui pilote les négociations avec les syndicats, on ne croit pas que la diminution des conditions du régime de retraite aggraverait la pénurie d'infirmières dans le réseau de la santé.

«Ça n'a rien à voir avec ce qui a été fait dans les années 90. À l'époque, des indemnités avaient été octroyées pour permettre aux salariés de se rendre à leur retraite. On ne parle pas de ça actuellement. Ce qui est proposé est vraiment une mesure responsable pour assurer la pérennité du régime de retraite en tenant compte du prolongement de l'espérance de vie», a-t-on répondu.

Selon les évaluations du Conseil du trésor, les changements au régime de retraite pousseront 400 infirmières de plus à se retirer cette année et 1200 de plus en 2016. En moyenne, on estime que 2400 infirmières prennent leur retraite par année, sans modification au régime. C'est donc dire que le gouvernement s'attend à ce que 2800 infirmières en 2015 et 3600 autres l'année suivante partiront avant l'entrée en vigueur des changements proposés au régime de retraite pour un total de 6400 départs en deux ans.

Par ailleurs, l'intention du gouvernement est d'appliquer les modifications au régime de retraite au 1^{er} janvier 2017. Cette demande gouvernementale fait toujours l'objet de négociations avec les syndicats.

QUOTAS DEMANDÉS

D'autre part, l'Ordre des infirmières craint que les compressions budgétaires compromettent la prestation sécuritaire des soins infirmiers dans les hôpitaux, les CHSLD et les CLSC. L'organisme demande qu'une forme de quotas de patients par infirmière soit mise en place dans les établissements de santé.

«On veut qu'il y ait des lignes directrices, un encadrement. Ce n'est pas un ratio mur à mur. Il peut y avoir des modulations pour tenir compte de plusieurs éléments dont les besoins des patients, de la composition de l'équipe de soins, de l'organisation physique des lieux, du nombre d'admissions sur l'unité de soins, de l'intensité des soins», a expliqué M^{me} Tremblay.

«Dans d'autres provinces, on s'est doté de ces lignes directrices pour s'assurer qu'il y ait une flexibilité au chevet des malades. C'est important de prendre cette décision maintenant. Il va y avoir des changements importants dans notre réseau de la santé», a-t-elle ajouté.

AVIS AUX CRÉANCIERS DE SUCCESSION WBPC (AUTREFOIS COMPAGNIE DE PAPIERS WHITE BIRCH) ET DE DIVERSES FILIALES ET ENTITÉS AFFILIÉES

Les créanciers de Succession WBPC et de diverses filiales et entités affiliées (collectivement, les « Sociétés ») sont avisés par les présentes que, dans le cadre des procédures en cours des Sociétés en vertu de la Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies (« LACC »), les Sociétés ont déposé auprès de la Cour supérieure du Québec un plan de compromis daté du 17 mars 2015 (tel qu'il pourra être modifié ou complété par des suppléments conformément aux modalités y prévues, le « Plan »).

Les créanciers de la Société sont par ailleurs avisés qu'une assemblée des créanciers des Sociétés (l'Assemblée des créanciers) aura lieu au Centre Sheraton Montréal Hôtel situé au 1201, boulevard René-Lévesque Ouest à Montréal, Québec, le 22 avril 2015 à 9h30 (heure de Montréal) en vue d'examiner et, si cela est jugé souhaitable, d'adopter une résolution visant à approuver le Plan, avec ou sans modification(s), et de délibérer sur toute autre question dont pourra être dûment saisie l'Assemblée des créanciers.

Le Contrôleur, Ernst & Young Inc., a mis en place un site web, à l'adresse www.ey.com/ca/WhiteBirch, sur lequel se trouve de l'information concernant les procédures en vertu de la LACC dont font l'objet les Sociétés, notamment l'information relative à l'Assemblée des créanciers et aux procédures de vote. Copie du Plan, de l'avis de convocation des créanciers à l'Assemblée des créanciers, du Formulaire de procuration et du Formulaire de vote ont été envoyés par la poste à tous les créanciers connus des Sociétés affectés par le Plan le ou avant le 20 mars 2015.

Pour avoir le droit d'assister et de voter à l'Assemblée des créanciers, les créanciers doivent avoir déposé leur preuve de réclamation et prouvé leurs réclamations de la manière et dans les délais précisés dans l'Ordonnance relative à la procédure des réclamations et dans l'Ordonnance relative à l'Assemblée des créanciers, lesquelles se trouvent sur le site web du Contrôleur au www.ey.com/ca/WhiteBirch. Aucune autre personne n'aura le droit d'assister ou de voter à l'Assemblée des créanciers.

Le numéro de dossier du greffe attribué à ces procédures est le 500-11-038474-108. Les entités visées par l'Ordonnance initiale sont Estate WBPHC Company (autrefois White Birch Paper Holding Company), Succession WBPC (autrefois Compagnie de papiers White Birch), Succession SGPI (autrefois Commandité Stadacona Inc.), Estate BSPi Inc. (autrefois La Compagnie de papier Épinette noire Inc.), Succession FFS GPI (autrefois Commandité F.F. Soucy Inc.), 3120772 Nova Scotia Company, Succession GCSI (autrefois Arrimage de Gros Cacouna Inc.), Succession PML Inc. (autrefois Papier Masson Ltée), SSEC S.E.C. (autrefois Stadacona S.E.C.), FFS S.E.C. (autrefois F.F. Soucy S.E.C.) et FFSIA S.E.C. (autrefois F.F. Soucy, Inc. et Associés, société en commandite).

Ernst & Young Inc., en sa qualité de Contrôleur nommé par le tribunal dans l'affaire du plan de compromis proposé de Succession WBPC et de ses affiliés

800, boulevard René-Lévesque Ouest, bureau 1900
Montréal (Québec) H3B 1X9
Téléphone : 514 875 6060 Télécopieur : 514 395 4933

EY

LES DÎNERS-CONFÉRENCES CENTRAIDE 2014-2015

MERCREDI 1^{ER} AVRIL 2015



CLAUDE VANASSE

Directrice générale
Centre d'information et de référence de la
Capitale-Nationale et de la Chaudière-Appalaches
(Service 211)

LE SERVICE 211: PLUS QU'UTILE, NÉCESSAIRE

Parce que toute personne dans le besoin doit pouvoir trouver rapidement l'organisme communautaire qui sera le mieux placé pour l'aider, le Service 211 existe. Trois chiffres, simples à retenir et pourtant encore trop méconnus de la population. Depuis 2008, ce service d'information et de référence ne cesse de démontrer sa pertinence et son efficacité dans la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale au sein de nos régions. Les préposés – oui, il y a quelqu'un au bout du fil! – répondent à près de 50 000 appels chaque année, et 300 000 internautes consultent le site Web. Gratuit, le 211 met non seulement en lien les gens avec les ressources disponibles dans la collectivité, mais permet également d'identifier des trous de services. Venez prendre toute la mesure de l'impact du 211 au sein de notre communauté et du potentiel encore inexploité de sa base de données.

Heure : 11h45 | Coût : 30\$

Lieu : Université Laval

Grand Salon du Pavillon Desjardins

Réservation : 418 660-2100

dinersconferences@centraide-quebec.com
centraide-quebec.com



ACADEMIC SESSION:
2015 - 2016



KIIT UNIVERSITY

Kallagha Institute of Industrial Technology
KIIT UNIVERSITY
(Deemed U-3 of MOC Act, 1956)
Bhubaneswar, Odisha, India

Among the youngest
to be given deemed
University status

Recognized in 'B' Category
by the Ministry of HIGHS
Govt. of India

The Accredited
Professional Academy
by AICTE for Engineering

Accredited by
NAAC, U-3
to be a deemed
University

KIIT University is one of the most progressing institutions of India. With a curriculum based on international standard, computerized campus and superior infrastructure facilities, these programs are an integral part of educational excellence. KIIT distinguishes itself by offering world class facilities at an affordable price.



STUDY IN
INDIA

Research Program

Apply Online
through
KIIT Website
www.kiit.ac.in
www.kiit.ac.in

Unique Features

BACHELOR DEGREE
B.Tech., B.Arch., MBBS, BSC.
B.Sc Nursing, Bachelor of
Design (Fashion & Textile),
Bachelor of Design (Interior),
Production (BBA, BCR)

MASTER DEGREE
M.Sc. (Electronics)/Applied
Mathematics, M.Sc Nursing,
MCA (MCA), MBA (MBA),
(Rural Management),
Master of Arts Communication
(MARC), MA (Sociology), LL.M.

DUAL DEGREE
B-Tech & M.Tech.
B.Tech. & MBA

INTEGRATED
B.A.BS & BS.BA

Global Recognition: Member of prestigious national and international bodies like UAI, ASQ, AQAP, MAAP, AAUP, IE, UNAN and ESPEC.

International Ambience: International and multi-cultural ambience with 25,000 students and faculty from all parts of India and 22 countries.

Applied Mathematics: Academic partnership with more than 105 research institutions across the world.

World-class Infrastructure: 28 schools spread over 28 sq. km. area, catering more than 195 academic programmes, with an independent campus for each sphere of education. Dedicated hostel (air conditioned) for international students with a sports amenities.

Interaction with International luminaries: Regular interactions with and special lectures by international luminaries such as Most Laurels, Ratan Nayyar, Jay Swarand, Ambassadors, etc.

International Programs: Gift Guidance to international students right from their arrival through a process of International Program Guidance.

KIIT University **India** **Kolkata** **Bhubaneswar** **151024** **Odisha** **India**

Ph: +91 674 2241013, 2241477, 2241478, 2225511, +91 7524444101 Fax: +91 674 2241455

Email: info@kiit.ac.in admission@kiit.ac.in placement@kiit.ac.in

LA PRESSE AFFAIRES

Projet d'oléoduc Énergie Est

Gaz Métro croît à une entente avec TransCanada

LA PRESSE CANADIENNE

Gaz Métro croît en mesure de s'entendre avec TransCanada afin d'éviter que le projet d'oléoduc Énergie Est ne se traduise par une réduction de la capacité de transport de gaz naturel vers le Québec et l'Ontario.

La présidente et chef de la direction, Sophie Brochu, a affirmé hier qu'elle a bon espoir d'en arriver à un dénouement avant que l'Office national de l'énergie (ONE) amorce ses audiences sur la proposition de l'entreprise albertaine.

En marge de l'assemblée annuelle des actionnaires de Valenar, M^{me} Brochu a estimé que TransCanada est

M^{me} Brochu se désole du scénario dans lequel l'entreprise albertaine construirait un nouveau gazoduc dans ce secteur du nord-est de l'Ontario, au coût de 1,5 milliard, puisque la capacité de cette nouvelle infrastructure serait réduite de moitié.

Devant les actionnaires de Valenar, qui détiennent une participation de 49 % dans le distributeur de gaz naturel, elle a rappelé que la capacité actuelle du gazoduc a été utilisée pleinement pendant au moins 30 jours depuis le mois de janvier en raison du froid mordant ayant sévi au Québec.

Si TransCanada refuse de piller, M^{me} Brochu a prévenu que Gaz Métro et Valenar

La présidente de Gaz Métro a estimé que TransCanada est en voie de « comprendre » qu'il n'a pas intérêt à se « mettre à dos » des clients comme Gaz Métro, Union Gas et Enbridge Gas Distribution.

en voie de « comprendre » qu'il n'a pas intérêt à se « mettre à dos » des clients comme Gaz Métro, Union Gas et Enbridge Gas Distribution.

La diligente de la société en a particulièrement contre la décision de TransCanada de convertir un tronçon de son gazoduc entre North Bay et Ottawa pour y faire passer du pétrole, ce qui ferait grimper les prix du gaz naturel.

— qui ont demandé à participer aux audiences de l'ONE — n'auraient pas de difficulté à prouver que le scénario proposé ne tient pas la route.

Le projet de TransCanada vise à schématiser quotidiennement environ 1 million de barils de pétrole des sables bitumineux albertains à travers un oléoduc de quelque 4600 km vers le Québec et le Nouveau-Brunswick.

AVIS LÉGAUX - APPELS D'OFFRES SOUMISSIONS - ENCANS

Appel d'offres Montréal

Service de Poste - Direction de l'Équipement des sacs usés

Des soumissionnaires sont invités à soumettre des offres de service pour le service de Poste de la Direction de l'Équipement des sacs usés. Les soumissionnaires doivent soumettre leurs offres de service à la Direction de l'Équipement des sacs usés, 215, rue Notre-Dame-Est, Montréal, Québec H2N 1G5, avant le 25 mars 2015.

Appel d'offres 15-14327
Description : Service d'entretien des sacs usés.
Date d'ouverture : 15 mai 2015
Date de clôture : 15 mai 2015
Date de signature : 15 mai 2015

Appel d'offres 15-14328
Description : Service d'entretien des sacs usés.
Date d'ouverture : 15 mai 2015
Date de clôture : 15 mai 2015
Date de signature : 15 mai 2015

Appel d'offres 15-14329
Description : Service d'entretien des sacs usés.
Date d'ouverture : 15 mai 2015
Date de clôture : 15 mai 2015
Date de signature : 15 mai 2015

Appel d'offres 15-14330
Description : Service d'entretien des sacs usés.
Date d'ouverture : 15 mai 2015
Date de clôture : 15 mai 2015
Date de signature : 15 mai 2015

Appel d'offres 15-14331
Description : Service d'entretien des sacs usés.
Date d'ouverture : 15 mai 2015
Date de clôture : 15 mai 2015
Date de signature : 15 mai 2015

Appel d'offres 15-14332
Description : Service d'entretien des sacs usés.
Date d'ouverture : 15 mai 2015
Date de clôture : 15 mai 2015
Date de signature : 15 mai 2015

Appel d'offres 15-14333
Description : Service d'entretien des sacs usés.
Date d'ouverture : 15 mai 2015
Date de clôture : 15 mai 2015
Date de signature : 15 mai 2015

Appel d'offres 15-14334
Description : Service d'entretien des sacs usés.
Date d'ouverture : 15 mai 2015
Date de clôture : 15 mai 2015
Date de signature : 15 mai 2015

Appel d'offres 15-14335
Description : Service d'entretien des sacs usés.
Date d'ouverture : 15 mai 2015
Date de clôture : 15 mai 2015
Date de signature : 15 mai 2015

Appel d'offres 15-14336
Description : Service d'entretien des sacs usés.
Date d'ouverture : 15 mai 2015
Date de clôture : 15 mai 2015
Date de signature : 15 mai 2015

Appel d'offres 15-14337
Description : Service d'entretien des sacs usés.
Date d'ouverture : 15 mai 2015
Date de clôture : 15 mai 2015
Date de signature : 15 mai 2015

Appel d'offres 15-14338
Description : Service d'entretien des sacs usés.
Date d'ouverture : 15 mai 2015
Date de clôture : 15 mai 2015
Date de signature : 15 mai 2015

Appel d'offres 15-14339
Description : Service d'entretien des sacs usés.
Date d'ouverture : 15 mai 2015
Date de clôture : 15 mai 2015
Date de signature : 15 mai 2015

Appel d'offres 15-14340
Description : Service d'entretien des sacs usés.
Date d'ouverture : 15 mai 2015
Date de clôture : 15 mai 2015
Date de signature : 15 mai 2015

Appel d'offres 15-14341
Description : Service d'entretien des sacs usés.
Date d'ouverture : 15 mai 2015
Date de clôture : 15 mai 2015
Date de signature : 15 mai 2015

Appel d'offres 15-14342
Description : Service d'entretien des sacs usés.
Date d'ouverture : 15 mai 2015
Date de clôture : 15 mai 2015
Date de signature : 15 mai 2015

Appel d'offres Montréal

Direction générale adjointe - Services Institutionnels

Des soumissionnaires sont invités à soumettre des offres de service pour le service de la Direction générale adjointe - Services Institutionnels. Les soumissionnaires doivent soumettre leurs offres de service à la Direction générale adjointe - Services Institutionnels, 215, rue Notre-Dame-Est, Montréal, Québec H2N 1G5, avant le 25 mars 2015.

Appel d'offres 15-14327
Description : Service d'entretien des sacs usés.
Date d'ouverture : 15 mai 2015
Date de clôture : 15 mai 2015
Date de signature : 15 mai 2015

Appel d'offres 15-14328
Description : Service d'entretien des sacs usés.
Date d'ouverture : 15 mai 2015
Date de clôture : 15 mai 2015
Date de signature : 15 mai 2015

Appel d'offres 15-14329
Description : Service d'entretien des sacs usés.
Date d'ouverture : 15 mai 2015
Date de clôture : 15 mai 2015
Date de signature : 15 mai 2015

Appel d'offres 15-14330
Description : Service d'entretien des sacs usés.
Date d'ouverture : 15 mai 2015
Date de clôture : 15 mai 2015
Date de signature : 15 mai 2015

Appel d'offres 15-14331
Description : Service d'entretien des sacs usés.
Date d'ouverture : 15 mai 2015
Date de clôture : 15 mai 2015
Date de signature : 15 mai 2015

Appel d'offres 15-14332
Description : Service d'entretien des sacs usés.
Date d'ouverture : 15 mai 2015
Date de clôture : 15 mai 2015
Date de signature : 15 mai 2015

Appel d'offres 15-14333
Description : Service d'entretien des sacs usés.
Date d'ouverture : 15 mai 2015
Date de clôture : 15 mai 2015
Date de signature : 15 mai 2015

Appel d'offres 15-14334
Description : Service d'entretien des sacs usés.
Date d'ouverture : 15 mai 2015
Date de clôture : 15 mai 2015
Date de signature : 15 mai 2015

Appel d'offres 15-14335
Description : Service d'entretien des sacs usés.
Date d'ouverture : 15 mai 2015
Date de clôture : 15 mai 2015
Date de signature : 15 mai 2015

Appel d'offres 15-14336
Description : Service d'entretien des sacs usés.
Date d'ouverture : 15 mai 2015
Date de clôture : 15 mai 2015
Date de signature : 15 mai 2015

Appel d'offres 15-14337
Description : Service d'entretien des sacs usés.
Date d'ouverture : 15 mai 2015
Date de clôture : 15 mai 2015
Date de signature : 15 mai 2015

Appel d'offres 15-14338
Description : Service d'entretien des sacs usés.
Date d'ouverture : 15 mai 2015
Date de clôture : 15 mai 2015
Date de signature : 15 mai 2015

Appel d'offres 15-14339
Description : Service d'entretien des sacs usés.
Date d'ouverture : 15 mai 2015
Date de clôture : 15 mai 2015
Date de signature : 15 mai 2015

Appel d'offres 15-14340
Description : Service d'entretien des sacs usés.
Date d'ouverture : 15 mai 2015
Date de clôture : 15 mai 2015
Date de signature : 15 mai 2015

Appel d'offres 15-14341
Description : Service d'entretien des sacs usés.
Date d'ouverture : 15 mai 2015
Date de clôture : 15 mai 2015
Date de signature : 15 mai 2015

Appel d'offres 15-14342
Description : Service d'entretien des sacs usés.
Date d'ouverture : 15 mai 2015
Date de clôture : 15 mai 2015
Date de signature : 15 mai 2015

AÉROPORTS DE MONTRÉAL APPEL D'OFFRES

Entretien ménager à l'Aéroport international de Montréal-Mirabel. Les soumissionnaires peuvent obtenir plus d'informations sur cet appel d'offres en visitant le site Internet d'ADM à www.adm.com.

Appel d'offres Montréal

Service de feu

Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau (DGSGE) Division de l'approvisionnement des réseaux Des soumissionnaires sont invités à soumettre des offres de service pour le service de feu. Les soumissionnaires doivent soumettre leurs offres de service à la Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau (DGSGE), 215, rue Notre-Dame-Est, Montréal, Québec H2N 1G5, avant le 25 mars 2015.

Appel d'offres 15-14327
Description : Service d'entretien des sacs usés.
Date d'ouverture : 15 mai 2015
Date de clôture : 15 mai 2015
Date de signature : 15 mai 2015

Appel d'offres 15-14328
Description : Service d'entretien des sacs usés.
Date d'ouverture : 15 mai 2015
Date de clôture : 15 mai 2015
Date de signature : 15 mai 2015

Appel d'offres 15-14329
Description : Service d'entretien des sacs usés.
Date d'ouverture : 15 mai 2015
Date de clôture : 15 mai 2015
Date de signature : 15 mai 2015

Appel d'offres 15-14330
Description : Service d'entretien des sacs usés.
Date d'ouverture : 15 mai 2015
Date de clôture : 15 mai 2015
Date de signature : 15 mai 2015

Appel d'offres 15-14331
Description : Service d'entretien des sacs usés.
Date d'ouverture : 15 mai 2015
Date de clôture : 15 mai 2015
Date de signature : 15 mai 2015

Appel d'offres 15-14332
Description : Service d'entretien des sacs usés.
Date d'ouverture : 15 mai 2015
Date de clôture : 15 mai 2015
Date de signature : 15 mai 2015

Appel d'offres 15-14333
Description : Service d'entretien des sacs usés.
Date d'ouverture : 15 mai 2015
Date de clôture : 15 mai 2015
Date de signature : 15 mai 2015

Appel d'offres 15-14334
Description : Service d'entretien des sacs usés.
Date d'ouverture : 15 mai 2015
Date de clôture : 15 mai 2015
Date de signature : 15 mai 2015

Appel d'offres 15-14335
Description : Service d'entretien des sacs usés.
Date d'ouverture : 15 mai 2015
Date de clôture : 15 mai 2015
Date de signature : 15 mai 2015

Appel d'offres 15-14336
Description : Service d'entretien des sacs usés.
Date d'ouverture : 15 mai 2015
Date de clôture : 15 mai 2015
Date de signature : 15 mai 2015

Appel d'offres 15-14337
Description : Service d'entretien des sacs usés.
Date d'ouverture : 15 mai 2015
Date de clôture : 15 mai 2015
Date de signature : 15 mai 2015

Appel d'offres 15-14338
Description : Service d'entretien des sacs usés.
Date d'ouverture : 15 mai 2015
Date de clôture : 15 mai 2015
Date de signature : 15 mai 2015

Appel d'offres 15-14339
Description : Service d'entretien des sacs usés.
Date d'ouverture : 15 mai 2015
Date de clôture : 15 mai 2015
Date de signature : 15 mai 2015

Appel d'offres 15-14340
Description : Service d'entretien des sacs usés.
Date d'ouverture : 15 mai 2015
Date de clôture : 15 mai 2015
Date de signature : 15 mai 2015

Appel d'offres 15-14341
Description : Service d'entretien des sacs usés.
Date d'ouverture : 15 mai 2015
Date de clôture : 15 mai 2015
Date de signature : 15 mai 2015

Appel d'offres 15-14342
Description : Service d'entretien des sacs usés.
Date d'ouverture : 15 mai 2015
Date de clôture : 15 mai 2015
Date de signature : 15 mai 2015

Appel d'offres 15-14343
Description : Service d'entretien des sacs usés.
Date d'ouverture : 15 mai 2015
Date de clôture : 15 mai 2015
Date de signature : 15 mai 2015

Appel d'offres 15-14344
Description : Service d'entretien des sacs usés.
Date d'ouverture : 15 mai 2015
Date de clôture : 15 mai 2015
Date de signature : 15 mai 2015

Appel d'offres 15-14345
Description : Service d'entretien des sacs usés.
Date d'ouverture : 15 mai 2015
Date de clôture : 15 mai 2015
Date de signature : 15 mai 2015

Appel d'offres 15-14346
Description : Service d'entretien des sacs usés.
Date d'ouverture : 15 mai 2015
Date de clôture : 15 mai 2015
Date de signature : 15 mai 2015

Appel d'offres 15-14347
Description : Service d'entretien des sacs usés.
Date d'ouverture : 15 mai 2015
Date de clôture : 15 mai 2015
Date de signature : 15 mai 2015

Appel d'offres 15-14348
Description : Service d'entretien des sacs usés.
Date d'ouverture : 15 mai 2015
Date de clôture : 15 mai 2015
Date de signature : 15 mai 2015

Appel d'offres 15-14349
Description : Service d'entretien des sacs usés.
Date d'ouverture : 15 mai 2015
Date de clôture : 15 mai 2015
Date de signature : 15 mai 2015

Appel d'offres 15-14350
Description : Service d'entretien des sacs usés.
Date d'ouverture : 15 mai 2015
Date de clôture : 15 mai 2015
Date de signature : 15 mai 2015

Appel d'offres 15-14351
Description : Service d'entretien des sacs usés.
Date d'ouverture : 15 mai 2015
Date de clôture : 15 mai 2015
Date de signature : 15 mai 2015

Appel d'offres 15-14352
Description : Service d'entretien des sacs usés.
Date d'ouverture : 15 mai 2015
Date de clôture : 15 mai 2015
Date de signature : 15 mai 2015

Appel d'offres 15-14353
Description : Service d'entretien des sacs usés.
Date d'ouverture : 15 mai 2015
Date de clôture : 15 mai 2015
Date de signature : 15 mai 2015

Appel d'offres 15-14354
Description : Service d'entretien des sacs usés.
Date d'ouverture : 15 mai 2015
Date de clôture : 15 mai 2015
Date de signature : 15 mai 2015

Appel d'offres 15-14355
Description : Service d'entretien des sacs usés.
Date d'ouverture : 15 mai 2015
Date de clôture : 15 mai 2015
Date de signature : 15 mai 2015

AVIS DE CORRECTION DE FUTURE SHOP

AVIS DE CORRECTION DANS LE JOURNAL POUR LA CIRCULAIRE CORPORATIVE FUTURE SHOP DU 20 MARS

Vous avez noté qu'à la page 5 de la circulaire du 20 mars, l'information à propos de la date de l'assemblée annuelle des actionnaires de la Banque de Montréal a été erronée. En effet, le montant de l'assemblée annuelle des actionnaires de la Banque de Montréal aura lieu le mardi 31 mars 2015, à 9 h 30 (heure locale), à l'Académie BMO Groupe Financier, au 3550 Pharmacy Avenue, Toronto, Ontario, Canada.

Par ordre du Conseil d'administration
BARBARA M. MUIR
Premier vice-président,
conseiller général adjoint,
Affaires générales, et
secrétaire général
Toronto (Ontario)
Le 30 janvier 2015

Les soumissionnaires peuvent obtenir plus d'informations sur cet appel d'offres en visitant le site Internet d'ADM à www.adm.com.

AÉROPORTS DE MONTRÉAL APPEL D'OFFRES

Programme d'accréditation T1 pour les services professionnels tactiques aux aéroports internationaux de Montréal-Trudeau et de Montréal-Mirabel

Les soumissionnaires peuvent obtenir plus d'informations sur cet appel d'offres en visitant le site Internet d'ADM à www.adm.com.

AVIS public

Régie de l'énergie

DEMANDE RELATIVE À UN PROJET D'INVESTISSEMENT POUR LE RACCORDEMENT DE LA VILLE DE SAINT-HYACINTHE À DES FINS D'INJECTION ET À L'ÉTABLISSEMENT DE CERTAINS TAUX (DOSSIER R-3909-2014)

OBJET DE LA DEMANDE

Le 10 octobre 2014, Société en commandite Gaz Métro (Gaz Métro ou le Distributeur) déposait à la Régie de l'énergie (la Régie) une demande pour le raccordement de la ville de Saint-Hyacinthe (la Ville) à des fins d'injection et pour l'établissement de certains points de réception et de distribution de gaz naturel.

Le 17 mars 2015, Gaz Métro dépose une demande révisée (la Demande) dans laquelle certaines modifications sont apportées à la demande initiale. La Demande est déposée en vertu des articles 31 al. 1, par 1^{er}, par 2^o, par 3^o, par 4^o, par 5^o, et des articles 46, 48, 72 al. 1, par 1^{er} de la Loi, ainsi que de l'article 1 du Règlement. Certaines des modifications révisées par Gaz Métro portent sur la façon des lieux aux points de réception et de livraison et sur l'approbation des caractéristiques de l'entente de principe intervenue entre Gaz Métro et la Ville quant à l'accès de gaz naturel.

PROCÉDURE D'EXAMEN DE LA DEMANDE

La Demande de Gaz Métro est examinée dans le cadre d'une audience publique. Toute personne intéressée souhaitant participer au présent dossier doit lui faire parvenir à la Régie une demande d'intervention, au plus tard le 2 avril 2015 à 12 h.

Cette demande doit être faite conformément au Règlement sur la procédure de la Régie de l'énergie et aux instructions de la Régie dans sa décision D-2015-030. Elle doit être envoyée à Gaz Métro dans le même délai.

La Demande de Gaz Métro, le Règlement sur la procédure de la Régie de l'énergie de même que les décisions de la Régie peuvent être consultés sur son site Internet (<http://www.regie.qc.ca>). Pour toute information, il est possible de communiquer avec la Régie, par téléphone, par télécopieur ou par courriel électronique.

La Secrétaire Régie de l'énergie
800, rue de la République, bureau 235
Montréal (Québec) H2K 1A2
Téléphone : 514 873-2452 ou sans frais 1 888 873-2452
Télécopieur : 514 873-1070
Courriel : regie@regie.qc.ca

AVIS AUX CRÉANCIERS DE SUCCESSION WBPC (AUTREFOIS COMPAGNIE DE PAPIERS WHITE BIRCH) ET DE DIVERSES FILIALES ET ENTITÉS AFFILIÉES

Les créanciers de Succession WBPC et de diverses filiales et entités affiliées (collectivement, les « Sociétés ») sont avisés par la présente que, dans le cadre des procédures en cours des Sociétés en vertu de la Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies (la LACC), les Sociétés ont déposé auprès de la Cour supérieure du Québec un plan de réorganisation, daté du 17 mars 2015 (le « Plan »), lequel a été modifié ou complété par des suppléments conformément aux modalités y prévues, le « Plan ».

Les créanciers de la Société sont par ailleurs avisés qu'une assemblée des créanciers des Sociétés (l'Assemblée des créanciers) aura lieu au Centre Sheraton Montréal Hôtel ville au 1201, boulevard René-Lévesque Ouest à Montréal, Québec, le 22 avril 2015 à 9 h 30 (heure de Montréal) en vue d'examiner et, si cela est jugé souhaitable, d'adopter une résolution visant à approuver le Plan, avec ou sans modifications, et de débattre sur toute autre question dont pourra être dûment saisie l'Assemblée des créanciers.

La Contrôleur, Ernst & Young Inc., a mis en place un site web, à l'adresse www.ey.com/whitebirch, sur lequel se trouve de l'information concernant les procédures en vertu de la LACC dont font l'objet les Sociétés, notamment l'information relative à l'Assemblée des créanciers et aux procédures de vote. Copie du Plan, de l'avis de convocation des créanciers à l'Assemblée des créanciers, du Formulaire de procuration et du Formulaire de vote ont été envoyés par la poste à tous les créanciers connus des Sociétés affectés par le Plan le ou avant le 20 mars 2015.

Pour avoir le droit d'assister et de voter à l'Assemblée des créanciers, les créanciers doivent avoir déposé leur preuve de réclamation et prouvé leurs réclamations de la manière et dans les délais précisés dans l'Ordonnance relative à la procédure des réclamations et dans l'Ordonnance relative à l'Assemblée des créanciers, lesquelles se trouvent sur le site web du Contrôleur au www.ey.com/whitebirch. Aucune autre personne n'aura le droit d'assister ou de voter à l'Assemblée des créanciers.

Le numéro de dossier du greffe attribué à ces procédures est le 500-11-038474-108. Les écritures visées par l'Ordonnance initiale sont Estate WBPC Company (autrefois White Birch Paper Holding Company), Succession WBPC (autrefois Compagnie des Papiers White Birch), Succession SGP (autrefois Compagnie Stodolica Inc.), Estate SGP Inc. (autrefois La Compagnie de Papier Epinette noire Inc.), Succession FSGPI (autrefois Compagnie F.T. Soucy Inc.), 3120772 Nova Scotia Company, Succession GCS (autrefois Airimage de Gros Capouca Inc.), Succession P.M. Inc. (autrefois Papier Masson Life), SSEC S.E.C. (autrefois S.E.C.), FFS S.E.C. (autrefois F.F. Soucy S.E.C.) et FFS S.E.C. (autrefois F.F. Soucy Inc. et Associés, Société en commandite).

Ernst & Young Inc., en sa qualité de Contrôleur nommé par le tribunal dans l'affaire du plan de réorganisation de Succession WBPC et de ses affiliés.

800, boulevard René-Lévesque Ouest, bureau 1900
Montréal (Québec) H3B 1A9
Téléphone : 514 875 6060 Télécopieur : 514 395 4933

EY

Le greffier, MGA, Ann A.
Directrice de la Gestion immobilière

Donnée à Montréal le 20 mars 2015.